



montpellier  
méditerranée  
métropole

# Montpellier Méditerranée Métropole

## Recueil des actes administratifs

N° 154 / Septembre 2015 / Tome 2

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**Septembre 2015**

**n°154**

**TOME II**

**Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

# SOMMAIRE

*Conseils du 30 septembre 2015*

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS (TOME I)**

**PARTIE 2 : DECISIONS**

**3**

**PARTIE 3 : ARRETES**

**314**

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**



<b>N°D2015-121 - 23/07/15 - Direction des Ressources Informatiques</b>	24
<b>Décision relative à un contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE sise à PARIS. Il concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités suivantes : Module Inventaire, Suivi et Valorisation, Connexion Marchés et Index, Module Simulations et Expertises, Systèmes Alertes et Veille, Presse financière, Accès sécurisé via Internet à l'ensemble du contenu de la plate-forme et Outils Expert. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 10 441,33 € T.T.C.	
<b>N°D2015-122 - 23/07/15 - Direction des Ressources Informatiques</b>	27
<b>Décision relative à un contrat n°42493 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat n°42493 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE complémentaire au contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE sise à PARIS.	
Ce contrat concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à une assistance personnalisée avec des rapports écrits lors de chaque analyse. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 248,80 € T.T.C.	
<b>N°D2015-146 - 23/07/15 - Direction des Ressources Informatiques</b>	29
<b>Décision relative à un contrat n°14KN447 de maintenance, d'assistance et d'accompagnement méthodologique des logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de maintenance informatique, d'assistance et d'accompagnement méthodologique est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à RENNES. Il concerne les logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO concernant les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement installés à la Direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 142,59 € T.T.C. décomposé comme suit : maintenance et assistance : 2 346,46 € T.T.C., accompagnement méthodologique du logiciel : 3 796,13 € T.T.C.	
<b>N°D2015-209 - 15/07/15 - Direction de la Culture</b>	31
<b>Décision relative au marché n°3864DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée</b>	
<b>Objet :</b> Un marché relatif à la maintenance des six vidéoprojecteurs Barco 909 installés dans la salle de spectacle du Planétarium Galilée est conclu avec la société VIDELIO-IEC SAS sise à Gennevilliers (92635). Le montant de ce marché s'élève à 8 382,52€ T.T.C. et court jusqu'au 31 août 2015, date du remplacement de ces vidéoprojecteurs.	
<b>N°D2015-260 - 06/07/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	33
<b>Décision relative à une convention d'utilisation de l'autopartage conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Flex'Auto</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole conclue avec la SAS Flex'Auto, ci-après désignée service Modulauto, une convention de mise à disposition de véhicules en autopartage. Modulauto met à la disposition de la Métropole des véhicules en temps partagé pour une durée d'une heure minimum et de 30 jours maximum. La convention est conclue pour une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois.	
<b>N°D2015-264 - 17/07/15 - Direction des Sports</b>	35
<b>Décision relative à un marché n°3967DS15 pour l'achat de places pour les événements de la Park &amp; Suites Arena</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3967DS15 de prestations de services est passé avec la société Montpellier Events domiciliée à Montpellier. Il concerne l'achat de package de 12 places valables pour 10 événements, soit 120 places au total à choisir dans la programmation des spectacles de la Park & Suites Arena. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2016 pour un montant s'élevant à 30 000 € H.T.	
<b>N°D2015-266 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	37
<b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle OI n°183 - Rue de Cholet à Montpellier</b>	

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section OI n° 183, qui supporte un bâtiment désaffecté, anciennement dénommé "cartonnerie". Afin d'éviter tout risque d'occupation illicite, il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment.

**N°D2015-279 - 13/07/15 - Service de Proximité et de Solidarité**

39

**Décision relative à un marché n°3916PS15 de fourniture de transmetteurs téléalarme**

**Objet :** Il s'agit d'un marché de fourniture de transmetteurs téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles avec le logiciel MEGALARM V3.1, conclu sous la forme d'un marché à bons de commandes multi-attributaires passé avec les sociétés SOLEM, sise à Clapiers et CDT SECURITE sise à Perpignan. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 2 ans et pour un montant de 72 000 € H.T.

**N°D2015-291 - 23/07/15 - Direction des Ressources Informatiques**

41

**Décision relative à un contrat de services de maintenance d'un système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée**

**Objet :** Un contrat de services de maintenance informatique est conclu avec la société ELISATH sise à MESSEIN. Ce contrat concerne le système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée installé dans le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 13 773,24 € T.T.C.

**N°D2015-304 - 07/09/15 - Direction de la Culture**

43

**Décision relative au marché n°3351DC15 - avenant 1 portant diverses modifications**

**Objet :** Un avenant au marché 3351DC13 est conclu avec ART ARCHITECTURE sis à PERPIGNAN. Il concerne la maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'amélioration du théâtre de Grammont pour une durée de 20 mois et un montant de 35 000 € H.T. il porte sur différentes modifications à prendre en compte au stade APD. Le nouveau montant s'élève à 40 186 € H.T.

**N°D2015-308 - 06/07/15 - Direction des Ressources Informatiques**

45

**Décision relative à un contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO**

**Objet :** Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société AGYSOFT sise à MONTPELLIER.

Ce contrat concerne le progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO installé à la Direction des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 079,20 € T.T.C.

**N°D2015-316 - 06/07/15 - Direction des Finances**

47

**Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit de passer un contrat avec BNP Paribas en vue de l'acquisition d'une seconde carte Affaires afin de faciliter les modalités de paiement des frais de déplacements professionnels. Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 €. Le contrat est passé pour une durée d'un an renouvelable deux fois.

**N°D2015-327 - 09/07/15 - Direction de la Culture**

49

**Décision relative à un marché n°3936DC15 de maîtrise d'œuvre pour le système de sécurité incendie de l'ESBAMA (Ecole Supérieure des Beaux Arts de Montpellier Méditerranée Métropole)**

**Objet :** Un marché de maîtrise d'œuvre pour le SSI de l'ESBA est conclu avec ELEC SSI sis à St Georges d'Orques pour un montant de 11 880 € H.T. et pour une durée de 14 mois à compter de sa notification.

**N°D2015-334 - 27/08/15 - Direction de la Culture**

51

**Décision relative au marché n°3931DC15 d'aménagements scénographiques de l'exposition "Les Étrusques en toutes lettres" organisée au musée Henri Prades**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec ISF Méditerranée Solution Exposition. Il concerne les travaux relatifs à l'aménagement scénographique de l'exposition « Les Étrusques en toutes lettres » au musée Henri Prades, du 17 octobre 2015 au 29 février 2016. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 19 octobre 2015. Le montant du marché s'élève à 26 955 € H.T., soit 32 346 € T.T.C.

**N°D2015-339 - 04/08/15 - Direction de la Culture**

53

**Décision relative à une donation au musée Fabre d'une huile sur toile de Maurice Elie Sarthou - Remailleuses de filets à Collioure**

**Objet :** Il s'agit d'accepter la donation au musée Fabre d'une huile sur toile de Maurice Elie Sarthou intitulé "Remailleuses de filets à Collioure", qui enrichira la collection du musée Fabre.

N°D2015-340 - 03/07/15 - Direction de la Culture	55
<b>Décision relative à un marché n°3963DC15 de projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3963DC15 est passé avec CINE GARRIGUES, 34190 LAROQUE. Il concerne la projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 3 mois et pour un montant estimatif de 40 600 € H.T.	
N°D2015-343 - 20/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	57
<b>Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit d'une journée de location du Corum à la Société Française de l'Évaluation (SFE)</b>	
<b>Objet :</b> Il s'agit de mettre à disposition à titre gratuit une journée de location du Corum à la Société Française de l'Évaluation (SFE) pour une manifestation ayant pour thème l'évaluation et le pilotage des politiques publiques.	
N°D2015-345 - 20/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	59
<b>Décision relative à la signature du marché 3920GD15 d'acquisition de quatre armoires de stockage de déchets diffus spécifiques des ménages pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de fournitures est passé avec les sociétés MATHIEU SERVICES et SARL BRISE FER constituées en groupement solidaire. Il concerne l'acquisition de quatre armoires de stockage de déchets diffus spécifiques des ménages pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole et prend effet à compter de l'ordre de service de lancement des prestations. Sa durée est d'un an pour un montant de 60 400 € H.T.	
N°D2015-346 - 20/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	61
<b>Décision relative à la signature d'un marché n°3958GD15 de prestations de service pour la caractérisation des vieux papiers/cartons et des bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Ce marché concerne des prestations de caractérisations des flux de vieux papiers (lot n°1) et des bennes bois issues des déchèteries (lot n°2). Les 2 lots sont attribués à la même société, à savoir la société SCORVAL sise à 34970 LATTES. La durée des 2 lots de ce marché est de 12 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations et pourra être reconduit 2 fois maximum pour des durées identiques. Le montant annuel de ce marché est de 4 780,00 €HT pour le lot 1 et de 8 284,00 €HT pour le lot 2, soit un maximum de 39 192 € H.T. pour les deux lots.	
N°D2015-352 - 20/07/15 - Direction de la Culture	63
<b>Décision relative à un avenant n°6 concernant la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant de prolongation de la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont est conclu avec la SARL Théâtre des 13 Vents. Cet avenant n°6 prolonge l'autorisation d'occupation à titre gracieuse jusqu'au 31 décembre 2015.	
N°D2015-353 - 23/07/15 - Direction de la Culture	65
<b>Décision relative au marché n°3754DC14 - Accessibilité ZENITH SUD MONTPELLIER - Maitrise d'œuvre</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3754DC14 de maîtrise d'œuvre est passé avec VIA VERDE – 93100 MONTREUIL. Il concerne l'accessibilité du ZENITH SUD. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois. Le montant du marché s'élève à 38 500 € H.T.	
N°D2015-357 - 10/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	67
<b>Décision relative au marché n°3871DC15 "Emballage, transport aller, transfert Lattes-Cortone et retour des œuvres présentées dans le cadre de l'exposition "l'écriture étrusque" au site archéologique Lattara - musée Henri Prades et au MAEC"</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3871DC15 de services est passé avec la société DEMENAGEMENT GABY sise à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et se termine après le retour des œuvres aux prêteurs. Le montant de la tranche ferme du marché s'élève à 39 561, 77 € H.T. soit 47 474, 12 € T.T.C. Le montant des tranches conditionnelles s'élève à 56 440, 94 € H.T. soit 67 729, 13 € T.T.C. et Le montant des prestations supplémentaires ou alternatives s'élève à 39 540, 03 € H.T. soit 47 448, 03 € T.T.C.	
N°D2015-359 - 30/06/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	69
<b>Décision relative aux lots 1 à 4 - marché n°3926GD15 de prestations de services pour l'assistance au fonctionnement de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont</b>	
<b>Objet :</b> Il s'agit de prestations de services à bons de commande, décomposées en 4 lots. Le lot n°1 relatif à l'entretien des réseaux et lot n°4 relatif aux vérifications et maintenance des équipements sont conclus avec la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT sise à SOMMIERES (30250). Le lot n°3 relatif aux espaces verts et faucardage de filtres à sable est conclu avec la société LES ATELIERS DE SAPORTA - ENTREPRISE ADAPTEE à LATTES (34970). Le lot n°2 n'a reçu aucune offre.	

Chaque marché prendra effet à sa notification, pour une durée d'un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Les montants minimum et maximum des marchés s'élèvent respectivement à 4 000 € H.T. et 6 000 € H.T. sur le lot n°1, à 5 000 € H.T. et 8 000 € H.T. sur le lot n°3, et 3 000 € H.T. et 5 000 € H.T. sur le lot n°4.

N°D2015-360 - 09/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

71

**Décision relative au marché n°3922DC15 de "Travaux de mise aux normes accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole"**

**Objet :** Ce marché de travaux est passé pour :

- le lot n°1 : « Démolition Gros œuvre » avec la société SCBTP SUD ATLAS sise à Montpellier pour un montant de 18 935, 61 € H.T. soit 22 722, 73 € T.T.C.

- le lot n°3 : « Elévateur PMR » avec la société MIDILEV, sise à Saix (81710) pour un montant de 22 934, 99 € H.T. soit 24 196, 41 € T.T.C.

- le lot n°4 : « Doublage- Peinture-Sols-Nettoyage » avec le groupement d'entreprises F.P.I. - CORNIL, PAE la Tour - Montarnaud (34570) pour un montant de 14 104, 21 € H.T. soit 16 925, 05 € T.T.C.

- le lot n°5 : « Electricité » avec la société COFELY INEO GDF SUEZ, ZA Font de la Banquière - Lattes cedex pour un montant de 3 560, 32 € H.T. soit 4 272, 38 € T.T.C. Chaque marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai de l'ensemble des lots est de 3 mois, hors période de préparation de 15 jours.

N°D2015-362 - 16/07/15 - Direction des Ressources Informatiques

73

**Décision relative à un marché n°4011RI15 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée 2015**

**Objet :** Ce marché de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée 2015 est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD) sise à MONTPELLIER.

Cette prestation aura pour objectif les opérations suivantes :

- Mission I : Accompagnement des communes.

- Mission II : Animation de la plateforme.

- Mission III : Accompagnement spécifique « cartographie ». Ce marché, dont le montant s'élève à 69 360 € T.T.C., prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015.

N°D2015-364 - 20/07/15 - Direction de la Culture

75

**Conservatoire à Rayonnement Régional - CRR - Cession à titre gratuit de 4 contrebasses**

**Objet :** La vétusté de quatre contrebasses ne permet plus de les utiliser pour assurer un enseignement quotidien et de qualité. Par contre elles peuvent servir à des élèves pour faire leurs exercices et travailler leurs postures. Aussi il est proposé de donner ces 4 contrebasses à des élèves du CRR, désignés par tirage au sort, qui n'ont pas les moyens de louer ou acheter un tel instrument.

N°D2015-365 - 20/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

77

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3309DC13 de "Mission de maîtrise d'oeuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier"**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3309DC13 de travaux est passé avec la société PEYTAVIN, sise à Montpellier. Cet avenant concerne la modification des honoraires induite par l'évolution du montant des travaux suite à l'étude d'avant-projet définitif. Le présent avenant s'élève à 17 737, 92 € H.T. soit 21 285, 50 € T.T.C. Le pourcentage d'augmentation introduit par l'avenant est de 15, 16 %.

N°D2015-366 - 18/08/15 - Direction des Sports

79

**Décision relative à un marché n°3968DS15 de prestations de service dans le cadre de la compétition de l'EURO de basketball-édition 2015**

**Objet :** Un marché n°3968DS15 de prestations de service est passé avec la société COMITE D'ORGANISATION EUROBASKET sise à PARIS (75013). Il concerne l'achat de prestations de communication et de places pour l'EUROBASKET Edition 2015 qui aura lieu du 5 au 10 septembre 2015 à la Park & Suites ARENA. Ce marché dont le montant s'élève à 89 392,18 € H.T., prend effet à compter de sa notification jusqu'au 10 septembre 2015 inclus.

N°D2015-367 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

81

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BA n° 298 - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Sixième Sens l'assiette foncière de la voie dénommée « ancienne route de Sommières ». Cette acquisition permet de régulariser un état de fait concernant l'utilisation permanente par les usagers de cette voie comme une voie publique, sans autorisation. L'acquisition est réalisée à l'Euro symbolique.

<b>N°D2015-368 - 20/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	83
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société OMEGA SUD TPB dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société OMEGA SUD TPB est agréée en vue de la location dans le VEAS PARC 2000. Son activité est la maçonnerie, la production de biens et services et les travaux publics. Elle est candidate à la location du lot A04 de 108.69 m <sup>2</sup> pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.	
<b>N°D2015-369 - 30/07/15 - Direction de la Culture</b>	85
<b>Décision relative au dépôt de 11 peintures sur toile par Monsieur Pierre SOULAGES</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole accepte, par le biais d'un acte notarié, le dépôt de 11 peintures sur toile de Pierre Soulages. Ce dépôt prendra effet à la date de réception des œuvres, par le Directeur ou le Conservateur du musée Fabre, pour une durée d'une année avec reconduction tacite à échéance de chaque terme.	
<b>N°D2015-370 - 13/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	87
<b>Décision relative à un marché n°3939MG15, prestations de dessins assistés par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché multi attributaires</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de prestations intellectuelles est passé avec les sociétés A. LIENARD sise à Montpellier, BOUVAGUET Architectes sis à Castelnau-le-Lez et FOUQUET Architecture sis à Montpellier. Ce marché multi attributaires concerne les prestations de dessins assistés par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché prend effet à compter de la notification pour une durée d'un an renouvelable 2 fois. Le montant maximum annuel du marché à bons de commande s'élève à 60 000€ H.T.. Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande suivant la méthode dite "en cascade".	
<b>N°D2015-371 - 04/08/15 - Direction de la Culture</b>	89
<b>Décision relative à une donation au musée Fabre de 20 œuvres de Monsieur Claude Viallat</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat de 20 de ses œuvres d'une valeur de 255 700 €. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.	
<b>N°D2015-372 - 10/08/15 - Direction de la Culture</b>	91
<b>Décision relative au marché n°3906DC15 de travaux de réfection du Hall de la médiathèque William Shakespeare</b>	
<b>Objet :</b> Ce marché de travaux est composé de 4 lots distincts, à savoir :	
- lot 1 : menuiserie, ébénisterie et mobilier pour un montant de 34 445 € H.T. passé avec l'ATELIER DUCROT à Lunel,	
- lot 2 : sols coulés, pour un montant de 16 616 € H.T. conclu avec ST GROUPE à Boisseron	
- lot 3 : panneaux acoustiques, peinture et nettoyage, pour un montant de 8 109,55 € H.T. passé avec FPI/CORNIL à Montpellier,	
- lot 4 : électricité pour un montant de 7 289,30 € H.T. conclu avec SPIE à Montpellier.	
Les marchés prennent effet à compter de leur notification jusqu'au 2 octobre 2015.	
<b>N°D2015-373 - 04/08/15 - Direction de la Culture</b>	93
<b>Décision relative à une donation au musée Fabre de M. Donnadiou d'une gravure de Galgano Cipriani d'après François-Xavier Fabre - Le poète Vittorio Alfieri</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Jean Christophe Donnadiou d'une gravure de Galgano Cipriani (Sienne 1775-1857) d'après François Xavier Fabre - Le Poète Vittorio Alfieri d'une valeur de 500 €. Cette gravure sera conservée au sein des collections du musée Fabre.	
<b>N°D2015-374 - 10/07/15 - Direction de la Culture</b>	95
<b>Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition d'une salle au profit du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) Languedoc-Roussillon</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole autorise par convention l'occupation, par le CNFPT Languedoc-Roussillon, d'une salle située au Conservatoire à Rayonnement Régional, en vue d'y dispenser la formation "Gestes et postures du musicien". Cette formation se déroulera en deux sessions programmées les 2 et 3 septembre 2015 et les 19 et 20 octobre 2015.	
<b>N°D2015-375 - 04/08/15 - Direction de la Culture</b>	97
<b>Décision relative à une donation au musée Fabre de Monsieur Claude Viallat de 14 ronéotypes</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat, de 14 Ronéotypes d'une valeur de 4 000 €. Ces Ronéotypes seront conservés au sein des collections du musée Fabre.	



N°D2015-376 - 04/08/15 - Direction de la Culture	99
<b>Décision relative à une donation au musée Fabre de Monsieur Claude Viallat de 13 gravures</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat de 13 de ses gravures d'une valeur de 20 000 €. Ces gravures seront conservées au sein des collections du musée Fabre.	
N°D2015-378 - 06/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	101
<b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau brute - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Les canalisations d'eau brute qui alimentent la station de traitement des eaux « Arago » sont implantées en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section AL n° 76-77-226-227 et 228 appartenant à Monsieur ALATI. Cette implantation constitue une servitude passive qu'il convient de régulariser. Une convention de servitude de passage perpétuelle en tréfonds des dites parcelles est consentie et acceptée à titre gratuit.	
N°D2015-379 - 04/08/15 - Direction de la Culture	103
<b>Décision relative à une donation au musée Fabre de M. Hollan d'un dessin : La grande roue</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Alexandre Holan d'un de ses fusains, La grande roue d'une valeur de 2 000 €. Ce fusain sera conservé au sein des collections du musée Fabre.	
N°D2015-380 - 06/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	105
<b>Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Il s'agit d'un contrat de prêt à usage de terrain concernant la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RA n° 1, au profit de Decathlon Montpellier Odysseum à l'occasion de la manifestation VITALSPORT qui se déroulera du 15 au 22 septembre 2015. Ce contrat est consenti et accepté à titre gratuit.	
N°D2015-381 - 20/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	107
<b>Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour des locaux au sein du bâtiment MIBI</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2013 est conclu avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la restitution d'une surface de 22,00 m² constituée du module B0.22 et dans le même temps pour une extension sur la surface de 50,60 m² constituée du module B0.10 au sein du bâtiment MIBI à compter du 1er août 2015. A compter de cette dernière date la durée d'occupation de la surface complémentaire est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la surface totale de 267,30 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 3 611,22 €.	
N°D2015-382 - 06/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	109
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de 6 mois. Le montant de la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 29,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 433,59 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.	
N°D2015-383 - 20/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	111
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AI 135 - Commune de Prades-le-Lez</b>	
<b>Objet :</b> Afin de régulariser un échange entre la commune de Prades-le-lez et Madame Dalmazio d'un délaissé de voirie cadastrée AI 135 et d'une partie de la parcelle AI 278, il convient au préalable que la commune de Prades-le-lez, compte tenu du transfert de la compétence voirie à la Métropole au 1er janvier 2015, cède gratuitement le délaissé de voirie à la Métropole. Cette cession a fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal de la Commune en date du 17 juin 2015. Par cette décision le Président de la Métropole accepte la cession de la parcelle AI 135 et va ainsi pouvoir procéder à l'échange avec Mme Dalmazio. Cette cession ainsi que l'échange ont lieu à titre gratuit.	
N°D2015-384 - 06/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	113
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n° 72 (lots de copropriété n° 19 et 22) - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 3 juin 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n°19 et 22, représentant 64/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 rue Faubourg du Courreau à Montpellier, correspondant à un appartement, libre d'occupation.	

La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-385 - 06/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n°72 (lots de copropriété n°11, 17 et 21) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 10 juin 2015 concernant la vente de trois lots de copropriété n°11, 17 et 21, représentant 66/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 rue Faubourg du Courreau à Montpellier, correspondant à un appartement et un palier, libres d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-386 - 06/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n°72 (lots de copropriété n°18 et 21) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 3 juin 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n°18 et 21, représentant 54/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 rue Faubourg du Courreau à Montpellier, correspondant à un appartement et un palier, occupé. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-387 - 24/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché 3733BISGD14 de travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez lots 3 et 5**

**Objet :** un marché de travaux concernant les travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez est conclu avec l'entreprise MP INDUSTRIE sise à GARDANNE (13120) pour le lot 3 "équipement de déchèterie, gestion accès, clôtures" et avec l'entreprise S CONSTRUCTION sise à Castelnau-le-Lez pour le lot 5 "réhabilitation loge gardien".

Le montant du marché pour le lot 3 est de 113 558, 40 € T.T.C (prix global et forfaitaire) et pour le lot 5 de 21 600 € T.T.C. (prix global et forfaitaire). Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 6 mois dont un mois de préparation, à compter de la date fixée par l'ordre de service.

N°D2015-388 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles EB n° 71 et 218 - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez à Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole a utilisé les parcelles cadastrées EB n° 71 et 218 pour stocker des matériaux entre 2011 et 2014. A la fin de l'occupation, les parcelles devaient être nettoyées. Le nettoyage n'a pas été réalisé et par conséquent les terres n'ont pu être louées. Pour permettre ce nettoyage et rendre les terres à nouveau exploitables, le propriétaire Monsieur SENEGAS autorise Montpellier Méditerranée Métropole à occuper temporairement la totalité des parcelles cadastrées EB n° 71 et 218 situées lieudit Tournefort à Lattes.

N°D2015-389 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau potable - Commune de Montpellier**

**Objet :** Un réseau de canalisations d'eau potable existantes est implanté en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section DS n°730 et 731, formant le lot A de la ZAC Port Marianne – Consuls de mer Extension, propriétés de la société SCCV PLATINIUM-MONTPPELLIER. Par acte notarié, le propriétaire s'est engagé à reconnaître à Montpellier Méditerranée Métropole, par acte authentique et à ses frais, une servitude réelle et perpétuelle de passage de canalisations souterraines d'eau potable en tréfonds de sa propriété. La servitude est consentie et acceptée à titre gratuit, les frais d'acte restant à la charge du propriétaire.

N°D2015-390 - 23/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Jean-Claude Bonnafous - Requête CAA de Marseille"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement n°1302426-1 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 18 juin 2015 annulant la délibération du 29 mars 2013 par laquelle le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune en tant qu'elle institue la zone 2AU Sud Arnel.

<b>N°D2015-391 - 30/07/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>	127
<b>Décision relative à une convention sur la traversée du Domaine Public Autoroutier Concédé par une canalisation d'adduction d'eau potable Rue du Mas Rouge - Alimentation du Mas Gallière à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention relative à la traversée du Domaine Public Autoroutier Concédé par l'installation d'une canalisation d'adduction d'eau potable Rue du Mas Rouge permettant l'alimentation du Mas Gallière sur la commune de Montpellier. Cette convention est conclue pour une durée de 12 mois, et emporte une dépense de 700 € H.T. valant frais d'instruction.	
<b>N°D2015-392 - 21/07/15 - Direction de la Culture</b>	129
<b>Décision relative à un mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier est conclu avec la SAAM, pour un montant forfaitaire de 30 000 € H.T. pour la tranche ferme et 25 000 € H.T.. La durée est de 8 mois et 6 mois pour la tranche conditionnelle n°1.	
<b>N°D2015-393 - 21/07/15 - Direction de la Culture</b>	131
<b>Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n°1 au mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, pour une mission d'accompagnement pour le chiffrage de l'acquisition du site de la Maternité Grasset et sa valorisation, ainsi que dans le cadre des négociations foncières entre la Métropole et le CHRU. Cet avenant n°1 est conclu pour un montant forfaitaire de 9 000 € H.T.	
<b>N°D2015-394 - 01/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	133
<b>Décision d'ester en justice près le Tribunal de Commerce</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice aux fins de saisir en qualité d'actionnaire de la société Montpellier Events, le Président du Tribunal de Commerce d'une demande en désignation d'un administrateur provisoire ou un mandataire ad hoc dans le but de palier à l'absence de directeur général de ladite société.	
<b>N°D2015-395 - 23/07/15 - Direction de la Culture</b>	135
<b>Décision relative à un marché n°3981BisDC15 - Acquisition de pianos - Conservatoire à Rayonnement Régional</b>	
<b>Objet :</b> Afin que les professeurs d'enseignement disposent d'instruments permettant un enseignement de qualité, il est indispensable de compléter le "parc" pianos par l'achat de trois nouveaux instruments, à savoir deux pianos droits et 1/4 de queue. Un marché n° 3981bis DC 15 est passé à cet effet avec la société CLAVIER'S CONCERT domiciliée à MAUGUIO. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an et pour un montant de 20 524, 58 € H.T.	
<b>N°D2015-396 - 30/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	137
<b>Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°247</b>	
<b>Objet :</b> Le secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral fait l'objet d'un projet d'aménagement en cours, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°247 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle. La convention de prise de possession anticipée a été consentie par les propriétaires moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 3 153 euros.	
<b>N°D2015-397 - 20/07/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	139
<b>Décision relative à la cession de véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes</b>	
<b>Objet :</b> Le véhicule 3781ZY34 (non roulant) à réformer, est cédé à l'Hôtel des Ventes Centre 113 à Vendargues pour être vendu aux enchères. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.	
<b>N°D2015-398 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	141
<b>Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°244</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°244 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle. La convention de prise de possession anticipée a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 800 euros.	



N°D2015-399 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	143
<b>Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°246</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°246 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. La convention de prise de possession a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 10 764 €.	
N°D2015-400 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	145
<b>Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°248</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°248 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle. La convention a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 6 219 euros.	
N°D2015-401 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	147
<b>Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°23</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°23 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle avant la signature de l'acte de vente. La convention a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 20 523 euros.	
N°D2015-402 - 04/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	149
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°244 - Commune de Cournonterral</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°244 située lieudit le PIOCH. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 15 861 €.	
N°D2015-403 - 04/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	151
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°246 - Commune de Cournonterral</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°246 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 53 822 €.	
N°D2015-404 - 04/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	153
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°247 - Commune de Cournonterral</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°247 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 17 867 €.	
N°D2015-405 - 04/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	155
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°248 - Commune de Cournonterral</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°248 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 35 241 €.	
N°D2015-406 - 11/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	157
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°23 - Commune de Cournonterral</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°23 située lieudit le PIOCH. L'acquisition a été consentie par les propriétaires, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 116 297€.	
N°D2015-407 - 17/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	159
<b>Décision relative à la vente au profit de la SAAM d'un délaissé de voirie situé au niveau du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche (ex RD 21) - Commune de PEROLS</b>	

<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SAAM un délaissé de voirie situé au niveau du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche (ex RD 21) – Commune de PEROLS. Vente consentie et acceptée au prix de 29 460 € TTC.	
<b>N°D2015-408 - 20/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	161
<b>Décision relative à la signature du marché 3894GD15 d'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve les Maguelone et du Thôt à Lattes</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de services est signé avec la société SARP Méditerranée sise à Montpellier, en vue de procéder à l'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve-lès-Maguelone et du Thôt à Lattes. La durée de ce marché est de 3 ans à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Le montant de ce marché au regard du détail quantitatif estimatif est de 16 710,00 €HT.	
<b>N°D2015-409 - 23/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	163
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société CREATIMMO dans la ZAC ODE ACTE 1 à Pérols</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société CREATIMMO est agréée en vue de l'acquisition du lot A03-1 (4 993 m²) dans la ZAC ODE ACTE 1 pour un programme de promotion à vocation de bureaux. L'entreprise projette un effectif de 200 à 250 emplois sur site dans 3 ans.	
<b>N°D2015-410 - 23/07/15 - Direction de la Culture</b>	165
<b>Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Entre ciel et terre"</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle "Entre ciel et terre" diffusé le 29 octobre 2015 à Jacou par La Passerelle, dans le cadre du Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale, ce pour un montant de 1 500 € TTC.	
<b>N°D2015-411 - 27/08/15 - Direction de la Culture</b>	167
<b>Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Médée"</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Médée diffusé le 9 aout 2015 à Montferrier-sur- Lez par la compagnie Esprits Libres. Ce marché est conclu avec la Compagnie Esprits Libres et le Festival Théâtre en Liberté, diffuseur pour un montant de 2 500 € T.T.C.	
<b>N°D2015-412 - 23/07/15 - Direction de la Culture</b>	169
<b>Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale "La maladie de Sachs"</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « La maladie de Sachs » diffusé le 6 novembre 2015 à Castelnau-le-lez, dans le cadre du Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale, pour un montant de 1 605 € TTC.	
<b>N°D2015-413 - 23/07/15 - Direction de la Culture</b>	171
<b>Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « La jeune femme à la Licorne »</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « La jeune femme à la licorne » diffusé le 23 septembre 2015 à Montpellier, dans le cadre du Fonds d'Aides à la Diffusion Théâtrale, ce pour un montant de 3 000 € TTC.	
<b>N°D2015-416 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	173
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BZ n° 665 (lots de copropriété n° 1 et 6) - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 6 juillet 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n° 1 et 6, représentant 291/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BZ n° 665, situés 17 Impasse des Tanneurs à Montpellier, correspondant à un appartement et un garage, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.	
<b>N°D2015-418 - 20/07/15 - Direction des Transports et de la Voirie</b>	175
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'A9, ASF souhaite utiliser une parcelle libre de toute occupation. L'occupation est consentie à titre gratuit, ces travaux étant déclarés d'utilités publiques et urgentes par décret du 30 avril 2007. Une convention est signée à cet effet, l'autorisation d'occupation temporaire et révocable permet ainsi de limiter la gêne et le nombre de coupures de l'avenue Georges Frêche et de la ligne 3 de tramway.	
<b>N°D2015-419 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	177
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n° 293, 294, 295, 297, 301, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336 et 349 - Commune de Pérols</b>	
<b>Objet :</b> La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente de l'ilot 1 correspondant à Renault Minute et Nickel Chrome du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ces biens sont situés dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, la Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.	

- N°D2015-420 - 24/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi** 179  
**Décision relative au marché n°4033DE15 d'accompagnement à la création d'un office de Tourisme Métropolitain**  
**Objet :** Un marché à bons de commande n°4033DE15 de prestations intellectuelles est passé avec la SPL Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD). Il concerne l'accompagnement de la collectivité pour la création d'un office de Tourisme Métropolitain et prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois mais pourra être prorogée en cas de besoin, sans surcout. Le montant total du marché s'élève à 29 750 € H.T soit 35 700 € T.T.C. Ce marché comporte 2 tranches : une tranche N°1 ferme pour un montant de 10 200 € H.T. soit 12 240 € T.T.C. Une tranche N°2 conditionnelle pour un montant de 19 550 € H.T soit 23 460 € T.T.C.
- N°D2015-421 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel** 181  
**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n°355, 356 et 357 - Commune de Pérols**  
**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente de l'ilot 2 correspondant à un terrain libre d'occupation et un ensemble immobilier à usage commercial représentant les locaux d'une agence bancaire BNP Paribas du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ces biens sont situés dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.
- N°D2015-422 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel** 183  
**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n° 54, 55, 223, 226 et 261 - Commune de Pérols**  
**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente de l'ilot 3 correspondant à l'enseigne "ALINEA" du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ces biens sont situés dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.
- N°D2015-423 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel** 185  
**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle AE n° 291 - Commune de Pérols**  
**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente d'une bande de terrain cadastrée AE n°291 loué à Norauto du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ce bien est situé dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.
- N°D2015-424 - 23/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets** 187  
**Marché 3926bisGD15, Balayage et aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont, conclu avec la société T.D.B.M. - Autorisation de signature**  
**Objet :** Le marché à bons de commande n°3926bisGD15 « balayage et aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont », est conclu avec la société T.D.B.M. sise à Cournonterral. Il prend effet à sa notification, pour une durée d'un an et pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Les montants annuels minimum et maximum du marché s'élèvent respectivement à 6 000 € H.T et 8 000 € H.T.
- N°D2015-426 - 23/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics** 189  
**Décision d'ester en justice "ESMA - Cassation"**  
**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Garreau, Bauer, Violas, Feschotte, Desbois près la Cour de Cassation contre le jugement de la juridiction de proximité de Montpellier en date du 2 juin 2015 déclarant nuls et de nul effet la facture du 13 janvier 2015 et le titre exécutoire du 14 janvier 2015 d'un montant de 840,84 euros émis par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'acquittement de la redevance spéciale des déchets non ménagers.
- N°D2015-427 - 23/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics** 191  
**Décision d'ester en justice "FOURNAISE requête n°1503573-1 TA"**  
**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et Associés" suite au dépôt de la requête n°1503573-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 juin 2015 par Madame Fournaise contre la décision en date du 28 avril 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole de refus de rétrocession des parcelles préemptées à savoir les parcelles cadastrés SM n°22 et 27 ainsi que le lot de copropriété n°2 de

l'immeuble cadastré SM n°25 sises rue du Mas de Brousse sur le territoire de la commune de Montpellier.	
<b>N°D2015-428 - 07/08/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	192
<b>Décision relative à la réforme d'un photocopieur Toshiba E-255 pour cause de vétusté</b>	
<b>Objet :</b> Le photocopieur Toshiba E-255, n° CNG 037271 est réformé pour cause de vétusté. Il est cédé gratuitement à la société Transmanudem sise à Lansargues (34130) qui se charge de son retrait pour recyclage.	
<b>N°D2015-429 - 04/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	194
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section S n°118 - 626 Rue de la Cavalade - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Charles AIMES la propriété sise commune de Montpellier, 626 rue de la Cavalade. La propriété est située à l'intérieur du périmètre d'étude Hameau de la Cavalade et jouxte des biens déjà propriété de la Métropole. La vente est consentie moyennant la somme de 330 000 €.	
<b>N°D2015-430 - 23/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	196
<b>Décision relative à un marché n°3412TV13, travaux d'aménagement de la rue de Cholet et Castelle - Avenant n°1</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3412 est passé avec la société Eurovia Méditerranée sise à Juvignac. Cet avenant concerne l'adaptation aux nouvelles situations de chantier (positionnement des réseaux souterrains), les modifications concernant l'actuel Bordereau de Prix et le Cahier de Clauses Techniques particulières. Les adaptations mises en œuvre pour la continuité du chantier permettent d'équilibrer le bilan financier des travaux. Ces modifications n'ont pas d'incidences financières sur le montant global du contrat.	
<b>N°D2015-431 - 23/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	198
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société ECOSEC dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société ECOSEC est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. Son activité est la conception, l'installation et la vente de matériel de solutions écologiques de recyclages de déchets et d'effluents. Elle est candidate à la location du lot 9 de 112.50 m² pour une période de 23 mois et projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.	
<b>N°D2015-433 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	200
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-PROSPECTS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société E-PROSPECTS pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 juillet 2016. A compter du 1er août 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société E-PROSPECTS pour la surface de 30,21 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 408,14 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.	
<b>N°D2015-434 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	202
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AUTHENTICATION INDUSTRIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 juillet 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour la surface de 44,73 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 604,30 €.	
<b>N°D2015-435 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	204
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MESCLADO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société MESCLADO pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 juillet 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MESCLADO pour la surface de 44,19 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 597,01 €.	
<b>N°D2015-436 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	206
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 janvier 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 74,29 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 080,92 €.	

N°D2015-437 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	208
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 88,11 m <sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 282 €.	
N°D2015-438 - 10/08/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	210
<b>Décision relative à un avenant pour le marché n°3285MG13, exploitation et maintenance en génie climatique des bâtiments de la Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n°2 au marché n°3285MG13 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique de la Métropole est passé avec Cofely Axime à Lattes. Cet avenant concerne l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance. Il s'élève à 1 049,80 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 28 919,55 € H.T	
N°D2015-439 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	212
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de 3 mois, soit jusqu'au 31 octobre 2015. A compter du 1er août 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 43,84 m <sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 637,87 €.	
N°D2015-440 - 30/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	214
<b>Décision relative à une prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée CB n°5 - Commune de Lattes</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre du projet d'aménagement "Quartier de la Mogère", l'Indivision PUJOL propriétaire de la parcelle cadastrée CB n° 5 située au lieudit Font de la Banquière à Lattes, accorde à Montpellier Méditerranée Métropole une prise de possession anticipée de cette parcelle afin de pouvoir réaliser les diagnostics archéologiques et études de sol avant la réitération de l'acte authentique. Cette convention est consentie moyennant le paiement d'une indemnité de 14 074 euros.	
N°D2015-441 - 14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	216
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société BULANE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société BULANE est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la conception, la fabrication et la commercialisation d'électrolyseurs innovants. Elle est candidate à la location des lots A01 et A06 de 293.87 m <sup>2</sup> pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.	
N°D2015-442 - 30/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	218
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de trois mois à compter du 1er septembre 2015, soit jusqu'au 30 novembre 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 89,76 m <sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 306,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.	
N°D2015-443 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	220
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Baillargues - Terrain section AZ n°149</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement hydraulique de protection contre les inondations, sur ses bassins de rétention, la Société PROFILS SYSTEMES doit occuper temporairement la parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, située sur la commune de Baillargues, cadastrée section AZ n° 149, d'une contenance de 3 508 m <sup>2</sup> pour une durée de 1 an. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.	
N°D2015-444 - 14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	222
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société FERRIER ALAIN dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier</b>	



**Objet :** La candidature de la société FERRIER ALAIN est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la fabrication de prothèse dentaire. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A02 de 108,69 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois.

**N°D2015-445 – 14/08/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

224

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation du local répertorié bureau 0.22 d'une surface de 22,00 m<sup>2</sup>, situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2015 soit jusqu'au 31 août 2018. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 22,00 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 277,86 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-446 - 27/08/15** - Direction des Finances

226

**Décision relative à un avenant au marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en Métropole**

**Objet :** Au regard de l'importance du nombre de compétences transférées, des informations à collecter au sein des 31 communes, des problèmes rencontrés lors de la collecte de ces informations et de l'obligation de bénéficier de plusieurs scénarios de simulations sur les AC (Attributions de Compensation) afin de s'adapter à la spécificité de la situation des communes, il est nécessaire de conclure un avenant au marché d'accompagnement du groupement pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en Métropole. Des prestations complémentaires seront réalisées, notamment la réalisation de simulations nouvelles sur l'évaluation des dépenses d'investissement, la participation à des réunions supplémentaires en fonction des besoins. Conformément aux dispositions du marché initial, le montant maximal demeure 73 188 € H.T.

**N°D2015-447 - 31/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

228

**Décision relative au marché n°3922DC15 de "Travaux de mise aux normes, accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 2 : menuiserie bois - agencement"**

**Objet :** Un marché n°3922DC15 de travaux est passé, pour le lot n°2, avec la société TRADI BOIS, sise au TRIADOU (34 270). Le délai d'exécution est de 3 mois. Le montant du marché s'élève à 38 571 € H.T. soit 46 285,20 T.T.C.

**N°D2015-448 - 27/08/15** - Direction des Finances

230

**Décision relative à un avenant de prolongation de la date limite de mobilisation du contrat de prêt de 70M€ conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations**

**Objet :** Un avenant au contrat de prêt de 70M€ est passé avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Cet avenant prolonge la date limite de mobilisation des fonds disponibles jusqu'au 25 décembre 2015.

**N°D2015-449 - 07/09/15** - Direction de la Culture

232

**Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle Colchea**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Colchéa » diffusé les 22 septembre 2015 à la Bulle Bleue, Montpellier pour un montant de 2 000 € T.T.C.

**N°D2015-451 - 12/08/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

234

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3794 - Renouvellement de deux conduites d'eau potable de DN150 et DN 500 et des branchements chemin de Moularès à Montpellier**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3794 de renouvellement de deux conduites d'eau potable de DN 150 et DN 500 et des branchements chemin de Moularès à Montpellier est passé avec le groupement SOGEA SUD - RAMPA-SOLATRAG dont l'entreprise SOGEA SUD, sise à MONTPELLIER est le mandataire. Il concerne l'affermissement de prix nouveaux provisoires et l'ajustement du marché initial aux quantités réellement exécutées. Le présent avenant s'élève à 26 938,44 € H.T. portant le nouveau montant à 481 881,50 € H.T.

**N°D2015-452 - 30/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

236

**Décision d'ester en justice " Occupation illicite de deux parcelles constituant le parking du Mas des Brousses"**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens

du voyage occupant illicitement deux parcelles constituant le parking du Mas des Brousses. La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ».	
<b>N°D2015-454 – 14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	238
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 octobre 2009 est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2015, soit jusqu'au 30 septembre 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ADN ID pour la surface de 147 m <sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 965,24 €.	
<b>N°D2015-455 – 13/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	240
<b>Décision relative au marché n°3975EA15 de Travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3975EA15 de travaux est passé avec le groupement d'entreprises Sogea Sud / Razel Bec et Sade, dont Sogea, sise à Montpellier est mandataire, pour une période initiale de 4 mois, du 1er septembre 2015 au 31 décembre 2015. Le montant maximum de ce marché à bons de commandes, s'élève à 1 500 000 € H.T. soit 1 800 000 € T.T.C.	
<b>N°D2015-456 - 11/08/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	242
<b>Décision relative au marché n°3838MG15 maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs pour le siège de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise SCE SA sise à Blagnac. Ce marché, dont le montant s'élève à 8 208 € H.T. soit 9 849,60 € T.T.C., prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an.	
<b>N°D2015-457 - 28/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	244
<b>Décision relative au marché n°3849EA15 de Renouvellement de réseaux AEP DN400 et 500 - Parking Arc de Triomphe - lot 1 : canalisations fonte et lot 2 : canalisations acier</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3849EA15 de travaux est passé, pour le lot n°1, avec la société SADE CGTH sise à Vendargues et pour le lot n° 2, avec la société BOISSON sise à Mudaison. Le délai d'exécution de l'ensemble du lot n°1 est de 10 semaines et le délai d'exécution de l'ensemble du lot n° 2 est de 16 semaines.	
Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 59 999, 99 € H.T. soit 71 999, 99 € T.T.C.	
Le montant du marché, pour le lot n°2, s'élève à 174 892 € H.T. soit 209 870, 40 € T.T.C.	
<b>N°D2015-458 – 13/08/15 - Direction de la Communication</b>	246
<b>Décision relative au marché n°4044CO15 pour la Création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la foire internationale de Montpellier 2015</b>	
<b>Objet :</b> Un marché est passé avec la société NEXTCONTREPOINT sise à Montpellier. Il concerne la création d'un jeu interactif, la location du matériel et la maintenance pour le stand de la foire internationale de Montpellier 2015. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée est de 3 mois et pour un montant de 35 850 € H.T. soit 43 020 € T.T.C.	
<b>N°D2015-459 - 08/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>	248
<b>Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3660 Chemisage des réseaux d'eau usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-Lez</b>	
<b>Objet :</b> Avenant n°1 au marché 3660 de Chemisage des réseaux d'eaux usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-lez afin de modifier la zone intervention du marché, à savoir prendre en compte des travaux sur la commune de Saint Drézéry.	
<b>N°D2015-460 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	250
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HM n° 284 (lot de copropriété n° 23) - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 20 juillet 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété n°23, représentant 131/10000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HM n°284, situé 1 Rue du Clos René à Montpellier, correspondant à un local d'activité, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.	
<b>N°D2015-461 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	252
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BY n° 103 (lot de copropriété n° 1) - Commune de Montpellier</b>	

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 6 juillet 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété n° 1, représentant 330/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BY n°103, situé 19 Rue de Candolle à Montpellier, correspondant à un appartement, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-462 - 07/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

254

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BX n° 450 (lots de copropriété n° 6, 11 et 24) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 8 juillet 2015 concernant la vente de trois lots de copropriété n°6, 11 et 24, représentant 1692/10000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BX n° 450, situés 22 Rue du Faubourg du Courreau à Montpellier, à usage d'habitation, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

**N°D2015-463 - 08/09/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

256

**Décision relative au marché n° 3595BISGD14 de "Mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST"**

**Objet :** Un marché n°3595BISGD14 de travaux est passé, pour le lot n°3 : (Tuyauterie, Supportage et Serrurerie) avec la société TMIS sise à ZA Frontignan. Le délai d'exécution des travaux est de 7 mois dont 1 mois de préparation. Le montant du marché s'élève à 260 810 € H.T. soit 312 972 € T.T.C.

**N°D2015-464 - 07/08/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

258

**Cession du véhicule BY 762 BK en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un accident**

**Objet :** A la suite d'un accident survenu avec un véhicule de service immatriculé BY 762 BK, il a été procédé à son expertise (KPI EXPERTISES) qui a conclu à l'état de "véhicule technique réparable et économiquement irréparable". Selon l'estimation de l'expert, la valeur du véhicule s'élève à 5000 € T.T.C. Le véhicule est revendu à l'assurance (la SAUVEGARDE ASSURANCES SA) à l'état d'épave pour le montant résultant de l'expertise au moment de l'accident.

**N°D2015-465 - 14/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

260

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section BA n°302 et 303 - Commune de Vendargues**

**Objet :** Les travaux de requalification de la zone d'activité du Salaison ont mis en exergue l'existence de servitudes passive de canalisation d'eaux pluviales sous propriété privée. Il convient donc de régulariser cette situation en se portant acquéreur des parcelles appartenant à la Société Charvet, situées sur la commune de Vendargues et cadastrées section BA n°302 et 303, d'une contenance totale de 2 478m². La vente est consentie et acceptée au prix de 37 000 € toutes indemnités confondues.

**N°D2015-466 - 14/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

262

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux Commune de Vendargues - Terrain section BA n°301**

**Objet :** Dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de requalification du parc d'activités du Salaison à Vendargues, les travaux relatifs à la régularisation de servitude passive de canalisation d'eaux pluviales sous fonds privés ainsi que la pose de réseaux humides nécessitent l'occupation temporaire d'une partie de la parcelle BA n° 301 appartenant à la Société Charvet, sur une emprise de 650m². La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 59 000 €.

**N°D2015-467 - 14/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

264

**Décision relative à la prise de possession anticipée des parcelles section BA n°302 et 303 - Commune de Vendargues**

**Objet :** La réalisation des travaux de requalification du Parc d'activité du Salaison nécessitent de pouvoir entrer en possession des parcelles BA 302 et 303 avant la réitération par acte notarié de la promesse de vente signée entre la Société Charvet et Montpellier Méditerranée Métropole. La prise de possession interviendra dès la signature de la présente convention. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 5 430 €.

**N°D2015-468 - 13/08/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

266

**Décision relative à la signature du marché n°3995GD15 pour une mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes sur l'ISDnd de CASTRIES**

**Objet :** Un marché de prestations de services est conclu avec la société EGIS sise à SEYSSINS (38180). Il concerne une mission de contrôle des tirs de mines externes sur le site de l'ISDnD de



CASTRIES. Le marché prend effet à compter de l'ordre de services de démarrage des prestations. Sa durée est de 1 an. Le montant du marché s'élève à 61 700 € H.T.

N°D2015-469 – 14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

268

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter du 1er octobre 2015, soit jusqu'au 31 mars 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 340,07 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 4 134,63 €.

270

N°D2015-471 – 07/09/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un marché n°3955MG15 fourniture de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement pour Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole pour ses besoins a passé un marché de fournitures de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement : après procédure MAPA : La société DOUBLET est sortie lauréate de la consultation (pour mémoire montant estimatif minimum 5000€ H.T. et montant estimatif annuel 25000€ H.T.).

272

N°D2015-472 -14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 est conclu avec la société imaGeau pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2015, soit jusqu'au 30 septembre 2016. A compter du 1er octobre 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société imaGeau pour la surface de 135,41 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 955,06 € euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2014.

274

N°D2015-473 – 13/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3935EA15, de piquage sur canalisation d'eau potable DN1000 pour raccordement station de reprise - Commune de Montferrier - Route de Saint Clément**

**Objet :** Un marché travaux est conclu avec l'entreprise SADE CGTH sise à VENDARGUES. Il concerne du piquage sur une canalisation d'eau potable DN1000 pour le raccordement d'une station de reprise, située sur la commune de Montferrier- sur- Lez à proximité de la route de Saint Clément (RD112E). Le délai d'exécution des prestations concernées par le présent marché est de 3 mois incluant deux mois de préparation, à compter de la date de notification. Le montant estimatif des travaux est de 117 590, 40 € T.T.C.

276

N°D2015-474 - 31/08/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à l'opération "Chéquier Offres en or - Septembre 2015" octroyant des réductions sur les tarifs du Planétarium Galilée**

**Objet :** Le centre commercial Odysseum propose chaque année deux opérations de marketing au printemps et à la rentrée de septembre avec deux chéquiers qui rassemblent les offres des commerces et restaurants (chéquier désormais électroniques). Le Planétarium participe à ces opérations avec une promotion pour les séances du mercredi uniquement avec une place achetée une place offerte et la dotation du jeu-concours avec 20 entrées gratuites. Une entrée au Planétarium sera offerte pour toute entrée achetée à une séance des mercredis 23 et 30 septembre, 7 et 14 octobre 2015. Les entrées offertes seront constituées de contremarques utilisables immédiatement et avec une durée de validité 14 jours maximum.

277

N°D2015-477 -14/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Acquisition de la parcelle cadastrée section AI 409 sise commune de Prades-le-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle sise commune de Prades-le-Lez et cadastrée section AI 409 auprès de la commune. La cession est consentie à titre gratuit, la parcelle étant destinée à être échangée avec la parcelle cadastrée AI 278 appartenant à Mme Dalmazio afin de régulariser un délaissé de voirie le long du chemin de Coste Rousse à Prades-le-Lez.

- N°D2015-479 - 31/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics** 279  
**Décision relative à un marché n°3595bisGD15 de travaux pour le lot 1 charpente/gros oeuvre pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST**  
**Objet :** Un marché de travaux est conclu avec l'entreprise TMIS sise à Frontignan (34110) concernant le lot1. Il concerne les travaux de charpente et gros œuvre dans la mise en place d'un système de prétraitement de l'air issus des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST. Le délai d'exécution du marché est de 7 mois dont un mois de préparation. Le montant global et forfaitaire du marché est de 261 386, 40 € T.T.C.
- N°D2015-480 -14/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel** 281  
**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BY n°54 - Commune de Montpellier**  
**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 6 juillet 2015 concernant la vente de l'immeuble cadastré BY n°54, situé 10 Boulevard Pasteur à Montpellier, à usage d'habitation, occupé. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.
- N°D2015-481 - 02/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics** 283  
**Décision relative à un marché n°3379EA15 de travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques pour l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes**  
**Objet :** Un marché de travaux est conclu avec l'entreprise VALERIAN sise à MONTPELLIER. Il concerne les travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques pour l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes. Le délai d'exécution des travaux sur lequel s'engage le candidat est de 70 jours calendaires. Ce délai part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le montant estimatif du marché est de 111 334, 56 € T.T.C.
- N°D2015-482 -14/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics** 285  
**Décision d'ester en justice "Référé expertise n°1504399-8"**  
**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1504399-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 août 2015 par un agent de la Métropole, consécutivement à une chute dont il a été victime le 27 août 2013 dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'éducateur APS.
- N°D2015-483 – 14/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics** 286  
**Décision d'ester en justice "MONNIER Manon - Référé expertise n°1504321-8 TA"**  
**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1504321-8 le 3 août 2015 par Madame Manon MONNIER consécutivement à un préjudice matériel subi dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne n°4 du tramway de Montpellier.
- N°D2015-484 - 27/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel** 287  
**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ n°173 - Commune de Baillargues**  
**Objet :** Dans le cadre de l'acquisition de nombreuses parcelles dans le secteur de la ZAC de Massane, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AZ n°173 appartenant à Monsieur ESCURET sur la commune de Baillargues d'une contenance de 2 915 m². Le prix d'acquisition est de 102 025 € toutes indemnités comprises.
- N°D2015-485 - 27/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel** 289  
**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n°355 (lot de copropriété n°2) - Commune de Montpellier**  
**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 30 juillet 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété n°2, représentant 174/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°355, situé 25 Rue Chaptal à Montpellier, à usage d'entrepôt - garage, occupé. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-486 - 27/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	291
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HT n°40 (lots de copropriété n°6 et n°7) - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 31 juillet 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n°6 et 7, représentant 100/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HT n°40, situé 7 Rue des Trésoriers de la Bourse à Montpellier, à usage d'entrepôts, libres d'occupation. La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.	
N°D2015-487 - 01/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	293
<b>Décision relative à un marché n°3030 MG 12, fourniture de mobilier administratif, lot 3. Avenant de transfert</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant de transfert au marché n°3030, lot 3 doit être passé en vue du transfert à la société SOFRADAM immatriculée sous le n°403507708 R.C.S des prestations exercées jusqu'alors par la société PSA Aménagement.	
N°D2015-490 - 27/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	295
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Montpellier - Terrain section EY n°122 - Autorisation de signature de la convention et de son avenant n° 1</b>	
<b>Objet :</b> Convention d'occupation temporaire pour travaux et son avenant n° 1 consentis par les copropriétaires de la parcelle EY n°122 située sur la commune de Montpellier, pour une période de deux mois afin de permettre les travaux de remplacement d'une conduite d'eau potable existante. Le retard pris dans la réalisation des travaux a nécessité un avenant n° 1 ayant pour objet la modification de la date de démarrage desdits travaux. Convention et avenant consentis et acceptés à titre gratuit.	
N°D2015-491 - 27/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	297
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AY n°127P - Commune de Castelnau-le-Lez</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole achète à la Commune de Castelnau-le-Lez, à l'amiable, une partie de la parcelle située sur la commune, cadastrée section AY n°127P, d'une contenance de 195m² au prix de 1€.	
Cette parcelle est nécessaire à l'aménagement de l'avenue Georges Frêche notamment pour la requalification de l'axe de circulation et la réalisation d'itinéraires piétonniers et cyclables.	
N°D2015-494 - 27/08/15 - Direction des Finances	299
<b>Décision modificative de la régie de recettes de la piscine Pitot à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La piscine Pitot située en centre-ville de Montpellier, connaît une forte affluence. Le fonds de caisse actuel n'est que de 100 € ; cela entraîne des difficultés d'encaissement pour les caissiers (manque de monnaie). Une augmentation du fonds de caisse est nécessaire ; il est porté à 200 €. Cette décision modificative a été validée par Trésorier	
N°D2015-496 - 07/09/15 - Direction de la Culture	301
<b>Décision relative au marché n°3994DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909HD de la salle de projection du planétarium Galilée</b>	
<b>Objet :</b> Un marché relatif à la maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909HD installés dans la salle de projection du planétarium Galilée est conclu avec la société VIDELIO-IEC SAS sise à Gennevilliers (92635). Le montant de ce marché s'élève à 7 388,23 € T.T.C. et court jusqu'au 31 décembre 2015.	
N°D2015-497 - 31/08/15 - Direction de la Culture	303
<b>Décision relative à une convention de prêt d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692 à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon</b>	
<b>Objet :</b> Une convention de prêt à titre gratuit d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692 et acquis par la Métropole en 2014, est conclue avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier.	
N°D2015-501 - 31/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	305
<b>Décision relative à un contrat de prêt d'archives pour l'exposition « Montpellier au 21ème siècle, le patrimoine une histoire d'avenir » organisée par les Archives Municipales de la ville de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de prêt d'archives relatives à l'architecture et l'art dans la ville au 21ème siècle est conclu avec la Ville de Montpellier. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet le 31 août 2015 jusqu'à la fin de l'exposition qui se tiendra dans la salle d'exposition de l'Hôtel de Ville de Montpellier.	
N°D2015-502 - 08/09/15 - Direction des Sports	307
<b>Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition des associations sportives les équipements sportifs qu'elle gère sur son territoire (notamment Stades, Palais	

des Sports Bougnol, piscines, base nautique La Valette) pour l'organisation de manifestations sportives sur l'ensemble de la saison ou à titre occasionnel. Pour cela, une convention est passée avec chacune de ces associations. Elle est conclue à titre gratuit compte tenu de l'intérêt général que représente la pratique de ces activités et l'organisation de manifestations.

**N°D2015-504 - 27/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

309

**Décision d'ester en justice "RIBIERAS n°1504384-4 TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats » près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1504384-4 par Monsieur et Madame RIBIERAS contre les différentes décisions refusant la collecte porte à porte dans l'impasse de la Badiane sise à Montpellier, et notamment la décision du 19 mai 2015 de la ville de Montpellier et la décision implicite de refus de Montpellier Méditerranée Métropole suite au courrier de Monsieur Ribieras en date du 17 avril 2015.

**N°D2015-506 - 31/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

310

**Décision relative à une convention d'occupation précaire - Parcelle cadastrée section AC n° 213 - commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de ASF une convention d'occupation précaire à compter de la date de sa signature et jusqu'au 30 juin 2017 sur une partie de la parcelle AC n° 213 située sur la commune de Saint Jean de Védas afin de permettre l'installation d'une partie de la base de vie du TOARCCH OUEST nécessaire à la mise en œuvre des travaux de déplacement de l'autoroute A9. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**N°D2015-508 - 27/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

312

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles cadastrées section B n° 279, 280 et 318 - Commune de Murviel-Lès-Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole régularise l'occupation temporaire pour travaux, d'une durée d'un an sur les parcelles situées commune de Murviel-lès-Montpellier et cadastrées section B n° 279, 280 et 318. Cette occupation est nécessaire pour la mise en œuvre des travaux de préservation et la mise en valeur du forum du site Oppidum du Castellàs. La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 4 150 €.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs  
à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de gérer les contrats d'emprunts, les tableaux d'amortissement, les échéanciers, de produire les états de la dette réglementaire, et d'analyser les différentes opportunités de gestion de dette au regard de la structure de la dette de la collectivité et de ses caractéristiques propres,
- **CONSIDERANT** que la société FINANCE ACTIVE propose la plateforme de droit d'accès multi-utilisateurs INSITO pour la gestion active de la dette et dispose d'une expérience importante en matière d'assistance financière auprès des Collectivités Locales,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société FINANCE ACTIVE au regard des brevets qu'elle détient concernant cette application,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE, 46 rue Notre-Dame des Victoires, 75002 PARIS.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités suivantes :

- Suivi de la dette :

- Intégration des caractéristiques propres aux différents emprunts souscrits par le client, suivi, analyse, valorisation, extinction, tableaux de bord
- Mise à jour automatique des échéanciers
- Rapprochement des conditions contractuelles des emprunts et des conditions de marché
- Classements par budgets, visualisation graphique
- Génération des états annexes réglementaires
- Analyse mensuelle

Connexion Marchés et Index, systèmes de veille et d'alerte :

- Suivi des évolutions de taux sur les marchés financiers
- Système de veille et d'alerte, visualisation graphique
- Rapports et détection d'opportunités de réduction des frais financiers

- Module Simulations et Expertises :

- Intégration et valorisation d'emprunts simulés
- Algorithmes de calculs et d'évaluation des conditions bancaires
- Outils de calculs d'échéanciers et d'anticipation des taux

- Presse financière :

- Communication d'informations relatives à l'évolution des marchés financiers
- Actualité financière quotidienne et synthèse hebdomadaire

- Bibliothèque financière :

- Lexique financier
- Principaux textes réglementaires
- Modèles de cahiers des charges pour les consultations bancaires
- Modèles de lettres à destination des établissements financiers
- Fiches techniques et fiches produits

- Observatoire :

- Observatoire des offres
- Analyse de la dette des collectivités locales et comparaison
- Invitations aux clubs et rencontres financières

- Accès sécurisé via Internet à l'ensemble du contenu de la plate-forme visé ci-dessus

- Accompagnement permanent d'un consultant dédié

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à dix mille quatre cent quarante et un euros et trente-trois cents T.T.C. (10 441,33 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-121
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1401699-AU

Fait à Montpellier, le 23 JUL. 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée  
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°42493 de droit d'accès INSITO  
PRIVILEGE de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** la décision n°D2015-121 approuvant la signature du contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé auprès de la société FINANCE ACTIVE,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'analyser les opportunités de gestion de dette au regard de la structure de la dette de la collectivité et de ses caractéristiques propres,
- **CONSIDERANT** que la société FINANCE ACTIVE propose la plateforme de droit d'accès multi-utilisateurs INSITO PRIVILEGE pour la gestion active de la dette et dispose d'une expérience importante en matière d'assistance financière auprès des Collectivités Locales,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société FINANCE ACTIVE au regard des brevets qu'elle détient concernant cette application,

**D E C I D E**



**ARTICLE 1** : Un contrat n°42493 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE complémentaire au contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE, 46 rue Notre-Dame des Victoires, 75002 PARIS.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à une assistance personnalisée avec des rapports écrits lors de chaque analyse.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à trois mille deux cent quarante-huit euros et quatre-vingt cents T.T.C. (3 248,80 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-122
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2015
Affichée le	23 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmc 1101711-AU

Fait à Montpellier, le 20/07/2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'économie et développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°14KN447 de maintenance, d'assistance et d'accompagnement méthodologique des logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition des logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO auprès de la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES,
- **VU** la consolidation effectuée par le logiciel CONSO entre les budgets annexes issus de PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et le budget principal traité à l'aide du logiciel de rétro-prospective financière REGARDS utilisé par la collectivité (également conçu par la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES),
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance et de bénéficier d'un accompagnement méthodologique de ces logiciels,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat n°14kn447 de maintenance informatique, d'assistance et d'accompagnement méthodologique est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES, 16 rue du Penhoët, 35000 RENNES.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne les logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO concernant les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement installés à la Direction des Finances.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à six mille cent quarante-deux euros et cinquante-neuf cents T.T.C. (6 142,59 € T.T.C.) décomposé comme suit :

- maintenance et assistance : deux mille trois cent quarante-six euros et quarante-six cents T.T.C. (2 346,46 € T.T.C.),
- accompagnement méthodologique du logiciel : trois mille sept cent quatre-vingt-seize euros et treize cents (3 796,13 € T.T.C.).

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-146
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 196988-AU

Fait à Montpellier, le 23 JUL. 2015

Mme C. MARION

  
Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, délégation développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3864DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs  
Barco 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la procédure de consultation utilisée, celle d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'établir une maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 de la salle de spectacle du Planétarium Galilée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3864DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée est conclu avec la société VIDELIO-IEC SAS, domiciliée au 27/41 Boulevard Louise Michel, 92635 Gennevilliers Cedex.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maintenance des six vidéoprojecteurs Barco 909 installés dans la salle de spectacle du Planétarium Galilée, l'assistance téléphonique (du lundi au vendredi), les visites d'urgence sur site et les deux visites de maintenance préventives.

**ARTICLE 3** : Ce marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 août 2015.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce marché s'élève à huit mille trois cent quatre vingt deux euros et cinquante deux centimes T.T.C. (8 382,52€ T.T.C.).

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

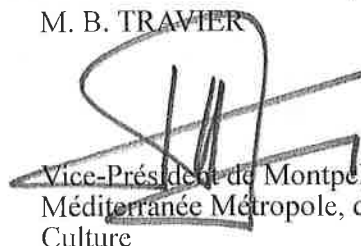
**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-209
Reçue en Préfecture le	15 JUIL. 2015
Affichée le	15 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 191286 AV

Fait à Montpellier, le

15 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

  
Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'utilisation de l'autopartage  
conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Flex'Auto**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre en ce qui concerne les déplacements professionnels liés à ses activités,
- **CONSIDERANT** que la SAS Flex'Auto, dont le siège social est situé 445 rue de la Pépinière à Montpellier, a pour activité la mise à disposition de véhicules en autopartage (service Modulauto).
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a intérêt, dans le cadre des déplacements professionnels de ses agents, à recourir à un système de voitures en libre-service,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention avec la SAS Flex'Auto service Modulauto dans le cadre des déplacements professionnels des agents de la Métropole.

**ARTICLE 2** : La convention a pour objet la location de véhicule en temps partagé pour une durée de 1 heure minimum et 30 jours maximum.

**ARTICLE 3** : La Convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable 3 fois un an.

**ARTICLE 4** : La grille des tarifs est annexée à la convention.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-260
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 198332 A

Fait à Montpellier, le

06 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

**Décision relative à un marché n°3967DS15 pour l'achat  
de places pour les événements de la Park & Suites Arena**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 28 II et 35 II 8°,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

**CONSIDÉRANT** qu'afin, d'une part, de renforcer son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau national et international et d'autre part, de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de ses compétences, voire des gagnants de jeux concours aux tirages au sort organisés lors des actions de commercialisation à l'attention du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places au sein de la Park & Suites ARENA lors de manifestations de notoriété nationale et internationale, organisées au cœur de cette enceinte,

**CONSIDÉRANT** que la société Montpellier Events, gestionnaire de la Park & Suites ARENA est la seule à pouvoir répondre à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3967DS15 de prestations de services est passé avec la société Montpellier Events domiciliée Esplanade Charles de Gaulle – BP 2200 – 34027 Montpellier, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics qui permet de passer un marché à procédure adaptée sans mise en concurrence et sans publicité préalable dans les conditions décrites au II de l'article 35 de ce même code (en l'espèce : article 35 II alinéa 8 – marché qui ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques, ou tenant à la protection des droits d'exclusivité).



**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat de package de 12 places valables pour 10 évènements, soit 120 places au total à choisir dans la programmation des spectacles de la Park & Suites Arena.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 30 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-264
Reçue en Préfecture le	17 JUL. 2015
Affichée le	17 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc198384-AU

Fait à Montpellier, le

17 JUL. 2015

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir  
- Parcelle OI n°183 - Rue de Cholet à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n° 2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée section OI n°183, située rue de Cholet à Montpellier, que cette parcelle supporte un bâti à usage d'entrepôt, que les lieux sont libres de toute occupation et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section OI n° 183, d'une contenance de 5 968m<sup>2</sup> située rue de Cholet à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Madame Catherine DARDE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-266
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 198422 AV

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3916PS15 de fourniture de transmetteurs téléalarme**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-8 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine de "la gestion des temps, l'accessibilité, le handicap et l'autonomie",

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de fourniture de transmetteurs téléalarme et déclencheurs convertibles pour équiper les nouveaux abonnés à la téléalarme.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3916PS15 de fourniture sous la forme d'un marché à bons de commandes est passé avec la société SOLEM sis ZAE La Plaine – 5 rue Georges Besse – 34830 Clapiers pour les lots 1, 2 et 4 et la société CDT SECURITE sis Avenue de Rome – 66000 Perpignan pour le lot 3

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne : la fourniture de transmetteurs téléalarme (lots 1 et 2) et déclencheurs convertibles (lots 3 et 4), compatibles avec le logiciel MEGALARM V3.1 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif de chaque lot s'élève pour le lot 1 à 27 360 € H.T., pour le lot 2 à 21 990 € H.T., pour le lot 3 à 5 580 € H.T. et pour le lot 4 à 6 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 90118 21568.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-8 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-279
Reçue en Préfecture le	13 JUIL. 2015
Affichée le	13 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 198635-AU

Fait à Montpellier, le 13 juillet 2015

Mme R. ILLAIRE



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de services de maintenance  
d'un système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition d'un système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée auprès de la société ELISATH (marché 2216RI09),
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce système,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier cette prestation à la société ELISATH au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de services de maintenance informatique est conclu avec la société ELISATH, 10 rue du Préfet Claude Erignac, ZAC du Breuil, 54850 MESSEIN.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne le système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée installé dans le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à treize mille sept cent soixante-treize euros et vingt-quatre cents T.T.C. (13 773,24 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

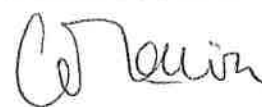
**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-291
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc199103-AU

Fait à Montpellier, le 20/07/2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3351DC15 - avenant 1 portant diverses modifications**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la décision D2013-695 autorisant la signature du marché n°3352DC13 de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Théâtre du Hangar à Montpellier,

**CONSIDÉRANT** que d'une part la reconnaissance du puits sous le bureau implique d'associer le bureau SETEC BASCOU à l'équipe de maîtrise d'œuvre, que d'autre part les conclusions du rapport géotechnique ont mis en évidence la nécessité de renforcer certaines fondations ce qui implique une modification du marché de maîtrise d'œuvre afférant à l'opération, et qu'enfin le montant des travaux évalué au stade de l'avant-projet définitif s'élève à 240 000 € H.T. au lieu de 150.000 € HT tel que indiqué dans le forfait provisoire du marché ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3351DC13 de maîtrise d'œuvre est passé avec ART ARCHITECTURE.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne :

- la modification du groupement de maîtrise d'œuvre avec l'intégration du bureau d'études structure SETEC-BASCOU, dont la rémunération est fixée à 1 500 € H.T., il intervient en qualité de co-traitant pour la phase études de la mission principale au regard de la nécessité de prendre en compte une mission complète étude-structure.
- la définition du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, qui compte tenu du nouveau montant de l'APD et de l'ajustement du taux de rémunération, qui passe de 15,95% à 12,16%, s'établit comme suit :

- missions de base : 29 186 € H.T., soit une évolution de +5 186 € H.T. par rapport au marché initial,
- mission complémentaire : 11 000 € H.T., inchangé.

**ARTICLE 3** : Le nouveau montant du marché s'élève au total à 40 186 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-304
Reçue en Préfecture le	- 7 SEP. 2015
Affichée le	- 7 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ine 199159 AV

Fait à Montpellier, le

- 7 SEP. 2015

M. B. TRAVIER

Pour le Président

Par délégation

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO auprès de la société AGYSOFT,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce progiciel,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce progiciel à la société AGYSOFT au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société AGYSOFT, Parc Euromédecine, 95 rue Pierre Flourens, 34090 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2 :** Ce contrat concerne le progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO installé à la Direction des Marchés Publics.

**ARTICLE 3 :** Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à six mille soixante-dix-neuf euros et vingt cents T.T.C. (6 079,20 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitres 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-308
Reçue en Préfecture le	06 JUL. 2015
Affichée le	06 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC 199257 - AU

Fait à Montpellier, le

06 JUL. 2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au président par le Conseil de la Métropole, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Métropole de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** la décision D2015-611 relative à un contrat conclu avec BNP Paribas pour la souscription d'une carte affaires,
- **VU** l'arrêté n°A2015-12 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** la volonté de la Métropole de simplifier et de moderniser son action administrative pour l'amélioration de la performance du service rendu, et pour ce faire, d'engager des actions volontaristes avec le Trésor public ; la nécessité de compléter, de diversifier et de faciliter les modalités de paiement des frais de déplacements, de missions et de représentation ;
- **CONSIDERANT** que le dispositif de carte professionnelle doit permettre au titulaire de procéder au paiement de frais, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique et de la réglementation en vigueur afférente aux frais de déplacements et de représentation ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Un contrat est conclu avec BNP Paribas pour la souscription d'une seconde carte affaires.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60€ et pourra être reconduite deux fois par tacite reconduction.

**ARTICLE 3 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

- Carte internationale « visa gold »,

- Double relevé d'opérations sous format électronique (titulaire de la carte et collectivité),
- Débit différé de 60 jours,
- Fonction retrait à hauteur de 1 000 € par semaine,
- Fonction paiement à hauteur de 8000 € par mois,
- Deux espaces internet sécurisés pour accès au compte,
- La Métropole n'est pas solidaire de l'éventuelle utilisation abusive de la carte par le porteur.

**ARTICLE 4 :** L'utilisation de la carte affaires est strictement limitée aux dépenses à caractère professionnel pour le paiement des frais réels de missions, de déplacements dont notamment :

- Les frais d'hébergement et de restauration du Directeur Général des Services de la Métropole : notes d'hôtel, de restaurant, de bar ;
- Les frais de déplacement, quel qu'en soit le mode ;
- Les diverses prestations de services telles que : guides, interprètes, photographes, droits d'entrée, etc... ;
- Les frais postaux ;
- Les achats divers dans le cadre des relations publiques : cadeaux protocolaires (avec mention du destinataire et de la date de remise à justifier pour le remboursement).

Les dépenses à caractère personnel ou non liées à l'objet de la mission ne sont pas éligibles et doivent être réglées par tout autre moyen de paiement à la disposition de celui qui les engage. Le cas échéant, si le titulaire s'acquitte du paiement de ces dépenses avec sa « carte affaires », les dépenses ne seront pas remboursées par la Métropole.

Il est précisé que les dépenses seront prises en charge quel que soit le mode de paiement (terminal de paiement, espèces, paiement à distance, internet...).

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président, délégué dans le domaine « Finances » est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-12 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-316
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC199326.AJ

Fait à Montpellier, le

06 JUIL. 2015

M. M. LEVITA

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3936DC15 de maîtrise  
d'œuvre pour le système de sécurité incendie de l'ESBAMA**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 janvier 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de conclure un marché pour la maîtrise d'œuvre du SSI de l'ESBAMA,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3936DC15 de maîtrise d'œuvre est passé avec ELEC SSI sis à St Georges d'Orques.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour le SSI de l'ESBAMA.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 14 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 11 880 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-327
Reçue en Préfecture le	09 JUIL. 2015
Affichée le	
Notifiée le	09 JUIL. 2015
Identifiant	INC199427A

Fait à Montpellier, le

06 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3931DC15 d'aménagements scénographiques de l'exposition "Les Étrusques en toutes lettres" organisée au musée Henri Prades**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président délégué à la Culture,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole de Montpellier Méditerranée agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, dans le cadre de l'organisation de l'exposition « *Les Étrusques en toutes lettres* » au musée Henri Prades de confier les travaux scénographiques à une entreprise spécialisée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché d'aménagements scénographiques de l'exposition temporaire est passé avec la société ISF Méditerranée Solution Exposition 113, rue Georges ONSLOW, ZA Garosud – CS 68114, 34075 MONTPELLIER CEDEX 3.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation des aménagements scénographiques dans la salle d'exposition ainsi que la réalisation de la signalétique de l'exposition « *Les Étrusques en toutes lettres* » au musée Henri Prades, du 17 octobre 2015 au 29 février 2016.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 19 octobre 2015.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 26 955 € H.T., soit 32 346 € T.T.C., ceci correspondant au montant de la réalisation d'une tranche ferme (19 984 € HT, soit 23 980,80 € TTC), de 4 tranches conditionnelles (2 660 € HT, soit 3 192 € TTC) et de l'option n° 1 (4 311 € HT, soit 5 173,20 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président délégué à la Culture, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-334
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1101784-AU-1.1

Fait à Montpellier, le **21 AOUT 2015**  
M. B. TRAVIER **Pour le Président**  
**Par délégation**

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole délégué à la  
Culture



R. YOUSSEF  
*[Signature]*

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre d'une huile sur toile de Maurice Elie Sarthou - Remailleuses de filets à Collioure**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Sutton Daniel domicilié au 14, rue Larrey 75005 Paris propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Maurice Elie Sarthou, *Remailleuses de filet à Collioure* d'une valeur de 8 000 euros (huit milles euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Sutton Daniel d'une œuvre de Maurice Elie Sarthou, *Remailleuses de filet à Collioure* d'une valeur de 8 000 euros (huit milles euros).

**ARTICLE 2** : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout document relatif à la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-339
Reçue en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affichée le	4 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime-1400574-AU

Fait à Montpellier, le 4 - AOUT 2015  
**C. DARDE**  
**Pour le Président**  
**Par délégation**  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3963DC15 de projection  
de films en plein air sur le territoire de la Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de conclure un marché pour la projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3963DC15 est passé avec CINE GARRIGUES, sise Le vigne, 34190 LAROQUE.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif du marché s'élève à 40 600 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-340
Reçue en Préfecture le	03 JUIL. 2015
Affichée le	03 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 199705-AU

Fait à Montpellier, le

03 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit d'une journée de location du Corum à la Société Française de l'Évaluation (SFE)**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la Délégation de Service publique (DSP), article 13.6, avec Montpellier Events relative à l'exploitation du Corum et Zénith Sud, la Métropole bénéficie de quinze journées de gratuité dont elle peut disposer,
- **CONSIDERANT** que cette mise à disposition de locaux nus ne concerne que des manifestations sans caractère commercial,
- **CONSIDERANT** la demande de la Société Française de l'Évaluation (SFE) concernant la mise à disposition à titre gratuit d'une journée de location du Corum pour la manifestation qui se tiendra les 18 et 19 juin 2015 et qui aura pour thème l'évaluation et le pilotage des politiques publiques,
- **CONSIDERANT** que la SFE est une association loi 1901 regroupant les praticiens de l'évaluation des politiques publiques qui organise tous les deux ans les journées françaises de l'évaluation regroupant en moyenne 300 à 350 participants,
- **CONSIDERANT** l'intérêt général de la manifestation regroupant des entreprises nationales du secteur du pilotage et de l'action publique permettant aux exposants de présenter leurs productions,

- **CONSIDERANT** l'intérêt particulier pour la Métropole que cette manifestation se tienne à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec cette association pour la mise à disposition à titre gratuit d'une journée de location du Corum,
- **CONSIDERANT** l'article L2313-1 du CGCT selon lequel cette mise à disposition représente une aide en nature dont la valorisation doit apparaître dans les comptes de la structure et dans le compte administratif de la Métropole pour 21 002,28 € H.T.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation détaillant les modalités d'utilisation des locaux ci-dessus est conclue avec la Société Française de l'Evaluation.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est conclue à titre gratuit pour une seule journée, compte tenu de l'intérêt porté à cette manifestation par la Métropole.

**ARTICLE 3 :** La convention entre en vigueur à sa signature et durera jusqu'à la remise des éléments prévus à la convention.

**ARTICLE 4 :** La valorisation de cette mise à disposition de locaux représente une aide en nature qui doit apparaître dans le compte administratif 2015 de la Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-343
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	2mc 199737.AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 JUL. 2015

Président de Montpellier  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché 3920GD15 d'acquisition de quatre armoires de stockage de déchets diffus spécifiques des ménages pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'acquérir quatre armoires de stockage afin d'améliorer la gestion des déchets diffus spécifiques des ménages dans les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'une procédure de mise en concurrence a été suivie à cet égard,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3920GD15 de fournitures est passé avec les sociétés MATHIEU SERVICES et SARL BRISE FER, constituées en groupement solidaire, sises Parc Marcel DASSAULT 650 rue Henri FARMAN, 34430 St Jean de Védas.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'acquisition de quatre armoires de stockage de déchets diffus spécifiques des ménages pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de lancement des prestations. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 60 400,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-345
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 199978-AU

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER

20 JUL. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets  
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un marché n°3958GD15 de prestations de service pour la caractérisation des vieux papiers/cartons et des bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction à Monsieur, Cyril Meunier dans le domaine « prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser des prestations de caractérisations des flux de vieux papiers et des bennes bois issues des déchèteries,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3958GD15 de prestations de services est conclu avec la société SCORVAL, sise 8 avenue de la Fontvin, à Lattes. Ce marché comprend deux lots.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des prestations de caractérisations des flux de vieux papiers (lot n°1) et des bennes bois issues des déchèteries (lot n°2).

**ARTICLE 3** : Les deux lots du marché prennent effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Leur durée est d'un an reconductible deux fois pour la même durée maximum.

**ARTICLE 4** : Le montant du lot 1 de ce marché s'élève à 4 780 € H.T. Le montant du lot 2 s'élève à 8 284 € H.T. soit un total de 39 192 € H.T. pour les deux lots et la durée maximale de 3 ans. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril Meunier, Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-346
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc199964 AU

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Prévention et valorisation des déchets  
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°6 concernant la convention  
d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la délibération du Conseil n°5559 du 23 décembre 2003 autorisant la signature d'une convention d'occupation à titre gratuit du domaine public avec la SARL Théâtre des Treize Vents, Centre Dramatique National, relative aux locaux du Théâtre de Grammont, pour une durée de 3 ans,
- **VU** l'avenant n°1 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2009,
- **VU** l'avenant n°2 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2012,
- **VU** l'avenant n°3 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2013,
- **VU** l'avenant n°4 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2014,
- **VU** l'avenant n°5 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 30 juin 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de reconduire, pour la poursuite de la mission du Centre Dramatique National, cette convention,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°6 à la convention susvisée ayant pour objet la prolongation de l'autorisation d'occupation du Théâtre de Grammont pour une période de six mois, jusqu'au 31 décembre 2015, est passé avec la SARL Théâtre des 13 Vents.

**ARTICLE 2** : Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.



**ARTICLE 3 :** Le Vice-président délégué à la Culture est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-352
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ince1100 207-CC

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3754DC14 - Accessibilité  
ZENITH SUD MONTPELLIER - Maitrise d'œuvre**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de conclure un marché pour la maitrise d'œuvre pour les travaux de mise aux normes accessibilité du ZENITH SUD,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3754DC14 de maitrise d'œuvre est passé avec VIA VERDE – 93100 MONTREUIL.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'accessibilité du ZENITH SUD.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 38 500 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-353
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lnc1100228-AU

Fait à Montpellier, le

23 JUL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3871DC15 "Emballage, transport aller, transfert Lattes-Cortone et retour des œuvres présentées dans le cadre de l'exposition "l'Ecriture étrusque" au site archéologique Lattara - Musée Henri Prades et au MAEC"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché « d'Emballage, transport aller, transfert Lattes-Cortone et retour des œuvres présentées dans le cadre de l'exposition « l'Ecriture étrusque » au site archéologique Lattara – Musée Henri Prades et au MAEC »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3871DC15 de services est passé avec la société DEMENAGEMENT GABY, 106 avenue de Toulouse, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Il se termine après le retour des œuvres aux prêteurs.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la tranche ferme du marché s'élève à 39 561, 77 € H.T. soit 47 474, 12 € T.T.C.

Le montant des tranches conditionnelles s'élève à 56 440, 94 € H.T. soit 67 729, 13 € T.T.C.

Le montant des prestations supplémentaires ou alternatives s'élève à 39 540, 03 € H.T. soit 47 448, 03 € T.T.C.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-357
Reçue en Préfecture le	10 JUIL. 2015
Affichée le	10 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UHC 400287

Fait à Montpellier, le

09 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux lots 1 à 4 - marché n°3926GD15 de prestations de services pour l'assistance au fonctionnement de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont**

- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de faire appel à des prestataires extérieurs pour la maintenance et la gestion de certains équipements et des espaces végétalisés de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont,

**CONSIDÉRANT** que la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT a présenté les offres économiquement les plus avantageuses pour le marché n°3926GD15 - lot n°1 relatif à l'entretien des réseaux et lot n°4 relatif aux vérifications et maintenance des équipements,

**CONSIDÉRANT** que la société LES ATELIERS DE SAPORTA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché n°3926GD15 - lot n°3 relatif aux espaces verts et faucardage de filtres à sable.

**CONSIDÉRANT** que le lot n°2 n'a reçu aucune offre.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les marchés à bons de commande n°3926GD15 d'assistance au fonctionnement de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont, lot n°1, relatif à l'entretien des réseaux

et lot n°4, relatif aux vérifications et maintenance des équipements, sont conclus avec la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT, 216 Chemin de Campagne, BP 63053, 30250 SOMMIERES.

Le marché à bons de commande n°3926GD15 d'assistance au fonctionnement de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont, lot n°3, relatif aux espaces verts et faucardage de filtres à sable, est conclu avec la société LES ATELIERS DE SAPORTA, ENTREPRISE ADAPTEE, Domaine de SAPORTA, 34970 LATTES.

**ARTICLE 2** : Chaque marché prendra effet à sa notification, pour une durée d'un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune.

**ARTICLE 3** : Les montants minimum et maximum des lots s'élèvent respectivement à 4 000 € H.T. et 6 000 € H.T. sur le lot n°1, à 5 000 € H.T. et 8 000 € H.T. sur le lot n°3, et à 3 000 € H.T. et 5 000 € H.T. sur le lot n°4. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-359
Reçue en Préfecture le	30 JUIN 2015
Affichée le	30 JUIN 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1100345-AU

Fait à Montpellier, le

30 JUIN 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3922DC15 de "Travaux de mise aux normes accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux de mise aux normes l'accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3922DC15 de travaux est passé, pour le lot n°1, avec la société SCBTP SUD ATLAS, 228 avenue de Lodève, 34080 Montpellier.

Il est passé, pour le lot n°3, avec la société MIDILEV, 24 route de Toulouse, 81710 Saix.

Il est passé, pour le lot n°4, avec le groupement d'entreprises F.P.I. - CORNIL, PAE la Tour, 264 rue Denis Papin, 34570 Montarnaud.

Il est passé, pour le lot n°5, avec la société COFELY INEO MP LR, ZA Font de la Banquière, «Le Météor», BP 20 032, 34 872 Lattes Cedex.

**ARTICLE 2** : Chaque marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 3 mois, hors période de préparation de 15 jours.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 18 935, 61 € H.T. soit 22 722, 73 € T.T.C.



Le montant du marché, pour le lot n°3, s'élève à 22 934, 99 € H.T. soit 24 196, 41 € T.T.C.  
 Le montant du marché, pour le lot n°4, s'élève à 14 104, 21 € H.T. soit 16 925, 05 € T.T.C.  
 Le montant du marché, pour le lot n°5, s'élève à 3 560, 32 € H.T. soit 4 272, 38 € T.T.C.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

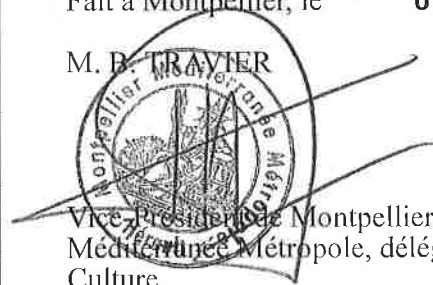
**ARTICLE 4 :** Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-360
Reçue en Préfecture le	09 JUL. 2015
Affichée le	09 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	IMC/100356

Fait à Montpellier, le 06 JUL. 2015

M. B. TRAVIER



Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4011RI15 de mission d'accompagnement  
à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée 2015**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques dont l'Open Data,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'un accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole à la mise en œuvre de sa démarche de l'Open Data mutualisée pour les communes membres qui le souhaitent,
- **CONSIDERANT** que Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) est une société publique locale soumise au régime institué par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, que son capital social est détenu à 67% par la Région Languedoc-Roussillon et à 33% par Montpellier Méditerranée Métropole, que dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite LRAD en vue de l'exécution de prestations d'ingénierie de projet pour son compte et ce sans mise en concurrence en application de l'article 3 du code des marchés publics,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4011RI15 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée 2015 est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD), 201 avenue de la Pompignane, 34064 MONTPELLIER Cedex 2.

**ARTICLE 2** : Cette prestation aura pour objectif les opérations suivantes :

- Mission I : Accompagnement des communes  
Cette partie se subdivise en 3 niveaux d'accompagnement :
  - . Niveau 1 pour les 21 communes déjà engagées
  - . Niveau 2 pour les 9 nouvelles communes
  - . Niveau 3 pour l'animation du club communal
- Mission II : Animation de la plateforme  
Cette mission regroupe les prestations suivantes :
  - . Alimentation de l'espace « veille et communication » par des articles de veille (5 toutes les 2 semaines jusqu'à mi-juillet, soient 12 articles de veille)
  - . Un rapport du web analytique pour le suivi de fréquentation de la plateforme, soit 3 rapports jusqu'à fin-juillet
  - . Pour le bon fonctionnement du projet, en plus de la gestion des API, la Direction des Ressources Informatiques ou la Direction de la Communication de Montpellier Méditerranée Métropole auront à charge l'animation open data sur les réseaux sociaux et les animations publiques.
- Mission III : Accompagnement spécifique « cartographie »  
LRAD coordonnera l'utilisation de la visionneuse SIG et initialisera la mise en place du géocodage.

**ARTICLE 3** : Ce marché prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce marché s'élève à soixante-neuf mille trois cent soixante euros T.T.C. (69 360 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-362
Reçue en Préfecture le	16/07/2015
Affichée le	17/07/2015
Notifiée le	
Identifiant	Lme 1100488_AU

Fait à Montpellier, le

16 JUL. 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Conservatoire à Rayonnement Régional - CRR - Cession à titre gratuit de 4 contrebasses**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 24 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas d'intérêt à conserver quatre de ses contrebasses du fait de leur vétusté,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les contrebasses « entières » n°7,8 et 15 et la contrebasse « demi » n° 23 seront donnés à quatre élèves de Madame Raphaëlle ALBER-BUSINE, qui auront été désignés par tirage au sort.

**ARTICLE 2** : La cession ne donnera lieu à aucune contrepartie financière.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer les pièces relatives à la cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-364
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1100578-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3309DC13 de "Mission de maîtrise d'oeuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n° 1 au marché 3309DC13 de «Mission de maîtrise d'œuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3309DC13 de Maîtrise d'œuvre est passé avec la société PEYTAVIN mandataire de l'équipe de maîtrise d'oeuvre, 15 avenue d'Assas, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne une modification des honoraires induite par l'évolution du montant des travaux suite à l'étude d'avant projet définitif.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 17 737, 92 € H.T. soit 21 285, 50 € T.T.C. Le pourcentage d'augmentation introduit par l'avenant est de 15, 16 %.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du forfait d'honoraires s'élève à 134 737, 92 € H.T. soit 161 685, 50 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-365
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1400627 AV

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. B. TRAVIER



Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3968DS15 de prestations de service  
dans le cadre de la compétition de l'EURO de basketball-édition 2015**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28 II et 35 II 8°,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

**CONSIDÉRANT** qu'afin, d'une part, de renforcer son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau national et international et d'autre part, de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de ses compétences, voire des gagnants de jeux concours aux tirages au sort organisés lors des actions de commercialisation à l'attention du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer d'espaces de visibilité et de places pour les championnats d'Europe de Basket qui se dérouleront du 5 au 10 septembre 2015 au sein de la Park & Suites ARENA de Montpellier,

**CONSIDÉRANT** que la Fédération Française de Basketball-117 rue du château des rentiers à PARIS (75013) est la seule à pouvoir répondre à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3968DS15 de prestations de service est passé avec la société COMITE D'ORGANISATION EUROBASKET sise chez Fédération Française de Basketball-117 rue du château des rentiers à PARIS (75013), conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics qui permet de passer un marché à procédure adaptée sans mise en concurrence et sans publicité préalable dans les conditions décrites au II de l'article 35 de ce même code (en l'espèce : article 35 II alinéa 8 – marché qui ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques, ou tenant à la protection des droits d'exclusivité).



**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat de prestations de communication et de places pour l'EUROBASKET Edition 2015 qui aura lieu du 5 au 10 septembre 2015 à la Park & Suites ARENA.

Concernant les prestations de communication (pour un montant de 39 250 € H.T), il s'agit de:

- ° Présence de l'appellation « Montpellier Méditerranée Métropole » sur les bandeaux LED de zone 3 Aréna ;
- ° Plan média : présence du logo de Montpellier Méditerranée Métropole :
  - sur affichage urbain ;
  - sur affichage structures sportives (positionnement d'affiches dans 50 structures sportives et 150 000 exemplaires de flyers)
- ° Presse : logo de Montpellier Méditerranée Métropole sur tous les visuels diffusés dans la presse quotidienne régionale.

Par ailleurs, le marché concerne également l'achat de 800 places.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 10 septembre 2015 inclus.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 89 392,18 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-366
Reçue en Préfecture le	18/08/15
Affichée le	19/08/15
Notifiée le	
Identifiant	191 11 00 659-AU-11

Fait à Montpellier, le

17 AOÛT 2015

M. J.-L. MEISSONNIER

**Pour le Président  
Par délégation**

R. YOUSSEF

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée  
section BA n° 298 - Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** le projet de promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Société Sixième Sens Immobilier, représentée par son Directeur, Monsieur Jacques Garces, qui accepte de céder la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BAn°298, d'une contenance de 4 863m<sup>2</sup>,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 18 juillet 2014,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle constitue une partie de la voie privée dénommée « ancienne route de Sommières », utilisée usuellement par les usagers comme une voie publique,
- **CONSIDERANT** que la requalification de la zone d'activités du Salaison, actuellement en cours de réalisation, permet de régulariser cette situation en achetant ce terrain et en l'intégrant dans le nouveau schéma de circulation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Sixième Sens Immobilier représentée par Monsieur Jacques Garces, la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BA n° 298, d'une contenance de 4 863m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La présente acquisition est consentie et acceptée à l'euro symbolique conformément à l'avis de France Domaine précité, les frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-367
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1100780-AU

Fait à Montpellier, le 20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
OMEGA SUD TPB dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 : la société OMEGA SUD TPB, représentée par Messieurs BOUTAHLI et HARFADI est une SARL dont l'activité est la maçonnerie, la production de biens et services et les travaux publics. Elle est candidate à la location du lot A04 de 108,69 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société OMEGA SUD TPB ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-368
Reçue en Préfecture le	20 JUIL. 2015
Affichée le	20 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc1100862-AU

Fait à Montpellier, le 20 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt de 11 peintures sur toile par Monsieur Pierre SOULAGES**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre en charge toute décision concernant le dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Pierre Soulages autorise le dépôt à titre de prêt à usage gratuit de 11 peintures sur toile par acte notarié,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte par le biais d'un acte notarié le dépôt de 11 peintures sur toile de Pierre Soulages.

**ARTICLE 2 :** Ce dépôt prendra effet à la date de réception des œuvres par le Directeur ou le Conservateur du musée Fabre, pour une durée d'une année, avec reconduction tacite, à échéance de chaque terme.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Bernard Travier Vice-Président est autorisé à signer l'acte notarié de dépôt à titre de prêt à usage gratuit visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-369
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc No 1278-AU

Fait à Montpellier, le

30 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3939MG15, prestations de dessins assistés par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché multi attributaires**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I. GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame I. GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché multi attributaires pour les prestations de dessin assisté par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec les sociétés A. LIENARD sis à Montpellier, BOUVAGUET Architectes sis à Castelnau-le-Lez et FOUQUET Architecture sis à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché multi attributaires concerne les prestations de dessins assistés par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole. Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande suivant la méthode dite «en cascade »,

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification pour une durée d'un an renouvelable 2 fois.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum annuel du marché s'élève à 60 000 € H.T.



**ARTICLE 5** : Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

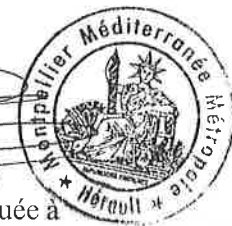
**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-370
Reçue en Préfecture le	13 JUL. 2015
Affichée le	13 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo 0932-AV

Fait à Montpellier, le 13 juillet 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de 20 œuvres de Monsieur Claude Viallat**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Claude Viallat domicilié 1, place du Château 30 000 Nîmes propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole 20 de ses œuvres (liste jointe en annexe) d'une valeur de 255 700 € (deux cent cinquante-cinq mille sept cent euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat de 20 de ses œuvres d'une valeur de 255 700 € (deux cent cinquante-cinq mille sept cent euros).

**ARTICLE 2** : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-371
Reçue en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affichée le	4 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dme 1100974-AU

Fait à Montpellier, le 4 - AOUT 2015  
 M. Philippe SAUREL  
 Pour le Président  
 Par délégation

Président de Montpellier Méditerranée  
 Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3906DC15 de travaux de  
réfection du Hall de la médiathèque William Shakespeare**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de conclure un marché pour les travaux de réfection du Hall de la médiathèque William Shakespeare,

**COINSIDERANT** la procédure de mise en concurrence suivie et l'analyse des offres afférentes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché de travaux n°3906DC15 est constitué de 4 lots : LOT 1 : menuiserie, ébénisterie, mobilier ; LOT 2 : sols coulés ; LOT 3 : panneaux acoustiques, peinture, nettoyage ; LOT 4 : électricité.

**ARTICLE 2** : Les 4 attributaires lots sont :

LOT 1: ATELIER DUCROT

LOT 2: ST GROUPE

LOT 3: FPI/CORNIL

LOT 4: SPIE.

**ARTICLE 3** : Les marchés prennent effet à compter du 15 juillet jusqu'au 2 octobre 2015.

**ARTICLE 4** : Les montants des lots s'élèvent à :

LOT 1: 34 445 € H.T.

LOT 2: 16 616 € H.T.  
LOT 3: 8 109, 55 € H.T.  
LOT 4: 7 289, 30 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-372
Reçue en Préfecture le	10 AOUT 2015
Affichée le	10 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc100955-DE

Fait à Montpellier, le

10 AOUT 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de M. Donnadieu d'une gravure de Galgano Cipriani d'après François-Xavier Fabre - Le poète Vittorio Alfieri**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean Christophe Donnadieu domicilié au 2, rue Placentin 34000 Montpellier propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole une gravure de Galgano Cipriani (Sienne 1775-1857) d'après François Xavier Fabre - *Le Poète Vittorio Alfieri*, d'une valeur de 500 € (cinq cents Euros)
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Jean Christophe Donnadieu d'une gravure de Galgano Cipriani (Sienne 1775-1857) d'après François Xavier Fabre - *Le Poète Vittorio Alfieri* d'une valeur de 500 € (cinq cents Euros).

**ARTICLE 2** : Cette gravure sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur, Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-373
Reçue en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affichée le	4 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1100978 AU

Fait à Montpellier, le

4 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par délégation

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Mise à disposition d'une salle au profit du Centre National  
de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) Languedoc-Roussillon**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des sessions de formations relatives à la pratique artistique, il est nécessaire que le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) du Languedoc-Roussillon puisse disposer d'un local au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole autorise par convention l'occupation, par le CNFPT Languedoc-Roussillon, d'une salle située au Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), dans le cadre d'une formation dispensée.

**ARTICLE 2** : Le local est situé au CRR – 3, rue de Candolle – 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est autorisée pour l'organisation de la formation « Gestes et postures du musicien » qui se déroulera en deux sessions, les 2 et 3 septembre 2015, et les 19 et 20 octobre 2015.

**ARTICLE 4** : Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-374
Reçue en Préfecture le	10 JUIL. 2015
Affichée le	10 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	CNC 1100081.CC

Fait à Montpellier, le 10 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre  
de Monsieur Claude Viallat de 14 ronéotypes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Claude Viallat domicilié 1, place du Château 30 000 Nîmes propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole 14 Ronéotypes (liste jointe) d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat, de 14 Ronéotypes (liste jointe) d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).

**ARTICLE 2** : Ces Ronéotypes seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

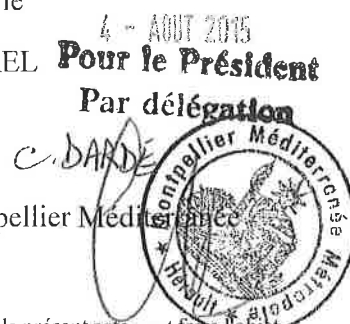
**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-375
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ine M01059-AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL **Pour le Président**  
**Par délégation**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre  
de Monsieur Claude Viallat de 13 gravures**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Claude Viallat domicilié 1, place du Château 30 000 Nîmes, propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole 13 de ses gravures (liste jointe) d'une valeur de 20 000 € (vingt-mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat de 13 de ses gravures (liste jointe) d'une valeur de 20 000 € (vingt-mille euros).

**ARTICLE 2** : Ces gravures seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard Travier Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-376
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101063 AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

4 - AOÛT 2015

Pour le Président

Par délégation

C. SARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau brute - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds d'une canalisation d'eau brute consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Robert ALATI, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Montpellier, et cadastrées section AL n° 76 – 77 – 226 – 227 et 228,
- **CONSIDERANT** que les canalisations d'eau brute qui alimentent la station de traitement des eaux « Arago » à Montpellier traversent les parcelles visées ci-dessus, appartenant à Monsieur ALATI et qu'il convient de régulariser cette situation en établissant, par acte notarié, une servitude réelle et perpétuelle en tréfonds des parcelles concernées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds des canalisations d'eau brute est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Robert ALATI, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Montpellier, et cadastrées section AL n°76 – 77 – 226 – 227 et 228, d'une contenance totale de 5 533m<sup>2</sup> et d'une emprise totale de servitude de 1 042m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie à titre gratuit s'agissant de la régularisation de servitudes existantes depuis plus de vingt ans pour l'une et cinquante ans pour l'autre. Les frais d'actes sont à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-378
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1101067.AJ

Fait à Montpellier, le 06 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre  
de M. Hollan d'un dessin : La grande roue**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Alexandre Hollan domicilié 89 rue Mouffetard, 75005 Paris propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole un de ses fusain, *La grande roue* d'une valeur de 2 000 € (deux mille euros).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Alexandre Hollan d'un de ses fusains, *La grande roue* d'une valeur de 2 000 € (deux mille euros).

**ARTICLE 2** : Ce fusain sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard Travier Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-379
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 1101074-A

Fait à Montpellier, le 4 - AOÛT 2015

M. Philippe SAUREL

Pour le

Par délégation

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon  
Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise Décathlon Montpellier Odysseum à occuper temporairement et à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la société Décathlon Montpellier Odysseum souhaite organiser un événement destiné à faire découvrir au grand public de multiples activités sportives du 15 au 22 septembre 2014 animées par des associations locales qui pour la plupart sont exclusivement représentées par des bénévoles,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire de la parcelle cadastrée section RA n°1 en nature de sol, est compétente pour apporter son soutien à toute manifestation ou action d'animation dans le domaine culturel et sportif d'intérêt métropolitain,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, représentée par Monsieur Grégory ARVIS dûment habilité en sa qualité de Directeur, à prêter l'usage de sa parcelle située sur la Commune de Montpellier cadastrée section RA n° 1 en nature de sol, lieu-dit « Rastouble », pour une contenance de 98a88ca.

**ARTICLE 2 :** Le contrat est consenti à titre gratuit compte tenu de l'intérêt que représente cette manifestation.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est conclu pour une durée de huit jours, du mardi 15 septembre au mardi 22 septembre 2015 inclus.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-380
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1101083 AV

Fait à Montpellier, le 06 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour des locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2015 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2013 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants en date des 23 décembre 2013 et 2 mars 2015,
- **CONSIDERANT** que la société DP TECHNOLOGY EUROPE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de locaux qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la restitution d'une surface de 22,00 m<sup>2</sup> constituée du module B0.22 contre la location d'une surface de 50,60 m<sup>2</sup> constituée du module B0.10.

**ARTICLE 2 :** La surface occupée par la société DP TECHNOLOGY EUROPE passe de 238,70 m<sup>2</sup> à 267,30 m<sup>2</sup> au sein du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> août 2015, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016.

**ARTICLE 4** : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 267,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 3 611,22 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 5** : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-381
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lnc 1101088 AU

Fait à Montpellier, le 20 JUL. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et la société NAMAÉ CONCEPT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 3 juin 2013 et du 10 juin 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance, que la société NAMAÉ CONCEPT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAME CONCEPT pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAME CONCEPT pour la surface de 29,80 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 433,59 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-382
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC.MOLOG1-AU

Fait à Montpellier, le 06 JUIL. 2015  
M. Philippe SAUREL  
Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle  
cadastrée section AI 135 - Commune de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** la convention en vue de l'exercice provisoire des nouvelles compétences de la Métropole signée le 31 décembre 2014 entre la Commune et la Métropole,
- **VU** la délibération du 17 juin 2015 transmise en préfecture le 22 juin 2015, par laquelle le Conseil Municipal de Prades-le-Lez a accepté la cession à titre gratuit de la parcelle cadastrée section AI n°135 afin de régulariser un échange devant intervenir entre la
- **VU** l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace public »,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est destinée à être échangée avec la parcelle cadastrée AI 278 appartenant à Mme Dalmazio afin de régulariser un délaissé de voirie le long du chemin de Coste Rousse à Prades-le-Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle sise commune de Prades-le-Lez et cadastrée section AI 135 auprès de la commune de Prades-le-Lez,

**ARTICLE 2** : L'acquisition est réalisée à titre gratuit, cette parcelle fera l'objet d'un échange sans soulte tel que prévu par la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2015,

**ARTICLE 3** : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président délégué à la voirie et à l'Espace public est autorisé à signer l'acte d'acquisition à titre gratuit conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015 ;

**ARTICLE 4** : La commune de Prades-le-Lez est autorisée à signer l'acte d'échange à intervenir avec Mme Dalmazio au nom et pour le compte de la Métropole, en vertu de la convention de gestion transitoire.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-383
Reçue en Préfecture le	20 JUIL. 2015
Affichée le	20 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1101097-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
HW n° 72 (lots de copropriété n° 19 et 22) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 28 mai 2015, envoyée par Maître RIBAUD Luc, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 3 juin 2015, concernant deux lots de copropriété n° 19 et 22, représentant 64/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n° 72, situés sur la Commune de Montpellier, lieudit 33 Rue Faubourg du Courreau, à usage d'habitation, au prix de 67 000 euros plus une commission d'agence de 5 000 euros à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : deux lots de copropriété n°19 et 22, représentant 64/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 Rue Faubourg du Courreau à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-384
Reçue en Préfecture le	06 JUIL 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 101099 AS

Fait à Montpellier, le

06 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
HW n° 72 (lots de copropriété n°11, 17 et 21) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 9 juin 2015, envoyée par Maître RIBAUD Luc, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 10 juin 2015, concernant trois lots de copropriété n° 11, 17 et 21, représentant 66/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n° 72, situés sur la Commune de Montpellier, lieudit 33 Rue Faubourg du Courreau, à usage d'habitation, libre d'occupation, au prix de 71 000 euros plus une commission d'agence de 2 500 euros TTC à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : trois lots de copropriété n°11, 17 et 21, représentant 66/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n° 72, situés 33 Rue Faubourg du Courreau à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-385
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNE MOUS-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

06 JUIL. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
HW n°72 (lots de copropriété n°18 et 21) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 1<sup>er</sup> juin 2015, envoyée par Maître RIBAUD Luc, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 3 juin 2015, concernant deux lots de copropriété n° 18 et 21, représentant 54/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n° 72, situés sur la Commune de Montpellier, lieudit 33 Rue Faubourg du Courreau, à usage d'habitation, loué, au prix de 60 000 euros,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : deux lots de copropriété n°18 et 21, représentant 54/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 Rue Faubourg du Courreau à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-386
Reçue en Préfecture le	06 JUIL. 2015
Affichée le	06 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 210111 AV

Fait à Montpellier, le 06 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 3733BISGD14 de travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez lots 3 et 5**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril Meunier dans le domaine « prévention et valorisation des déchets et propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché de travaux pour l'extension et la modernisation du point propreté de CASTELNAU-LE-LEZ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3733BISGD14 de travaux est passé avec l'entreprise MP INDUSTRIES sise à GARDANNE (13120) pour le lot 3 « équipement de déchetterie, gestion des accès, clôture » et avec l'entreprise S CONSTRUCTIONS sise à CASTELNAU-LE-LEZ (34170) pour le lot 5 « réhabilitation loge gardien ».

**ARTICLE 2** : Ces marchés concernent l'extension et la modernisation du point de propreté de CASTELNAU-LE-LEZ.

**ARTICLE 3** : Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot de commencer l'exécution des travaux. La durée d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 6 mois dont un mois de préparation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché pour le lot 3 s'élève à 94 632.00 € H.T. (prix global et forfaitaire) et à 18 000.00 euros H.T. pour le lot 5 (prix global et forfaitaire). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.



**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril Meunier Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-387
Reçue en Préfecture le	24 JUIL. 2015
Affichée le	24 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101118 -AU

Fait à Montpellier, le

24 JUIL. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles EB n° 71 et 218 - Commune de Lattes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- **VU** la convention d'occupation temporaire pour travaux en date du 12 juin 2015, consentie par Monsieur Alain SENEGAS, domicilié 113 Avenue de Palavas à Montpellier, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, relative à l'occupation des parcelles cadastrées section EB n°71 et 218, situées lieudit Tournefort à Lattes, pour une superficie totale de 23 450 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que les parcelles n'ayant pas été suffisamment nettoyées par l'entreprise qui les a occupées durant la période des travaux 2011-2014, il a fallu occuper ces parcelles une année supplémentaire pour les rendre au propriétaire dans leur état initial, conformément à la Convention d'Occupation Temporaire pour Travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Alain SENEGAS concernant une emprise de 23 450 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées EB n° 71 et 218, situées lieudit Tournefort à Lattes.

**ARTICLE 2** : Cette convention est passée pour une durée de DOUZE mois à compter du jour d'occupation des terrains.

**ARTICLE 3** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de deux mille trois cents euros (2 300 €).

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-388
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc Mo 1159-AU

Fait à Montpellier, le 20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau potable - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** l'acte de vente en date du 15 juin 2015 par lequel la SERM cède à la Société SCCV PLATINIUM-MONTPELLIER, dont le siège social est à Montpellier, 63 avenue du Pont Juvénal, représentée par Monsieur Laurent ROMANELLI en qualité de gérant, les parcelles situées sur la commune de Montpellier, formant le lot A de la ZAC Port Marianne – Consuls de mer Extension, cadastrées section DS n° 728 – 730 et 731,
- **CONSIDERANT** qu'il existe sur deux des parcelles précitées un réseau de canalisations souterraines publiques, existantes, d'eau potable propriété de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que l'acte précité porte engagement du nouveau propriétaire à reconnaître par acte authentique et à ses frais, à Montpellier Méditerranée Métropole, une servitude réelle et perpétuelle de passage de canalisations souterraines d'eau potable en tréfonds des parcelles lui appartenant, situées sur la commune de Montpellier et cadastrées section DS n° 730 et 731,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une servitude réelle et perpétuelle de passage de canalisations d'eau potable en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier et cadastrées section DS n° 730 et 731, d'une contenance totale de 16 a 44 ca, et d'une emprise définie sur le plan annexé à l'acte précité est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Société SCCV PLATINIUM – MONTPELLIER, propriétaire.

**ARTICLE 2 :** La servitude est consentie à titre gratuit, les frais d'acte restant à la charge de la Société SCCV PLATINIUM – MONTPELLIER.

**ARTICLE 3** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte à intervenir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-389
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Linc 101318-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Jean-Claude Bonnafous - Requête CAA de Marseille"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'intenter, au nom de Montpellier Méditerranée Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre Montpellier Méditerranée Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement n°1302426-1 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 18 juin 2015 annulant la délibération du 29 mars 2013 par laquelle le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune en tant qu'elle institue la zone 2AU Sud Arnel.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-390
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2015
Affichée le	23 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lme 1101335-AU

Fait à Montpellier, le

23 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention sur la traversée du Domaine Public  
Autoroutier Concédé par une canalisation d'adduction d'eau potable  
Rue du Mas Rouge - Alimentation du Mas Gallière à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'eau et de l'Assainissement »,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'obtenir une autorisation pour établir sur le Domaine Public Autoroutier Concédé une canalisation d'adduction d'eau potable permettant l'alimentation du Mas Gallières à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention relative à la traversée du Domaine Public Autoroutier Concédé par une canalisation d'adduction d'eau potable Rue du Mas Rouge – Alimentation du Mas Gallière à Montpellier est passée avec LA SOCIETE AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) 12 rue Louis Blériot – CS 30035 – 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

**ARTICLE 2 :** Une canalisation d'eau potable sera installée pour l'alimentation du Mas Gallières rue du Mas Rouge sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** L'autorisation d'occupation du domaine public autoroutier est consentie pour la plus courte durée soit de l'exploitation de l'ouvrage, soit de la concession accordée par l'Etat à ASF.

**ARTICLE 4 :** Les frais d'instruction que la Société est amenée à engager à l'occasion de ces travaux sont arrêtés à la somme de 700€ HT (sept cents euros hors taxes) et seront réglés par la Métropole, bénéficiaire de l'autorisation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-391
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101337-cc

Fait à Montpellier, le 30 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un mandat d'études préalables pour la  
réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** l'article R321-20 du Code de l'urbanisme,
- **VU** la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu des statuts précités, la SAAM est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou les locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de ses compétences culturelle et économique, Montpellier Méditerranée Métropole envisage de réaliser un ensemble d'études préalables destiné principalement à vérifier la faisabilité de la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier, actuelle propriété des Coteaux du Terral, en cours d'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-les-Montpellier est conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2.

**ARTICLE 2 :** Par ce marché, Montpellier Méditerranée Métropole donne mandat à la SAAM pour faire procéder en son nom et pour son compte des études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-les-Montpellier, dont le montant est estimé comme suit :

- Tranche ferme : Diagnostic sommaire : 45 000 € H.T.
- Tranche conditionnelle n°1 : Diagnostic approfondi suivant arbitrage de la Métropole et rédaction du cahier des charges de maîtrise d'œuvre nécessaire à la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre : 70 000 € H.T.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de huit mois, hors délais de désignation des prestataires pour la tranche ferme, et de six mois pour la tranche conditionnelle n°1.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à :

- Tranche ferme : 30 000 € H.T.
- Tranche conditionnelle n°1 : 25 000 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

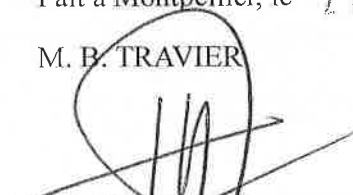
**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-392
Reçue en Préfecture le	21 JUL. 2015
Affichée le	21 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 1101351-cc

Fait à Montpellier, le 21 JUL. 2015

M. B. TRAVIER

  
Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de FONCTION à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole, avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre du mandat susmentionné, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite confier au mandataire une mission d'accompagnement pour le chiffrage de l'acquisition du site de la Maternité Grasset et sa valorisation, ainsi que dans le cadre des négociations foncières entre la Métropole et le CHRU,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier est conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex2.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne la réalisation d'une mission d'accompagnement pour le chiffrage de l'acquisition du site de la Maternité Grasset et sa valorisation, ainsi que dans le cadre des négociations foncières entre la Métropole et le CHRU.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 9 000 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à :

- Tranche ferme : 19 131 € H.T.
- Tranche conditionnelle n°1 : 10 131 € H.T.

- Tranche conditionnelle n°2 : 20 262 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-393
Reçue en Préfecture le	21 JUL. 2015
Affichée le	21 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incl 101354-cc

Fait à Montpellier, le 21 JUL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice près le Tribunal de Commerce**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de palier à l'absence de directeur général de la société Montpellier Events, dont elle est actionnaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice aux fins de saisir en qualité d'actionnaire de la société Montpellier Events, le Président du Tribunal de Commerce d'une demande en désignation d'un administrateur provisoire ou d'un mandataire ad hoc dans le but de palier à l'absence de directeur général de ladite société,

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès - Noy - Gauer et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-394
Reçue en Préfecture le	01 JUL 2015
Affichée le	01 JUL 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1101370 AV

Fait à Montpellier, le 01 JUL 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3981BisDC15 - Acquisition  
de pianos - Conservatoire à Rayonnement Régional**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de compléter le « parc » de pianos du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole par l'achat de trois nouveaux instruments,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3981bis DC 15 est passé avec la société CLAVIER'S CONCERT domiciliée Z.I. Fréjorgues Ouest, 46 rue Roland Garros -34130-MAUGUIO.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat de trois pianos : deux pianos droits et un piano ¼ de queue.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 20 524,58 € H.T. soit 24 629,50 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-395
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2015
Affichée le	23 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101396AN

Fait à Montpellier, le 23 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune  
de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°247**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupations de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** la convention de prise de possession anticipée, consentie par les consorts ROUX à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle, située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°247, avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente, pour un montant de 3 153 €.
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente les consorts Roux se sont engagés à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle située sur la commune de Cournonterral cadastrée section AV n°247.
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur ZAC CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole ou toute personne qui se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle cadastrée section AV n° 247 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée de la parcelle, située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°247 est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les consorts ROUX.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 3 153 €.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la Prise de Possession Anticipée et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-396
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ined101441 AV

Fait à Montpellier le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

30 JUIL. 2015



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 23 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule immatriculé 3781ZY34 du fait de sa vétusté,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le véhicule immatriculé 3781ZY34 à réformer est cédé à l'Hôtel des Ventes Centre 113 à Vendargues pour être vendu aux enchères.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-397
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 110 1451-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune  
de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°244**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupations de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** la convention de prise de possession anticipée, consentie par M. TEISSIER Michel et Mme TEISSIER Violette à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle, située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch cadastrée section AV n°244, avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente, pour un montant de 2 800 €.
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente de M. TEISSIER Michel et Mme TEISSIER Violette se sont engagés à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle située sur la commune de Cournonterral cadastrée section AV n°244.
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole ou toute personne qui se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle cadastrée section AV n° 244 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée de la parcelle, située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°244 est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et de M. TEISSIER Michel et Mme TEISSIER Violette.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité 2 800 €.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la Prise de Possession Anticipée et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-398
Reçue en Préfecture le	7 - AOUT 2015
Affichée le	7 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imet101445-AU

Fait à Montpellier, le 7 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Pour le Président  
Par délégation

C. DARDÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune  
de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°246**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupations de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie par les consœurs VEDEL à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle, située sur la commune de Cournonterral au lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°246 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente, pour un montant de 10 764 €.
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente les consœurs VEDEL se sont engagés à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle située sur la commune de Cournonterral cadastrée section AV n°246.
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole ou toute personne qui se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle cadastrée section AV n°246 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée de la parcelle, située sur la commune de Cournonterral au lieu-dit le Pioch cadastrée section AV n°246, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les consœurs VEDEL.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 10 764 €.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.



**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la Prise de Possession Anticipée et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-399
Reçue en Préfecture le	7 - AOUT 2015
Affichée le	7 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 116 / 456 - AV

Fait à Montpellier, le 7 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

**Pour le Président  
Par délégation**

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune  
de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°248**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupations de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** la convention de prise de possession anticipée consentie par Mme CASTEL Annie, épouse MIRABEL à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle cadastrée section AV n°248 située sur la commune de Cournonterral avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente, pour un montant de 6 219 €.
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente de Mme CASTEL Annie épouse MIRABEL s'est engagée à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle située sur la commune de Cournonterral cadastrée section AV n° 248.
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole ou toute personne qui se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle cadastrée section AV n°248 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée de la parcelle, située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch cadastrée section AV n°248 est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et de Mme CASTEL Annie épouse MIRABEL.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 6 219 €.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la Prise de Possession Anticipée et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-400
Reçue en Préfecture le	7 - AOUT 2015
Affichée le	7 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Doc 110 1465 AV

Fait à Montpellier, le 7 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL Pour le Président

Par délégation

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune  
de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°23**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupations de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie par les Consorts DARDEVET à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle, située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit Cannabé, cadastrée section AV n°23, avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente, pour un montant de 20 523 €.
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente les Consorts DARDEVET se sont engagés à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle située sur la commune de Cournonterral cadastrée section AV n°23.
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole ou toute personne qui se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle cadastrée section AV n°23 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée de la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit Cannabé cadastrée section AV n°23 est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Consorts DARDEVET.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 20 523 €.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la Prise de Possession Anticipée et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-401
Reçue en Préfecture le	7 - AOUT 2015
Affichée le	7 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc MONTM70-AU

Fait à Montpellier, le 7 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL **Pour le Président**  
**Par délégation**

C. DARDÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être contesté par un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°244 - Commune de Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie par de M. TEISSIER Michel et Mme TEISSIER Violette au profit de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°244 d'une surface totale de 933m<sup>2</sup> en nature de terre et pour un montant de 15 861 €,
- **VU** l'avis conforme de France Domaine en date du 19 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que cette acquisition amiable est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. TEISSIER Michel et Mme TEISSIER Violette, la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°244, d'une surface totale de 933m<sup>2</sup> à usage de vigne.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de quinze mille huit cent soixante et un euros (15 861€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la promesse de vente, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-402
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc-M01478-AU

Pour le Président  
Par délégation  
Fait à Montpellier, le 4 - AOÛT 2015  
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°246 - Commune de Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie par les consœurs VEDEL au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n° 246 d'une surface totale de 3 166 m<sup>2</sup> en nature de terre et pour un montant de 53 822 €,
- **VU** l'avis conforme de France Domaine en date du 19 juin 2015.
- **CONSIDERANT** que cette acquisition amiable est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consœurs VEDEL, la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch cadastrée section AV n°246, d'une surface totale de 3 166 m<sup>2</sup> en nature de terre.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de cinquante-trois mille huit cent vingt-deux euros (53 822 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.


**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la promesse de vente, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-403
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101482 AU

Fait à Montpellier, le 4 - AOÛT 2015  
 M. Philippe SAUREL  
 Pour le Président  
 Par délégué  
 e. J. A. P.  
 Président de Montpellier Méditerranée Métropole  


Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°247 - Commune de Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie par les consorts ROUX, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch cadastrée section AV n°247 d'une surface totale de 1 051m<sup>2</sup> en nature de terre et pour un montant de 17 867 €,
- **VU** l'avis conforme de France Domaine en date du 19 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que cette acquisition amiable est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts ROUX, la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°247, d'une surface totale de 1 051m<sup>2</sup> en nature de terre.

**ARTICLE 2 :** le prix d'acquisition est de dix-sept mille huit cent soixante-sept euros (17 867 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la promesse de vente, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-404
Reçue en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affichée le	4 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 101484-AJ

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

4 - AOUT 2015  
Pour le Président  
Par délégation



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°248 - Commune de Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie par Mme CASTEL Annie, épouse MIRABEL, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n° 248 d'une surface totale de 2 073m<sup>2</sup> en nature de terre, et pour un montant de 35 241 €,
- **VU** l'avis conforme de France Domaine en date du 19 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que cette acquisition amiable est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Mme CASTEL Annie épouse de MIRABEL, la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch, cadastrée section AV n°248, d'une surface totale de 2 073m<sup>2</sup> en nature de terre.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de trente-cinq mille deux cent quarante et un euros (35 241 €) toutes indemnités confondues, au vue de l'avis de France Domaine, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la promesse de vente, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-405
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 110.1486 AN

Fait à Montpellier, le

4 - AOÛT 2015

M. Philippe SAUREL Pour le Président

Par délégation

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°23 - Commune de Cournonterral

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement Économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole
- VU la promesse unilatérale de vente consentie par les Consorts DARDEVET au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit Cannabé, cadastrée section AV n° 23 d'une surface totale de 6 841m<sup>2</sup>, en nature de terre et pour un montant de 116 297 €.
- VU l'avis conforme de France Domaine en date 19 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que cette acquisition amiable est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès des Consorts DARDEVET, de la parcelle située sur la commune de Cournonterral, lieu-dit le Pioch cadastrée section AV n°23, d'une surface totale de 6 841m<sup>2</sup> en nature de terre.

**ARTICLE 2** : Le prix de l'acquisition est de cent seize mille deux cent quatre-vingt-dix-sept euros (116 297 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer la promesse de vente, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-406
Reçue en Préfecture le	11 AOUT 2015
Affichée le	11 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	LmcM01488-AU

Fait à Montpellier, le 11 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la SAAM d'un délaissé de voirie situé au niveau du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche (ex RD 21) - Commune de PEROLS**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n° 2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la délibération n°11726 en date du 27 juillet 2013 par laquelle le Conseil a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC Ode acte 1,
- VU l'arrêté préfectoral n°2014-I-362 en date du 6 mars 2014 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Ode acte 1 créée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015,
- VU l'avis de France Domaine en date du 18 février 2015,
- VU la délibération n°13010 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 28 mai 2015 qui porte désaffectation et déclassement du délaissé de voirie, d'une contenance de 2 455 m<sup>2</sup>, situé au Nord Est du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche,
- VU les courriers des propriétaires riverains portant renonciation à l'exercice de leur droit de priorité en application des dispositions de l'article L.112-8 du Code de la voirie routière,
- **CONSIDERANT** la demande de la SAAM, concessionnaire de la ZAC ODE 1, portant acquisition dudit terrain situé dans le périmètre de la DUP de la ZAC ODE 1,

**D E C I D E**



**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Société dénommée SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (SAAM), représentée par son Directeur Monsieur Christophe PEREZ, et domiciliée Etoile Richter – 45 Place Ernest Granier – CS 29502 à MONTPELLIER (34960) cedex 2, le délaissé précité d'une contenance de 2 455 m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2** : Le prix de vente est 29 460€ TTC toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus conformément à l'avis de France Domaine précité.

Les frais d'acte ainsi que les frais connexes sont à la charge de la SAAM.

**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-407
Reçue en Préfecture le	17 JUL 2015
Affichée le	17 JUL 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1101573

Fait à Montpellier, le

17 JUL 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché 3894GD15 d'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve les Maguelone et du Thôt à Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur C.MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur C.MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de signer un marché pour l'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve-lès-Maguelone et du Thôt à Lattes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3894GD15 de services est passé avec la société SARP Méditerranée sise 2443 avenue de Maurin, BP 75527, 34071 Montpellier Cedex 3.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve-lès-Maguelone et du Thôt à Lattes.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 3 ans.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 16 710,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article n°A2015-14 du 21 janvier 2015 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-408
Reçue en Préfecture le	20 JUIL. 2015
Affichée le	20 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101578-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUIL. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets  
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
CREATIMMO dans la ZAC ODE ACTE 1 à Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC ODE ACTE 1 : la société CREATIMMO représentée par Monsieur Jean-François LOUIS est une SAS. Elle est candidate à l'acquisition du lot A03-1 de 4 993 m² pour la réalisation d'un programme de promotion de vente à la découpe à vocation de bureaux de 5 300 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 5 300 m². L'entreprise projette un effectif de 200 à 250 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la SAS CREATIMMO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-409
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101590-AU

Fait à Montpellier le

23 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être contesté par voie d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion  
Théâtrale pour le spectacle "Entre ciel et terre"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Entre ciel et terre diffusé le 29 octobre 2015 à Jacou par La Passerelle.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Dorée et La Passerelle, ville de Jacou, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-410
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101616-AU

Fait à Montpellier, le 23 JUL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Médée"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Médée diffusé le 9 août 2015 à Montferrier sur Lez par la compagnie Esprits Libres.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Esprits Libres et le Festival Théâtre en Liberté, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-411
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015.
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101681-AU.1-1.

Fait à Montpellier, le **Pour le Président**  
M. B. TRAVIER **Par délégation**

**21 AOUT 2015**

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

R. YOUSSEF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale "La maladie de Sachs"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *La maladie de Sachs* » diffusé le 6 novembre 2015 à Castelnau-le-lez.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie *Le Théâtre de la Remise* et la ville de, Castelnau-le-lez diffuseur.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 1 605 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-412
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2015
Affichée le	23 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101684-AU

Fait à Montpellier, le 23 JUIL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale  
pour le spectacle "La jeune femme à la Licorne "**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil , notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *La jeune femme à la licorne* » diffusé le 23 septembre 2015 à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie *Le Théâtre de la Remise* et la Bulle Bleue diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 3 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-413
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101692-AU

Fait à Montpellier, le

23 JUL. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
BZ n° 665 (lots de copropriété n° 1 et 6) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 2 juillet 2015, envoyée par Maître TZELEPOGLOU, Notaire à Castries, reçue en Mairie de Montpellier le 6 juillet 2015, concernant deux lots de copropriété n° 1 et 6, représentant 291/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BZ n° 665, situés sur la Commune de Montpellier, lieudit 17 Impasse des Tanneurs, à usage d'habitation et de garage, libre d'occupation, au prix de 185 000 euros plus une commission d'agence de 5 000 euros TTC à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : deux lots de copropriété n° 1 et 6, représentant 291/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BZ n° 665, situés 17 Impasse des Tanneurs à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-416
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 110 1719-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2015-18 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie, Espace Public »,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de la Société ASF par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire d'une parcelle située sur la commune de Lattes pour une emprise de 255 m<sup>2</sup> en bordure de l'Avenue Georges Frêche,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour la Société ASF d'occuper temporairement une emprise de 255 m<sup>2</sup> afin de réaliser les travaux de l'opération de déplacement de l'autoroute A9, limitant ainsi le nombre de coupure de l'avenue Georges Frêche et de la ligne 3 de tramway,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire est consentie, à compter du 10 juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société ASF, représentée par Monsieur Salvador NUNEZ, Directeur Opérationnel, dûment habilité, pour une emprise totale de 255m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire de terrains pour travaux conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-418
Reçue en Préfecture le	20 JUIL. 2015
Affichée le	20 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101726-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n° 293, 294, 295, 297, 301, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336 et 349 - Commune de Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 6 mai 2015, envoyée par Maître RENUCCI Jacques-Laurent, Notaire à Paris (7<sup>ème</sup>), reçue en Mairie de Pérols, le 18 mai 2015, concernant les parcelles cadastrées AE n° 293, 294, 295, 297, 301, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336 et 349, d'une superficie totale de 8 250 m<sup>2</sup>, à usage de locaux commerciaux, occupés, situées sur la Commune de Pérols, lieudit Les Galfières, au prix de 1 191 995 euros,
- **VU** la concession d'aménagement dénommée Route de la Mer signée le 5 décembre 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue au 1<sup>er</sup> janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la SAAM afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la SAAM pour l'acquisition du bien suivant : parcelles cadastrées AE n° 293, 294, 295, 297, 301, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336 et 349, d'une superficie totale de 8 250 m<sup>2</sup>, à usage de locaux commerciaux, occupés, situées lieudit Les Galfières à Pérols.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-419
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101744AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4033DE15 d'accompagnement  
à la création d'un office de Tourisme Métropolitain**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 3,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles avec la SPL Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) concernant un accompagnement de la Collectivité pour la création d'un Office de Tourisme Métropolitain.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché à bon de commande n°4033DE15 de prestations intellectuelles est passé avec la SPL Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD).

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne un accompagnement de la collectivité pour la création d'un office de tourisme Métropolitain.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois mais pourra être prorogée en cas de besoin. La date prévisible du démarrage des prestations est prévue en juillet 2015.

**ARTICLE 4 :** Le montant total du marché s'élève à 29 750 € H.T soit 35 700 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5 :** Ce marché comporte 2 tranches: une tranche N°1 ferme pour un montant de 10 200 € H.T. soit 12 240 € T.T.C. Une tranche N° 2 conditionnelle pour un montant de 19 550 € H.T soit 23 460 € T.T.C.

**ARTICLE 6** : Madame Chantal Marion Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-420
Reçue en Préfecture le	24 JUIL. 2015
Affichée le	24 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ine1101750-cc

Fait à Montpellier, le

24 JUIL. 2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption  
urbain - Parcelles AE n°355, 356 et 357 - Commune de Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 6 mai 2015, envoyée par Maître RENUCCI Jacques-Laurent, Notaire à Paris (7<sup>ème</sup>), reçue en Mairie de Pérols, le 18 mai 2015, concernant les parcelles cadastrées AE n°355, 356 et 357 d'une superficie totale de 2 751 m<sup>2</sup>, à usage de terrain, libre d'occupation et à usage de locaux commerciaux, occupés, située sur la Commune de Pérols, lieudit Les Galfières, au prix de 833 279 euros,
- **VU** la concession d'aménagement dénommée Route de la Mer signée le 5 décembre 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue au 1<sup>er</sup> janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la SAAM afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la SAAM pour l'acquisition du bien suivant : parcelles cadastrées AE n°355, 356 et 357 d'une superficie totale de 2 751 m<sup>2</sup>, à usage de terrain, libre d'occupation, et à usage de locaux commerciaux, occupés, situées lieudit Les Galfières à Pérols.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-421
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1101753 AU

Fait à Montpellier le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain  
- Parcelles AE n° 54, 55, 223, 226 et 261 - Commune de Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 6 mai 2015, envoyée par Maître RENUCCI Jacques-Laurent, Notaire à Paris (7<sup>ème</sup>), reçue en Mairie de Pérols, le 18 mai 2015, concernant les parcelles cadastrées AE n° 54, 55, 223, 226 et 261 d'une superficie totale de 10 365 m<sup>2</sup>, à usage commercial, louées, situées sur la Commune de Pérols, lieudit Les Galfières, au prix de 5 176 083 euros,
- **VU** la concession d'aménagement dénommée Route de la Mer signée le 5 décembre 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue au 1<sup>er</sup> janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole, et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la SAAM afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la SAAM pour l'acquisition du bien suivant : parcelles cadastrées AE n° 54, 55, 223, 226 et 261 d'une superficie totale de 10 365 m<sup>2</sup>, à usage commercial, louées, situées lieudit Les Galfières à Pérols.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-422
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 110176_Av

Fait à Montpellier, le 20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption  
urbain - Parcelle AE n° 291 - Commune de Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 6 mai 2015, envoyée par Maître RENUCCI Jacques-Laurent, Notaire à Paris 7ème, reçue en Mairie de Pérols le 18 mai 2015, concernant la parcelle cadastrée AE n°291, d'une superficie totale de 562 m<sup>2</sup>, à usage de terrain, occupée, située sur la Commune de Pérols, lieudit Les Galfières, au prix de 149 370 euros H.T,
- VU la concession d'aménagement dénommée Route de la Mer signée le 5 décembre 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue au 1<sup>er</sup> janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole, et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la SAAM afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la SAAM pour l'acquisition du bien suivant : parcelle cadastrée AE n°291, d'une superficie totale de 562 m<sup>2</sup>, à usage de terrain, occupée, située lieudit Les Galfières à Pérols.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

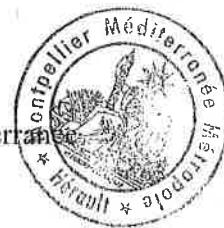
Décision n°	D2015-423
Reçue en Préfecture le	20 JUL. 2015
Affichée le	20 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1101770-AU

Fait à Montpellier, le

20 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché 3926bisGD15, Balayage et aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont, conclu avec la société T.D.B.M. - Autorisation de signature**

- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de faire appel à des prestataires extérieurs pour la maintenance et la gestion de certains équipements de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont,

**CONSIDÉRANT** que la société T.D.B.M. a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché n°3926bisGD15 relatif au balayage et à l'aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché à bons de commande n°3926bisGD15 « balayage et aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont », est conclu avec la société T.D.B.M., 2 rue de la FARIGOULE, 34660 COURNONTERRAL.

**ARTICLE 2** : Ce marché prendra effet à sa notification, pour une durée d'un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune.

**ARTICLE 3** : Les montants annuels minimum et maximum du marché s'élèvent respectivement à 6 000 € H.T et 8 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-424
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo 1779-AV

Fait à Montpellier, le

23 JUL. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "ESMA - Cassation"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'intenter, au nom de Montpellier Méditerranée Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre Montpellier Méditerranée Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour de Cassation contre le jugement de la juridiction de proximité de Montpellier en date du 2 juin 2015 déclarant nuls et de nul effet la facture du 13 janvier 2015 et le titre exécutoire du 14 janvier 2015 d'un montant de 840,84 euros émis par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'acquittement de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Garreau, Bauer-Violas, Feschotte, Desbois.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-426
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101799-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 JUL. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "FOURNAISE requête n°1503573-1 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1503573-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 juin 2015 par Madame Fournaise contre la décision de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 28 avril 2015 de refus de rétrocession des parcelles préemptées à savoir les parcelles cadastrées SM n°22 et 27 ainsi que le lot de copropriété n°2 de l'immeuble cadastré SM n°25 sises rue du Mas de Brousse sur le territoire de la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-427
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1101806-AU

Fait à Montpellier, le 23 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être contesté par un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la réforme d'un photocopieur Toshiba E-255 pour cause de vétusté**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens mobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000,
- **VU** l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un photocopieur du fait de sa vétusté,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le photocopieur de marque Toshiba E 255 n° de série CNG 037271 est cédé à la société Transmanudem, sise Route de Mauguio, 34 130 Lansargues, pour recyclage.

**ARTICLE 2 :** La cession du photocopieur visé à l'article 1 a lieu à titre gratuit, compte tenu de la vétusté de l'appareil.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les pièces relatives à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°215-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-428
Reçue en Préfecture le	7 - AOÛT 2015
Affichée le	7 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imcd101871-AU

Fait à Montpellier, le 7 - AOÛT 2015

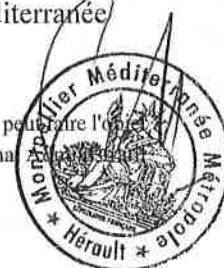
M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par délégation

C. DARDÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section  
S n°118 - 626 Rue de la Cavallade - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n° 2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** le projet de compromis de vente concernant la cession par Monsieur Charles AIMES, à Montpellier Méditerranée Métropole, de la propriété bâtie située sur la commune de Montpellier, cadastrée section SE n°118, d'une contenance totale de 600m<sup>2</sup>, comprenant une maison à usage d'habitation, de plain-pied entourée d'un terrain,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 27 février 2015,
- **CONSIDERANT** que cette propriété est située à l'intérieur du périmètre d'étude – Secteur Hameau de la Cavallade, approuvé par délibération du Conseil n° 8785 en date du 23 mars 2009,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Charles AIMES domicilié à Montpellier, 626 rue de la Cavallade la propriété bâtie située sur la commune de Montpellier, cadastrée section SE n°118, d'une contenance totale de 600 m<sup>2</sup>, comprenant une maison à usage d'habitation, de plain-pied, entourée d'un terrain,

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de trois-cent-trente-mille euros (330 000€) au vue de l'avis de France Domaine, toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus.

**ARTICLE 3 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le compromis de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-429
Reçue en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affichée le	4 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 101873 AN

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

4 - AOÛT 2015  
Pour le Président  
Par délégation

C. DARRAS

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3412TV13, travaux  
d'aménagement de la rue de Cholet et Castelle - Avenant n°1**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur R. YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur R. YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant pour l'adaptation du contrat aux nouvelles situations de chantier (positionnement des réseaux souterrains),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3412TV13 est passé avec la société Eurovia Méditerranée à Juvignac.

**ARTICLE 2** : Les modifications introduites par l'avenant concernent le Bordereau de Prix et le Cahier des Clauses Techniques particulières.

**ARTICLE 3** : Ces adaptations, mises en œuvre pour la continuité du chantier, permettent d'équilibrer le bilan financier des travaux.

**ARTICLE 4** : Ces modifications n'ont pas d'incidences financières sur le montant final du contrat.

**ARTICLE 5** : Monsieur R. YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-430
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1101898-AU

Fait à Montpellier, le 22.07.2015

M. R. YOUSSEF

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Voirie, Espace Public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société ECOSEC dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ECOSEC, représentée par Monsieur Benjamin CLOUET est une SCOP dont l'activité est la conception, l'installation et la vente de matériel de solutions écologiques de recyclages de déchets et d'effluents.  
Elle est candidate à la location du lot 9 de 112.50 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société ECOSEC ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-431
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2015
Affichée le	23 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lme 1101917-AU

Fait à Montpellier, le

23 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-PROSPECTS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 5 juillet 2012 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société E-PROSPECTS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 juillet 2015 et que la société E-PROSPECTS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société E-PROSPECTS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 juillet 2016.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société E-PROSPECTS pour la surface de 30,21 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 408,14 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-433
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 110 1922 AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société  
AUTHENTICATION INDUSTRIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 19 juillet 2012 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 5 décembre 2013 et du 6 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2015 et que la société AUTHENTICATION INDUSTRIES n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 juillet 2016.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour la surface de 44,73 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans

la pépinière Cap Oméga s'élève à 604,30 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-434
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1401918 AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

30 JUIL. 2015



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MESCLADO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 juillet 2012 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société MESCLADO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 juillet 2015 et que la société MESCLADO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MESCLADO pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 juillet 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MESCLADO pour la surface de 44,19 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 597,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

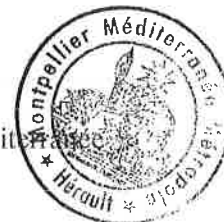
Décision n°	D2015-435
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101931-AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2006 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société NELIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 novembre 2006, 21 octobre 2007, 15 janvier 2009, 5 mai 2009, 5 février 2010, 28 mai 2010, 6 janvier 2011, 28 avril 2011, 2 mars 2012, 17 septembre 2012, 1<sup>er</sup> octobre 2012, 18 février 2013, 17 septembre 2013, 27 février 2014 et 25 novembre 2014, 10 février 2015 et 10 mars 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2015 et que la société NELIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 janvier 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 74,29 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 080,92 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-436
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Eme Mo 1940-AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 3 août 2009 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société EXPERNOVA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 21 octobre 2009, 20 septembre 2010, 1<sup>er</sup> octobre 2012, 23 août 2013, 25 novembre 2014 et 3 mars 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 juillet 2015 et que la société EXPERNOVA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 janvier 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 88,11 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 282,00 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-437
Reçue en Préfecture le	30 JUL. 2015
Affichée le	30 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1101943 AN

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

30 JUL. 2015



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant pour le marché n°3285MG13, exploitation et maintenance en génie climatique des bâtiments de la Métropole de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-6 du 26/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant pour l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°3285MG13 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique de la Métropole est passé avec Cofely Axime à Lattes.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 1 049,80 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 28 919,55 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitres 930, 933 et 936.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-6 du 26/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-438
Reçue en Préfecture le	10 AOUT 2015
Affichée le	10 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime1102137-AU

Décision n° D2015-438

Fait à Montpellier, le

**Pour le Président**

Mme I. GUIRAUD

Par délégation

10 AOUT 2015

C. DARRÉ

Vice-Présidente de Montpellier

Méditerranée Métropole, déléguée

l'Administration Générale, Contentieux et

Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 janvier 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 février 2013, du 27 février 2014 et du 3 mars 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2015, que la société SOLEDGE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 43,84 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 637,87 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-439
Reçue en Préfecture le	30 JUL. 2015
Affichée le	30 JUL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emelloulay8Av

Fait à Montpellier, le

30 JUL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une prise de possession anticipée  
de la parcelle cadastrée CB n° 5 - Commune de Lattes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines « du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente, l'Indivision PUJOL s'est engagée à céder à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée CB n° 5, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, d'une contenance de 2 352 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux nécessaires à l'aménagement du quartier de la Mogère, Montpellier Méditerranée Métropole ou toute personne qui s'y substituerait, doit prendre possession de la parcelle cadastrée CB n° 5, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée, afin de pouvoir réaliser les diagnostics archéologiques et les études de sol,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention portant prise de possession de la parcelle cadastrée CB n° 5, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, d'une contenance de 2 352 m<sup>2</sup>, est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Indivision PUJOL.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie pour un montant d'indemnités de QUATORZE MILLE SOIXANTE-QUATORZE EUROS (14 074 euros).

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-440
Reçue en Préfecture le	30 JUIL. 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1101969 AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIL 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa **responsabilité** le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
BULANE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société BULANE, représentée par Monsieur Nicolas JEREZ est une SAS dont l'activité est la conception, la fabrication et la commercialisation d'électrolyseurs innovants.  
Elle est candidate à la location des lots A01 et A06 de 293.87 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société BULANE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-441
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101955-AU

Fait à Montpellier, le

14 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 août 2008 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la société MENTA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 23 mars 2010, 14 octobre 2011, 1er octobre 2012, 8 octobre 2013, 31 octobre 2013, 14 avril 2014, 25 novembre 2014 et 30 mars 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 août 2015 et que la société MENTA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période complémentaire de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2015.

**ARTICLE 2:** A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MENTA pour la surface de 89,76 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap Omega s'élève à 1 306,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-442
Reçue en Préfecture le	30 JUIN 2015
Affichée le	30 JUIL. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 1101975 AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIL. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
Commune de Baillargues - Terrain section AZ n° 149**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- **VU** l'arrêté n°2015-4, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques,

- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société PROFILS SYSTEMES, dont le siège social est situé à Baillargues, Parc d'Activités de Massane, représentée par son Directeur général Monsieur Christophe DERRE,

**CONSIDERANT** que la Société Profils Systèmes doit engager des travaux sur ses bassins de rétention dans le cadre de l'aménagement hydraulique de protection contre les inondations et que, pour ce faire, elle doit occuper temporairement la totalité de la parcelle propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, cadastrée section AZ n°149, d'une contenance de 3 508m<sup>2</sup>, située sur la commune de Baillargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> Août 2015, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société PROFILS SYSTEMES représentée par son Directeur Général Monsieur Christophe DERRE, permettant l'occupation de la totalité de la parcelle située sur la commune de Baillargues, cadastrée section AZ n°149, d'une contenance de 3 508m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit s'agissant de permettre la réalisation de travaux d'aménagement hydraulique de protection contre les inondations.

**ARTICLE 3** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-4, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-443
Reçue en Préfecture le	7 - AOUT 2015
Affichée le	7 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 110 291-AU

Fait à Montpellier, le

7 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par déléguation

C. D'ARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
FERRIER ALAIN dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 : la société FERRIER ALAIN, représentée par Monsieur Alain FERRIER est un laboratoire de prothèse dentaire. Actuellement locataire du lot A02 représentant 108.69 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois. Alain FERRIER emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 5 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société FERRIER ALAIN, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-444
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1102094-AU

Fait à Montpellier, le

14 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise ECOCLIMASOL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise ECOCLIMASOL répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour la location d'un bureau de 22,00 m².

**ARTICLE 2:** La surface occupée est constituée du module B0.22 situé au rez de chaussée du MIBI - 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 3:** La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 août 2018. .

**ARTICLE 4:** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise ECOCLIMASOL pour la surface de 22,00 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 277,86 euros conformément au tarif jeune entreprise innovante étrangère applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 5:** La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6:** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION déléguée dans le domaine est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-445
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1102M3_AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant au marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-12 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA dans le domaine « Finances »,
- **VU** la décision n°2014-546 du 01/08/2014 relative au marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole,
- **CONSIDERANT** qu'au regard de l'importance du nombre de compétences transférées, des informations à collecter au sein des 31 communes, des problèmes rencontrés lors de la collecte de ces informations et de l'obligation de bénéficier de plusieurs scénarios de simulations sur les Attributions de Compensation (AC) afin de s'adapter à la spécificité de la situation des communes, il est nécessaire de conclure un avenant au marché d'« accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico financière des charges transférées dans le cadre du passage en Métropole » (n°3711DF14) conclu avec la société CALIA Conseil,
- **CONSIDERANT** que compte tenu de la mobilisation importante des moyens humains du cabinet Calia Conseil dans le cadre de la première phase d'état des lieux de la mission (article 3.a du Cahier des Clauses Techniques Particulières : périmètre de l'évaluation et recueil des données), celle-ci bien que partiellement réalisée, doit être considérée comme étant achevée,
- **CONSIDERANT** que la phase de propositions (article 3.b du CCTP), en cours de finalisation avec l'approbation des AC définitives au second semestre 2015 nécessite de nouvelles simulations et que le prestataire, conformément au cahier des charges doit accompagner la Métropole jusqu'à l'adoption des AC définitives,

- **CONSIDERANT** que l'acte d'engagement prévoit la réalisation de prestations supplémentaires, dans la limite de 20 000 € HT. Il est ainsi proposé de demander des prestations complémentaires et modifier le calendrier avec une fixation d'une date limite au 31 décembre 2015,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole prend acte de la réalisation de la mission de recensement des données et d'établissement de l'état des lieux en application de l'article 3a, et ne fera pas la demande de réalisation complète des éléments de mission suivants :

- Recensement et analyse des marchés en cours et/ou Délégation de Services Publics.
- Analyse de la situation des syndicats, associations, SEM, SPL, EP, opérations de retrait adhésion, rachat des actions, organisation des délibérations à prendre.
- Analyse des politiques partenariales, conventions et autres contrats.
- Etats de recensement des contrats et conventions transférés.
- Analyse des moyens humains affectés totalement ou partiellement par chaque commune à chaque compétence.
- Etat de recensement des personnels transférés.
- Analyse de l'encours de dette dans les communes.
- Analyse de l'état de l'actif dans les communes correspondant aux compétences transférées.

**ARTICLE 2 :** Des prestations complémentaires seront réalisées :

- La réalisation de simulations nouvelles sur l'évaluation des dépenses d'investissement, conformément aux clauses du marché et aux montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires, 5 jours supplémentaires sont commandés comme suit au titre du présent avenant : 2 journées complémentaires « consultant senior » : 2 128 € HT soit 2 553,6 € TTC et 3 journées complémentaires « consultant junior » : 2 637 € HT soit 3 164,4 € TTC,
- La participation à des réunions supplémentaires en fonction des besoins.

**ARTICLE 3 :** Conformément aux dispositions du marché initial, le montant maximal demeure 73 188€ HT.

**ARTICLE 4 :** La durée de la mission est prolongée jusqu'au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 5 :** L'ensemble des clauses du marché 3711DF14 non modifiées par cet avenant demeurent applicables.

**ARTICLE 6 :** Monsieur Max LEVITA Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-12 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-446
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015.
Notifiée le	
Identifiant	IMC1102118-AU-1-1

Fait à Montpellier, le

M. M. LEVITA

20 AOÛT 2015

Pour le Président  
Par délégation

R. YOUSSEF

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
finances



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3922DC15 de "Travaux de mise aux normes, accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 2 : menuiserie bois - agencement"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de relancer le lot n°2 au marché n°3922DC15 relatif aux « Travaux de mise aux normes, accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 2 : menuiserie bois – agencement »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3922DC15 de travaux est passé, pour le lot n°2, avec la société TRADI BOIS, 528, route de Quissac, 34 270 LE TRIADOU.

**ARTICLE 2 :** Le délai d'exécution du lot n° 2 est de 3 mois.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 38 571 € H.T. soit 46 285,20 T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-447
Reçue en Préfecture le	31 AOUT 2015
Affichée le	31 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incl102134-AI-1.1

Fait à Montpellier, le

31 AOUT 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole,  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de prolongation de la date limite de mobilisation  
du contrat de prêt de 70M€ conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

**CONSIDÉRANT** que le rythme prévisionnel des dépenses nécessite un report de versement du contrat de 70M€ signé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au contrat de prêt de 70M€ est passé avec la Caisse des Dépôts et Consignations.

**ARTICLE 2** : Cet avenant prolonge la date limite de mobilisation des fonds disponibles sur ce contrat jusqu'au 25 décembre 2015.

**ARTICLE 3** : Les autres stipulations du contrat demeurent inchangées.

**ARTICLE 4** : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué aux Finances est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDÉ, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, ou à défaut Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, ou à défaut Mme Christel CELIE, conformément au même arrêté de délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-448
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102155-AU-1-1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle Colchea**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Colchéa » diffusé les 22 septembre 2015 à la Bulle Bleue, Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie L'association Intensités et la Bulle Bleue, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-449
Reçue en Préfecture le	- 7 SEP. 2015
Affichée le	- 7 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Enc 110 2206 AV

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

- 7 SEP. 2015  
Pour le Président  
Par délégué

*[Signature]*  
P. BONNAT

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3794  
- Renouvellement de deux conduites d'eau potable de DN150 et  
DN 500 et des branchements chemin de Moularès à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'affermir les prix nouveaux provisoires et d'ajuster le marché initial aux quantités réellement exécutées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3794 de renouvellement de deux conduites d'eau potable de DN 150 et DN 500 et des branchements chemin de Moularès à Montpellier est passé avec le groupement SOGEA SUD - RAMPA-SOLATRAG dont l'entreprise SOGEA SUD, sise 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3, est le mandataire.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'affermissement de prix nouveaux provisoires et l'ajustement du marché initial aux quantités réellement exécutées.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 26 938,44 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 481 881,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-451
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2015
Affichée le	12 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102249.Au

Fait à Montpellier, le

12 AOUT 2015

M. R. REVOL

**Pour le Président  
Par délégation**

C. DARDE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice " Occupation illicite de deux parcelles constituant le parking du Mas des Brousses"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illicitement deux parcelles constituant le parking du Mas des Brousses.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-452
Reçue en Préfecture le	30 JUIL 2015
Affichée le	30 JUIL 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc Mo2240_AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIL 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 15 octobre 2009 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société ADN ID pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 03 mars 2012, 22 octobre 2012, 13 septembre 2013, 27 septembre 2013 et 06 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 septembre 2015 et que la société ADN ID n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2016.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ADN ID pour la surface de 147 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1965,24 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-454
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1102246AN

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n° 3975EA15 de "Travaux courants  
sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur REVOL dans le domaine du « Service public de l'eau et assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3975EA15 de travaux est passé avec le groupement d'entreprises Sogea Sud / Razel Bec et Sade, 381 avenue du Mas d'Argelliers, CS 90 005, 34078 Montpellier cedex 3.

**ARTICLE 2** : Le marché est conclu pour une période de 4 mois, du 1er septembre 2015 au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 3** : Le montant maximum des commandes pouvant être passées sur ce marché s'élève à 1 500 000 € H.T. soit 1 800 000 €T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-455
Reçue en Préfecture le	13 AOUT 2015
Affichée le	13 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 110 2252 AV

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

13/08/2015  
Pour le Président  
Par délégation

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3838MG15 maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Président(e) /ou Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à, Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « de l'administration générale et contentieux et affaires juridiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de la mise en place d'un marché de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3838MG15 de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs, est passé avec l'entreprise SCE SA sise 3 rue des Charrons 31700 Blagnac .

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs pour le siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 8 208 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-456
Reçue en Préfecture le	11 AOUT 2015
Affichée le	11 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102275-DE

Fait à Montpellier, le  
11 AOUT 2015  
Mme I. GUIRAUD

**Pour le Président  
Par délégation**

*(Signature)*

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux et  
Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3849EA15 de "Renouvellement de réseaux AEP DN400 et 500 - Parking Arc de Triomphe - lot 1 : canalisations fonte et lot 2 : canalisations acier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour le « Renouvellement de réseaux AEP DN400 et 500 – Parking Arc de Triomphe – lot 1 : canalisations fonte et lot 2 : canalisations acier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3849EA15 de travaux est passé :

- pour le lot n°1 avec la société SADE CGTH, Zone Industrielle, 820, rue de la Marbrerie, BP 33, 34 741 Vendargues Cedex.
- pour le lot n°2 avec la société BOISSON, ZA du Bosc Lot n°3 - 34 130 Mudaison.

**ARTICLE 2** : Le délai d'exécution de l'ensemble du lot n°1 est de 10 semaines et le délai d'exécution de l'ensemble du lot n° 2 est de 16 semaines.

**ARTICLE 3**: Le montant du marché s'élève :

- pour le lot n° 1 à 59 999,99 € H.T. soit 71 999,99 € T.T.C.
- pour le lot n° 2 à 174 892,00 € H.T. soit 209 870, 40 € T.T.C.

Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4 :** Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

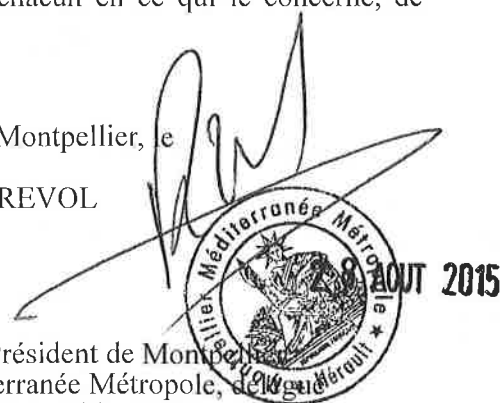
**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-457
Reçue en Préfecture le	28.08.2015.
Affichée le	31.08.2015
Notifiée le	31.08.2015.
Identifiant	Imc1102389-AU.1.1

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4044CO15 pour la Création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la foire internationale de Montpellier 2015**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-25 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la création d'un jeu interactif pour le stand de la foire internationale de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4045CO15 est passé avec NEXTCONTREPOINT.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la création d'un jeu interactif, la location du matériel et la maintenance pour le stand de la foire internationale de Montpellier 2015.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 35 850 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI Conseiller délégué spécial est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-25 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-458
Reçue en Préfecture le	13 AOUT 2015
Affichée le	13 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 110 2893 AV

Fait à Montpellier, le 13 AOUT 2015

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller spécial, délégué  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3660 Chemisage des réseaux d'eau usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- VU le marché n°3660 de chemisage des réseaux d'eaux usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-Lez passé avec l'entreprise SUBTERRA sise 36 route de Villeneuve 31120 PORTET SUR GARONNE,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'adapter la nature et le volume des interventions initialement prévues aux besoins réels constatés après passation du marché du fait des modifications des projets d'aménagement de voirie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3660 de Chemisage des réseaux d'eaux usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-Lez est passé avec l'entreprise SUBTERRA sise 36 route de Villeneuve 31120 PORTET SUR GARONNE.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne d'une part la modification des zones d'intervention, les travaux prévus initialement sur la commune de Pignan étant annulés et remplacés par des travaux de nature similaire sur la commune de Saint Drézéry et, d'autre part, l'augmentation des quantités de branchements et regards borgnes à reprendre.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 21 687.20 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 196 918.40 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5 :** Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-459
Reçue en Préfecture le	8 SEP. 2015
Affichée le	8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102402-cc

Fait à Montpellier, le 8 SEP. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
HM n° 284 (lot de copropriété n° 23) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 17 juillet 2015, envoyée par Maître Caderas de Kerleau, Notaire à Mauguio, reçue en Mairie de Montpellier le 20 juillet 2015, concernant un lot de copropriété n° 23, représentant 131/10000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HM n° 284, situé sur la Commune de Montpellier, lieudit 1 Rue du Clos René, à usage de local d'activité, au prix de 95 000 euros,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : un lot de copropriété n° 23, représentant 131/10000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HM n° 284, situé 1 Rue du Clos René à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-460
Reçue en Préfecture le	7 - AOÛT 2015
Affichée le	7 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc1102410-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

7 - AOÛT 2015

Pour le Président

Par délégation

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain -  
Parcelle BY n° 103 (lot de copropriété n° 1) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 3 juillet 2015, envoyée par Maître DEBRUS, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 6 juillet 2015, concernant un lot de copropriété n° 1, représentant 330/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BY n° 103, situé sur la Commune de Montpellier, lieudit 19 Rue de Candolle, à usage d'habitation, libre d'occupation, au prix de 58 000 euros,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant un lot de copropriété n° 1, représentant 330/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BY n° 103, situé 19 Rue de Candolle à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-461
Reçue en Préfecture le	7 - AOÛT 2015
Affichée le	7 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	LMC1202414-AV

Fait à Montpellier, le

7 - AOÛT 2015

M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par délégation

C. D'ARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
BX n° 450 (lots de copropriété n° 6, 11 et 24) - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 2 juillet 2015, envoyée par Maître Jean-Luc NOUGUIER, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 8 juillet 2015, concernant trois lots de copropriété n° 6, 11 et 24 dépendant de l'immeuble cadastré BX n° 450, représentant 1692/10000<sup>ème</sup> des parties communes générales, situés sur la Commune de Montpellier, lieudit 22 Rue du Faubourg du Courreau, à usage d'habitation, libre d'occupation, au prix de 279 000 euros plus une commission d'agence à hauteur de 18 226 euros TTC à la charge du vendeur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : trois lots de copropriété n° 6, 11 et 24, représentant 1692/10000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BX n° 450, situés 22 Rue du Faubourg du Courreau à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-462
Reçue en Préfecture le	7 - AOÛT 2015
Affichée le	7 - AOÛT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc1102421-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

7 - AOÛT 2015  
Pour le Président  
Par délégué

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

C. BARDE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.







LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n° 3595BISGD14 de "Mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des Déchets et Propreté de l'espace Public »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour « La mise en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation Améthyst »

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3595BISGD14 de travaux est passé, pour le lot n°3, avec la société TMIS, ZA Frontignan la Peyrade, 34 110 FRONTIGNAN.

**ARTICLE 2** : Le délai d'exécution des travaux est de 7 mois dont 1 mois de préparation.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 260 810 € H.T. soit 312 972 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-463
Reçue en Préfecture le	- 8 SEP. 2015
Affichée le	- 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102460-A0

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Cession du véhicule BY 762 BK en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un accident**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-06 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** qu'un accident de la circulation est survenu à un agent avec un véhicule de service immatriculé BY 762 BK,
- **CONSIDERANT** que suite au rapport d'expertise du cabinet KPI EXPERTISES, le véhicule a été jugé techniquement réparable mais économiquement irréparable,
- **CONSIDERANT** qu'à la lecture des conclusions du rapport d'expertise, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le véhicule immatriculé BY 762 BK est cédé à la compagnie d'assurance LA SAUVEGARDE ASSURANCES SA situé 215 ES rue de Paris 59000 Lille.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession conforme au prix d'expertise KPI EXPERTISES, s'élève à 4166,67€ H.T. soit 5 000€ T.T.C..

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-06 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-464
Reçue en Préfecture le	7 - AOUT 2015
Affichée le	7 - AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 140 2568-AV

Fait à Montpellier, le

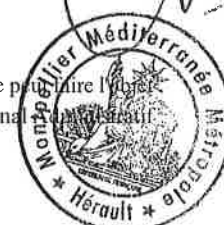
7 - AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

**Pour le Président**  
**Par délégation**

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées  
section BA n° 302 et 303- Commune de Vendargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine en date du 3 octobre 2014,
- VU le projet de promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Société Charvet qui accepte de céder les parcelles situées sur la commune de Vendargues, cadastrées section BA n° 302 et 303 d'une contenance respective de 2 137 m<sup>2</sup> et 341 m<sup>2</sup>, soit une contenance totale de 2 478 m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que les travaux de requalification de la zone d'activité du Salaison ont mis en exergue l'existence de servitudes passive de canalisation d'eaux pluviales sous propriété privée, servitudes qui n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque régularisation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société CHARVET, représentée par Monsieur GIRARDOT, les parcelles situées sur la commune de Vendargues, cadastrées section BA n°302 et 303 d'une contenance respective de 2 137 m<sup>2</sup> et 341 m<sup>2</sup>, soit une contenance totale de 2 478 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de TRENTE SEPT MILLE EUROS (37 000€) toutes indemnités confondues.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-465
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ine1102677AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux Commune de Vendargues- Terrain section BA n°301**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Société CHARVET, dont le siège social est situé à Lyon 42 Cours Suchet, représentée par son Président Monsieur GIRARDOT,

**CONSIDERANT** que les travaux de requalification du parc d'activités du Salaison et la régularisation de servitude passive sous fonds privés nécessitent l'occupation temporaire de la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BA n° 301, d'une contenance totale de 5 901m<sup>2</sup> et d'une emprise de travaux de 650m<sup>2</sup>

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de six mois à compter du jour d'occupation du terrain, entre la Société CHARVET, dont le siège social est situé à Lyon 42 Cours Suchet, **représentée par son Président Monsieur GIRARDOT** et Montpellier Méditerranée Métropole, **permettant l'occupation** d'une emprise de 650 m<sup>2</sup> sur la parcelle située sur la commune de Vendargues, **cadastrée section BA n°301** d'une contenance totale de 5 901 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cinquante-neuf mille euros (59 000 €) eu égard aux sujétions particulières induites par la nature de l'activité professionnelle de dépôt de produits pétroliers de la Société Charvet.

**ARTICLE 3:** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-466
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 110 2683-AV

Fait à Montpellier, le

14 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la prise de possession anticipée des parcelles section BA n°302 et 303 - Commune de Vendargues**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention de prise de possession anticipée consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Société CHARVET, dont le siège social est situé à Lyon 42 Cours Suchet, représentée par son Président Monsieur GIRARDOT, relative aux parcelles situées sur la commune de Vendargues, cadastrées section BA n°302 et 303, objet d'une promesse de vente signée concomitamment à la présente convention,

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux de requalification du parc d'activités du Salaison et la régularisation de servitude passive sous fonds privés nécessitent d'entrer en possession de ces parcelles avant la réitération de la promesse de vente par acte notarié,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de prise de possession anticipée est signée entre la Société CHARVET, dont le siège social est situé à Lyon 42 Cours Suchet, représentée par son Président Monsieur GIRARDOT et Montpellier Méditerranée Métropole, permettant la prise de possession anticipée des parcelles BA 302 et 303 situées sur la commune de Vendargues dès la signature de ladite convention.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cinq mille quatre cent trente Euros (5 430 €).

**ARTICLE 3** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-467
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 110 2688-AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché n°3995GD15 pour une mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes sur l'ISDnd de CASTRIES**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur C.MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur C.MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser une mission de contrôle des tirs de mines externes sur le site de l'ISDnd de CASTRIES,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3995GD15 de prestations de services est conclu avec la société EGIS sise 3 rue du docteur Schweitzer, 38180 SEYSSINS.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission de contrôle des tirs de mines externes sur le site de l'ISDnd de CASTRIES.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de services de démarrage des prestations. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 61 700 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article n°A2015-14 du 21 janvier 2015 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-468
Reçue en Préfecture le	13 AOUT 2015
Affichée le	13 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 110 2696-AU

Fait à Montpellier, le  
13 AOUT 2015  
M. C. MEUNIER

Pour le Président  
Par délégation

C. DAROE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux  
par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 29 mai 2007, 30 août 2007, 19 février 2008, 17 novembre 2008, 20 mars 2009, 07 mai 2010, 19 mai 2011, 16 septembre 2011, 02 mai 2012, 17 octobre 2012, 19 avril 2013, 20 juillet 2013, 20 septembre 2013, 23 septembre 2013, 28 novembre 2013 et 06 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 septembre 2015 et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 340,07 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 4 134,63 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-469
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmcc1102694-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3955MG15 fourniture de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement pour Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame I. GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques»,
- VU l'avis de publicité mis en ligne le 3 juin 2015

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la location et entretien de fournitures de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3955MG15 de fournitures courantes et services est passé avec la société DOUBLET.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la fourniture de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. La durée initiale du marché est d'un an à compter de sa notification. Le marché pourra être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de 2 ans.

**ARTICLE 4** : Le montant minimum annuel du marché s'élève à 5000 € H.T. et le montant maximum annuel est de 25000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-471
Reçue en Préfecture le	- 7 SEP. 2015
Affichée le	- 7 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1102707A

Fait à Montpellier, le - 7 SEP. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contrôle et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société imaGeau pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 09 septembre 2011 et 28 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 septembre 2015 et que la société imaGeau n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société imaGeau pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société imaGeau pour la surface de 135,41 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 955,06 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-472
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	
Notifiée le	14 AOUT 2015
Identifiant	Eme 110 2721 AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3935EA15, de piquage sur canalisation d'eau potable DN1000 pour raccordement station de reprise - Commune de Montferrier - route de Saint Clément**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René Revol en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux de piquage sur une canalisation d'eau potable DN1000 pour le raccordement d'une station de reprise, sur la commune de Montferrier sur Lez, route de Saint Clément (RD112<sup>E</sup>),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3935EA15 de travaux est passé avec l'entreprise SADE CGTH sise à VENDARGUES (34741).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le piquage sur canalisation d'eau potable DN1000 pour le raccordement d'une station de reprise, sur la commune de Montferrier-sur-Lez, route de Saint Clément (RD112<sup>E</sup>),

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification de celui-ci, pour une durée de trois mois, incluant deux mois de préparation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 97 992,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe Eau et Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-473
Reçue en Préfecture le	13 AOUT 2015
Affichée le	13 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1102758-AU

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

13/08/2015  
**Pour le Président**  
**Par délégation**

C. DARDE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'opération "Chéquier Offres en or - Septembre 2015" octroyant des réductions sur les tarifs du Planétarium Galilée**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'autoriser des modifications temporaires des tarifs d'accès aux différents établissements et services ou la création de tarifs spécifiques pour une durée n'excédant pas trois mois
- **CONSIDERANT** qu'il est opportun d'associer le Planétarium Galilée à l'opération «Chéquier offres en or 2015 » organisée par le centre commercial Odysseum pour la rentrée 2015.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une entrée au Planétarium sera offerte pour toute entrée achetée à une séance des mercredis 23 et 30 septembre, 7 et 14 octobre 2015.

**ARTICLE 2 :** Les entrées offertes seront constituées de contre-marques utilisables immédiatement et avec une durée de validité 14 jours maximum.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-474
Reçue en Préfecture le	31. 08. 2015
Affichée le	31. 08. 2015
Notifiée le	31. 08. 2015.
Identifiant	Inc1102439.AU.1.1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

28 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Acquisition de la parcelle cadastrée section AI 409 sise commune de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** la convention en vue de l'exercice provisoire des nouvelles compétences de la Métropole signée le 31 décembre 2014 entre la Commune et la Métropole,
- **VU** la délibération du 17 juin 2015 transmise en préfecture le 22 juin 2015, par laquelle le Conseil Municipal de Prades-le-Lez a accepté la cession à titre gratuit de la parcelle cadastrée section AI n°409 afin de régulariser un échange devant intervenir entre la Métropole et Madame Dalmazio,
- **VU** l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace public »,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est destinée à être échangée avec la parcelle cadastrée AI 278 appartenant à Mme Dalmazio afin de régulariser un délaissé de voirie le long du chemin de Coste Rousse à Prades-le-Lez,
- **CONSIDERANT** que la décision n° D2015-383 du 20 juillet 2015 autorisant cette acquisition comportait une erreur relative à la dénomination de la parcelle à acquérir par Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°D2015-383 du 20 juillet 2015 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle sise commune de Prades-le-Lez et cadastrée section AI 409 auprès de la commune de Prades-le-Lez.

**ARTICLE 3** : L'acquisition est réalisée à titre gratuit, cette parcelle fera l'objet d'un échange sans soulte tel que prévu par la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2015.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président délégué à la voirie et à l'Espace public est autorisé à signer l'acte d'acquisition à titre gratuit conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** La commune de Prades-le-Lez est autorisée à signer l'acte d'échange à intervenir avec Mme Dalmazio au nom et pour le compte de la Métropole, en vertu de la convention de gestion transitoire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-477
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1102761_AU

Fait à Montpellier, le 14 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3595bisgd15 de travaux pour le lot 1 charpente/gros oeuvre pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015/14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril Meunier dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux de charpente/gros œuvre (lot1) pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3595BISGD14 de travaux (lot1) est passé avec l'entreprise TMIS sise à Frontignan (34110).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le lot 1 de charpente/gros œuvre pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST,

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution du marché est de 7 mois dont un mois de préparation.

**ARTICLE 4** : Le montant global et forfaitaire du marché s'élève à 217 822,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.



**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril Meunier, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015/14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-479
Reçue en Préfecture le	31 . 08 . 2015 .
Affichée le	31 . 08 . 2015 .
Notifiée le	31 . 08 . 2015 .
Identifiant	Emc1102165-AU-1.1

Fait à Montpellier, le

28 AOÛT 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégation Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption  
urbain - Parcelle BY n°54 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 3 juillet 2015, envoyée par Maître VIDAL Anne, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 6 juillet 2015, concernant la parcelle cadastrée BY n°54 d'une superficie de 91 m<sup>2</sup>, située sur la Commune de Montpellier, lieudit 10 Boulevard Pasteur, correspondant à un immeuble à usage d'habitation, occupé, au prix de 650 000 euros,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : immeuble cadastré BY n°54, à usage d'habitation, situé 10, Boulevard Pasteur à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-480
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc/102770-AU

Fait à Montpellier, le 14 AOUT 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3379EA15 de travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques pour l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie Galabrun Boulbes en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie Galabrun-Boulbes dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques sur la commune de Lattes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3379EA15 de travaux est passé avec l'entreprise VALERIAN sise à Montpellier (34070).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques pour l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes.

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 70 jours calendaires.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif du marché s'élève à 92 778,80 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Madame Jackie Galabrun-Boulbes Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-481
Reçue en Préfecture le	02.09.2015
Affichée le	02.09.2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC 1102869

Fait à Montpellier, le

01 SEP. 2015

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Référé expertise n°1504399-8"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1504399-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 août 2015 par Monsieur Chokri HASNOUN, agent de la Métropole, consécutivement à une chute dont il a été victime le 27 août 2013 dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'éducateur APS.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-482
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc1102894-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "MONNIER Manon - Référé expertise n°1504321-8 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1504321-8 le 3 août 2015 par Madame Manon MONNIER consécutivement à un préjudice matériel subi dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne n°4 du tramway de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-483
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affichée le	14 AOUT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1402896 AV

Fait à Montpellier, le

14 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ n°173 - Commune de Baillargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **VU** la promesse de vente en date du 27 mai 2015 par laquelle Monsieur Edmond ESCURET accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée section AZ n°173 d'une contenance de 2915 m², située lieudit Saint Antoine à Baillargues,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 11 août 2015,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est située dans le secteur de la ZAC de Massane sur le territoire de la Commune de Baillargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de Monsieur Edmond ESCURET, de la parcelle cadastrée section AZ n°173 d'une superficie totale de 2 915 m², située lieudit Saint Antoine à Baillargues, à nature de terre.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de cent deux mille vingt-cinq euros (102 025 euros) toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette acquisition conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-484
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102900-AU-1-1

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

19 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain -  
Parcelle HW n°355 (lot de copropriété n°2) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 27 juillet 2015, envoyée par Maître NOUGUIER Jean-Luc, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 30 juillet 2015, concernant un lot de copropriété n° 2, représentant 174/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n° 355, situé sur la Commune de Montpellier, lieudit 25 Rue Chaptal, à usage d'entrepôt-garage, occupé, au prix de 23 000 euros,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : un lot de copropriété n°2, représentant 174/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n° 355, situé 25 Rue Chaptal à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-485
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102910-AU-1-1

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

19 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle  
HT n°40 (lots de copropriété n°6 et n°7) - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 29 juillet 2015, envoyée par Maître Jérôme SANCHEZ, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 31 juillet 2015, concernant deux lots de copropriété n° 6 et 7, représentant 100/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HT n°40, situés sur la Commune de Montpellier, lieudit 7 Rue des Trésoriers de la Bourse, à usage d'entrepôts, libres d'occupation, au prix de 120 000 euros plus une commission d'agence à la charge de l'acquéreur d'un montant de 12 000 euros ttc,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : deux lots de copropriété n° 6 et 7, représentant 100/1000<sup>ème</sup> des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HT n°40, situés 7 Rue des Trésoriers de la Bourse à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-486
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	MC1102965 AU-1-1

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

19 AOÛT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3030 MG 12, fourniture  
de mobilier administratif, lot 3. Avenant de transfert**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I. GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame I. GUIRAUD dans le domaine « Administration Général des Services »,
- VU le marché n°3030 concernant la fourniture de mobilier administratif, lot 3 : fauteuils et sièges,
- VU la cession, avec effet au 02/07/2015 du marché 3030 lot 3 à la société SOFRADAM immatriculée sous le n°RCS 403507708,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant de transfert au marché n°3030, lot 3 doit être passé en vue du transfert à la société SOFRADAM des prestations exercées jusqu'alors par la société PSA Aménagement.

**ARTICLE 2 :** Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

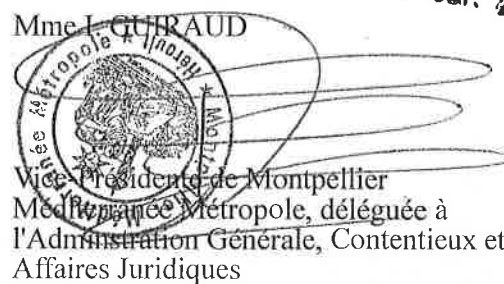
**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-487
Reçue en Préfecture le	01 SEP. 2015
Affichée le	01 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC1102971_AU-11

Fait à Montpellier, le

01 SEP. 2015

Mme I. GUIRAUD



Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux et  
Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Montpellier - Terrain section EY n° 122 - Autorisation de signature de la convention et de son avenant n° 1**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par les Copropriétaires de la résidence d'Orient, domiciliés 366 rue Nouvelle à Montpellier, représentés par le Syndic de copropriété Hérault Immobilière de Gestion, ayant son siège 38 Boulevard Rabelais à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 800m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section EY n° 122, d'une contenance totale de 8 352m<sup>2</sup>, située sur la commune de Montpellier afin de permettre la mise en œuvre des travaux de remplacement d'une canalisation d'eau potable existante DN 150 sur 365 mètres linéaires,
- **CONSIDERANT** que la réalisation des travaux précités ayant pris du retard, un avenant n° 1 à la convention est nécessaire afin de modifier la date de démarrage des travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux et son avenant n° 1 sont signés pour une durée de DEUX mois à compter du 29 septembre 2015, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndic de copropriété Hérault Immobilière de Gestion, représentant les Copropriétaires de la résidence d'Orient, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section EY n° 122, pour une emprise partielle de 800m<sup>2</sup> afin de réaliser les travaux de remplacement de la conduite d'eau potable existante.



**ARTICLE 2** : Cette convention et son avenant n° 1 sont consentis et acceptés à titre gratuit.

**ARTICLE 3**: Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux, l'avenant n° 1 à ladite convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-490
Reçue en Préfecture le	27.08.2015.
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102982-AU.1.1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

19 AOÛT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée  
section AY n° 127P - Commune de Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- **VU** l'arrêté n° 2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabbi YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez n° 2015/06-15 en date du 26 juin 2015 portant décision d'approbation de la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée AY n° 127, représentant une contenance de 195m<sup>2</sup> au prix d'un euro, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 13 mai 2015,
- **CONSIDERANT** que la partie de la parcelle concernée est nécessaire à l'aménagement de l'avenue Georges Frêche pour permettre notamment une requalification de l'axe de circulation, la réalisation d'itinéraires piétonniers et cyclables ainsi que le traitement paysager,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie de la parcelle cadastrée section AY n° 127P, située sur la commune de Castelnau-le-Lez, pour une contenance de 195m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie et acceptée au prix d'un euro conformément à l'estimation de France Domaine,

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la promesse de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-491
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102991-AU-1-1

Fait à Montpellier, le

19 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie de recettes de la piscine Pitot à Montpellier**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables,
- **VU** la décision n° 2006-419 modifiée, en date du 26 juillet 2006, portant création d'une régie de recettes à la piscine Pitot, située allée Jean Raymond à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 12 août 2015, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT, qu'**au vu de la forte fréquentation du public, il est nécessaire d'augmenter le fonds de caisse (de 100 € à 200 €) afin d'améliorer la qualité des encaissements.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un fonds de caisse de 200 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-494
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1103004-AU-1-1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3994DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs  
Barco 909HD de la salle de projection du planétarium Galilée**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'établir une maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 de la salle de spectacle du Planétarium Galilée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3864DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée est conclu avec la société VIDELIO-IEC SAS, domiciliée au 27/41 Boulevard Louise Michel, 92635 Gennevilliers Cedex.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maintenance des six vidéoprojecteurs Barco 909 installés dans la salle de spectacle du Planétarium Galilée, l'assistance téléphonique (du lundi au vendredi), les visites d'urgence sur site et les deux visites de maintenance préventives.

**ARTICLE 3** : Ce marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à sept mille trois cent quatre vingt huit euros et vingt trois centimes TTC (7 388,23 € TTC).

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-496
Reçue en Préfecture le	- 7 SEP. 2015
Affichée le	- 7 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1103024-AU

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture.



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de prêt d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692 à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur en 2014 d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692,
- **CONSIDERANT** l'objet et les activités de l'Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon,
- **CONSIDERANT** le partenariat fort liant Montpellier Méditerranée Métropole à cette structure,
- **CONSIDERANT** le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole de poursuivre et consolider ce partenariat,
- **CONSIDERANT** que le prêt du violon susmentionné à un musicien de l'orchestre de l'OONM est de nature à favoriser la mise en œuvre des objectifs de l'OONM et à renforcer le lien partenarial entre l'OONM et Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de prêt du violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692, acquis par Montpellier Méditerranée Métropole en 2014, en conclue avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon.

**ARTICLE 2** : Cette convention est conclue à titre gratuit, pour une durée de trois ans, renouvelable trois fois pour la même durée, par tacite reconduction.



**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-497
Reçue en Préfecture le	31/08/2015
Affichée le	31.08.2015
Notifiée le	31.08.2015
Identifiant	Imc 1103067-CC.1.1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**28 AOUT 2015**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt d'archives pour l'exposition  
« Montpellier au 21<sup>ème</sup> siècle, le patrimoine une histoire d'avenir  
» organisée par les Archives Municipales de la ville de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente
- **VU** l'arrêté n°A2015-6 du 21/01/2015, portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine Administration générale, contentieux et affaires juridiques,

**CONSIDERANT** que la tenue de l'exposition relative à l'architecture et l'art dans la ville au 21<sup>ème</sup> siècle organisée par la Ville de Montpellier nécessite le prêt d'archives de Montpellier Méditerranée Métropole,

**CONSIDERANT** que cette exposition contribuera à la valorisation du patrimoine archivistique de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de prêt d'archives relatives à l'architecture et l'art dans la ville au 21<sup>ème</sup> siècle est conclu avec la Ville de Montpellier,

**ARTICLE 2** : Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet le 31 août 2015 jusqu'à la fin de l'exposition qui se tiendra dans la salle d'exposition de l'Hôtel de Ville de Montpellier,

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat de prêt d'archives visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-501
Reçue en Préfecture le	31/08/2015
Affichée le	31/08/2015
Notifiée le	
Identifiant	ENC 1103164-AU-A-1

Fait à Montpellier, le

28 AOUT 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole gère l'ensemble des installations sportives sur son territoire,
- **CONSIDERANT** que les associations ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de disposer régulièrement ou ponctuellement de locaux et/ou de terrains dans ces établissements sportifs pour le développement de leurs activités et/ou leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'au regard de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'accueil des associations pour l'organisation de manifestations ou d'activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions, respectivement avec chacune de ces associations pour la mise à disposition permanente ou ponctuelle de locaux et/ou terrains en vue de l'organisation de manifestations sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison 2015-2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisations des installations sportives sises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chacune des associations.

**ARTICLE 2** : Ces conventions concernent l'ensemble des installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole (Les stades Yves du Manoir à Montpellier, La Mosson à Montpellier, Jules Rimet à Sussargues, le Palais des Sports René Bournol à Montpellier, la base Nautique La Valette, Le gymnase Pitot, l'ensemble du réseau des piscines).

**ARTICLE 3** : La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2015-2016, soit de la date de signature des conventions au 31 août 2016.

**ARTICLE 4** : Les associations n'ont pas de redevance à acquitter, les conventions étant conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général que représente la présence de ces associations dans les activités sportives et l'organisation de manifestations.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-502
Reçue en Préfecture le	- 8 SEP. 2015
Affichée le	- 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1103196 AV

Fait à Montpellier, le 08/09/15

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "RIBIERAS n°1504384-4 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1504384-4 par Monsieur et Madame RIBIERAS contre les différentes décisions refusant la collecte porte à porte dans l'impasse de la Badiane et notamment la décision du 19 mai 2015 de la ville de Montpellier et la décision implicite de refus de Montpellier Méditerranée Métropole suite au courrier de Monsieur Ribieras en date du 17 avril 2015.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-504
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1103212-AU.11

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**20-AOÛT 2015**

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation précaire - Parcelle cadastrée section AC n° 213 - commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n° 2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation précaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société Autoroutes du Sud de la France (ASF), sur une emprise de 3 500m<sup>2</sup> sur la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, cadastrée section AC n° 213, d'une contenance totale de 42 472m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que ASF doit occuper temporairement une emprise de 3 500m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AC n° 213, d'une contenance totale de 42 472m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint Jean de Védas afin de permettre l'installation d'une partie de la base vie du TOARCCH OUEST nécessaire à la mise en œuvre des travaux de déplacement de l'autoroute A9,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire est passée à compter de sa signature jusqu'au 30 juin 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ASF sur une partie de la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, cadastrée section AC n° 213, d'une contenance totale de 42 472m<sup>2</sup> et une superficie de 3 500m<sup>2</sup> concernée par l'emprise.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-506
Reçue en Préfecture le	31.08.2015
Affichée le	31.08.2015.
Notifiée le	31.08.2015.
Identifiant	Imc1103235-AU.11

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

28 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles cadastrées section B n° 279, 280 et 318 - Commune de Murviel-Lès-Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-17, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Messieurs Philippe MICHEL et Bernard DAVIT, propriétaires, sur la totalité des parcelles situées sur la commune de Murviel-Lès-Montpellier, cadastrées section B n° 279, 280 et 318, d'une contenance totale de 4 150m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser l'occupation des parcelles précitées par Montpellier Méditerranée Métropole qui doit les occuper temporairement afin de pouvoir mettre en œuvre les travaux de préservation et la mise en valeur du forum du site Oppidum du Castellàs,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée d'un an, du premier janvier au 31 décembre 2015, entre Messieurs Philippe MICHEL et Bernard DAVIT, propriétaires, et Montpellier Méditerranée Métropole, pour une occupation de la totalité des parcelles situées sur la commune de Murviel-Lès-Montpellier, cadastrées section B n° 279, 280 et 318, d'une contenance totale de 4 150m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de quatre mille cent cinquante euros (4 150€).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-508
Reçue en Préfecture le	27.08.2015
Affichée le	28.08.2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc1103243-AU-11

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

26 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

<b>Arrêté n°2015-135</b> : Délégation de signature relative aux attestations de services faits pour le réseau des Médiathèques - Août 2015	317
<b>Arrêté n°2015-137</b> : Mainlevée péril imminent pour l'immeuble sis 4, rue d'Almeras (parcelle HW49) dont le propriétaire est Mme Loretto KEARNEY et le mandataire est l'agence du Coureau.	319
<b>Arrêté n°2015-138</b> : Délégation dans le domaine des Finances accordé à Monsieur LEVITA (A2015-12 abrogé)	321
<b>Arrêté n°2015-141</b> : Délégation de signature relative aux attestations de services faits de la Direction du Contrôle de Gestion (M. ZENOU, Mme KNAPP, M.FINA) (A2015-43 abrogé)	324
<b>Arrêté n°2015-142</b> : Délégation de signature relative aux bons de commandes de la Direction du Contrôle de Gestion (M. ZENOU, Mme KNAPP, M.FINA) (A2015-25 abrogé)	326
<b>Arrêté n°2015-143</b> : Délégation de signature relative aux ordres de services de la Direction du Contrôle de Gestion (M. ZENOU, Mme KNAPP, M.FINA) (A2015-68 abrogé)	328
<b>Arrêté n°2015-144</b> : Délégation de signature relative aux procédures marchés de la Direction du Contrôle de Gestion (M. ZENOU, Mme KNAPP, M.FINA) (A2015-62 abrogé)	330
<b>Arrêté n°2015-148</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°4	332
<b>Arrêté n°2015-151</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" autorisation de stationner n°64	334
<b>Arrêté n°2015-152</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" autorisation de stationner n°46	336
<b>Arrêté n°2015-153</b> : Autorisation d'exploiter un taxi n°4 sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez "Changement de véhicule"	339
<b>Arrêté n°2015-154</b> : Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Juvignac	341
<b>Arrêté n°2015-155</b> : Représentation du Président au sein de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)	343
<b>Arrêté n°2015-156</b> : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle CSS (A2015-111 est abrogé)	345
<b>Arrêté n°2015-157</b> : Délégation de signature à M Marc DANIEL concernant les bons de commande du Pôle CSS (A2015-38 est abrogé)	348
<b>Arrêté n°2015-158</b> : Délégation de signature à M Marc DANIEL concernant les formalités de publicité d'un montant inférieur à 50 000 € du Pôle CSS (A2015-39)	350
<b>Arrêté n°2015-159</b> : Délégation de signature relative aux ordres de services du Pôle CSS (A2015-41 est abrogé)	352
<b>Arrêté n°2015-160</b> : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant le projet de modification n° du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols	354
<b>Arrêté n°2015-161</b> : Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification du Plan d'Urbanisme de la Commune de Pérols	357

<b>Arrêté n°2015-162</b> : Délégation de signature des pouvoirs de Polices spéciales ( R. REVOL pour l'assainissement; C.MEUNIER les déchets ménagers; R.YOUSSOUS les autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi; J.GALABRUN-BOULBES pour la défense extérieure contre l'incendie et pour l'habitat)	359
<b>Arrêté n°2015-163</b> : Attestations de services faits relatives au Pôle Culture Sport et Solidarité (A2015-156 abrogé)	361
<b>Arrêté n°2015-174</b> : Arrêté portant autorisation de stationner un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac- Changement de véhicule- Autorisation n°3	364
<b>Arrêté n°2015-179</b> : Arrêté relatif à l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement Clinique Mas de Rochet dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	367
<b>Arrêté n°2015-180</b> : Arrêté portant autorisation de stationner sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone- License n°3- Michel VERDIER (Changement de véhicule)	373
<b>Arrêté n°2015-182</b> : Arrêté relatif à l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement Clinique Le Castelet dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	376
<b>Arrêté n°2015-187</b> : Autorisation de stationner un taxi sur le territoire de la commune de Saint de Védas - Changement de véhicule- Autorisation de stationner n°1	383
<b>Arrêté n°2015-188</b> : Arrêté portant désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique- Modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérois(A2015-161 abrogé)	386
<b>Arrêté n°2015-189</b> : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérois	388
<b>Arrêté n°2015-190</b> : Délégation de signature à l'effet de porter plainte concernant le pôle CSS (A2015-21 abrogé)	392
<b>Arrêté n°2015-191</b> : Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Baillargues	395
<b>Arrêté n°2015-192</b> : Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	397
<b>Arrêté n°2015-203</b> : Délégation de représentation en justice attribuée à Mme Céline DAUCE responsable du service assurance de MMM afin de représenter celle-ci à l'audience du 01/10/15 devant le Tribunal pour Enfants – Montpellier pour l'affaire n°14275000174	399
<b>Arrêté n°2015-204</b> : Arrêté portant mise à jour du Plan d'Urbanisme de la Commune de Montpellier	401



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux attestations de services faits pour le réseau des Médiathèques - Août 2015

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1<sup>er</sup> janvier 2015,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2015-01-117 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- **VU** l'arrêté A2015-111 du 23 juin 2015 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service au sein du réseau des Médiathèques,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : En cas l'absence simultanée de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Madame Laure FELIX et Madame Sylvie ROBERT, délégation est accordée à Monsieur Loïc GOURIE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques pour la période du 10 août 2015 au 2 septembre 2015 inclus.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-135
Transmis en Préfecture le	4 - AOÛT 2015
Affiché le	4 - AOÛT 2015
Notifié le	
Identifiant	Lnc 140 1903 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

4 - AOÛT 2015

**Pour le Président****Par délégation**

C. SARDE  
Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Mainlevée de péril imminent 4, rue d'Almèras à Montpellier**

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, les articles L 521-1 à L 521-4, les articles R 511-1 à R 511-11 ;

Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative,

Vu l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 5211-9-2 du CGCT dans sa version modifiée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;

Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;

Vu l'arrêté de péril imminent avec interdiction d'habiter n° 274/14 en date du 3 octobre 2014 ;

Vu le rapport de Madame Tersinet, ingénieur expert des périls, du 16 juillet 2015 attestant de la suppression du risque d'effondrement du plancher ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Sur la base du rapport de visite de Madame Tersinet, ingénieur expert des périls, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° 274/14 pris le 3 octobre 2014, pour l'immeuble sis 4 rue d' Almèras (parcelle HW 49) dont le propriétaire est Madame Loretto KEARNEY et le mandataire est l'agence du Courreau.

### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté est notifié au propriétaire et au mandataire.

### **ARTICLE 3**

Monsieur le Directeur Général des services de la Métropole et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**ARTICLE 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Métropole.
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti)..

<b>Arrêté n°</b>	A2015-137
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11 AOUT 2015
<b>Affiché le</b>	11 AOUT 2015
<b>Notifié le</b>	11 AOUT 2015
<b>Identifiant</b>	Imcello1952-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

11 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation dans le domaine des Finances accordé à Monsieur LEVITA**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°A2015- 12 du 21 janvier 2015 attribué à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2015-12 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Max LÉVITA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Max LÉVITA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Catherine DARDÉ et de Monsieur Christian FINA, Madame Christel CELIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-138
Transmis en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affiché le	4 - AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Dme 1102124-AR

Fait à Montpellier, le 4 - AOUT 2015  
M. Philippe SAUREL

Pour le Président  
Par délégué

C. DARDÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Délégation de signature relative aux attestations de services faits de la Direction du Contrôle de Gestion**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-43 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les attestations de services faits de la Direction du Contrôle de Gestion,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2015-06-664 du 3 juillet 2015 portant affectation de Monsieur Benoît ZENOU sur l'emploi de Directeur du pilotage et de la performance,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2014-43 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer les attestations de services faits relatifs au Contrôle de Gestion et à l'évolution de l'EPCI.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion dans les mêmes conditions.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ZENOU et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-141
Transmis en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affiché le	4 - AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc Mo 2142-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

4 - AOUT 2015

**Pour le Président**

**Par délégation**

C. DARDÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux bons de commandes de la Direction du Contrôle de Gestion

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-25 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les bons de commandes de la Direction du Contrôle de Gestion,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2015-06-664 du 3 juillet 2015 portant affectation de Monsieur Benoît ZENOU sur l'emploi de Directeur du pilotage et de la performance,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2014-25 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer les bons de commandes relatifs au Contrôle de Gestion et à l'Evolution de l'EPCI dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion dans les mêmes conditions.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ZENOU et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-142
Transmis en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affiché le	4 - AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Lme 140 2144-AR

Fait à Montpellier, le 4 - AOUT 2015  
M. Philippe SAUREL

Pour le Président  
Par délégué

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Délégation de signature relative aux ordres de services de la Direction du Contrôle de Gestion**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-68 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les ordres de services de la Direction du Contrôle de Gestion,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2015-06-664 du 3 juillet 2015 portant affectation de Monsieur Benoît ZENOU sur l'emploi de Directeur du pilotage et de la performance,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2014-68 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer les ordres de services relatifs au Contrôle de Gestion et à l'Evolution de l'EPCI.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion dans les mêmes conditions.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ZENOU et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-143
Transmis en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affiché le	4 - AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Lnc1402147-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

4 - AOUT 2015  
**Pour le Président**  
**Par délégation**

C. DARDÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux procédures marchés de la Direction du Contrôle de Gestion

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-62 du 16 avril 2014 portant délégation de signature relative aux procédures marchés de la Direction du Contrôle de Gestion,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2015-06-664 du 3 juillet 2015 portant affectation de Monsieur Benoît ZENOU sur l'emploi de Directeur du pilotage et de la performance,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2014-62 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Contrôle de Gestion, Evolution de l'EPCI » d'un montant inférieur à 90 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion dans les mêmes conditions.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ZENOU et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-144
Transmis en Préfecture le	4 - AOUT 2015
Affiché le	4 - AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc1102149-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par ~~délégation~~

4 - AOUT 2015

C. DARDE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°4**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 19 août 2011, 833/2011;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Olivier BUONOMANO, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Olivier BUONOMANO né(e) le 17 juin 1978 à sète, domicilié au 7, rue du Négoce 34110 Frontignan, est autorisé à stationner avec le véhicule BMW type Série 3 immatriculé DT-283-MR, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
  - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
  - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
  - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté du 19 août 2011, n°833/2011 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-148
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1102573-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°64**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 18 mars 2013, 2013/0466/T/N;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Philippe MAZZONI, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Philippe MAZZONI né(e) le 10 août 1963 à Montpellier, domicilié au 10, rue Val de la Mosson 34430 Saint Jean de Védas, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ type Classe E immatriculé CP-307-FV, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 64, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
  - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
  - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
  - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté du 18 mars 2013, n°2013/0466/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-151
Transmis en Préfecture le	19.08.2015
Affiché le	20.08.2015
Notifié le	
Identifiant	IMC-1102582-AR-1-1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

18-AOÛT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°46**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur Frédéric COUTANT en date du 7 janvier 2008
- VU la faculté donnée à Monsieur COUTANT de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par la SARL TAXI VMD (RCS Montpellier 811 673 912) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 23 mars 2015 ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## A R R E T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

La SARL TAXI VMD (RCS Montpellier 811 673 912), domiciliée 46, rue des Amandiers à Sète (34200) est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN, Touran**, immatriculé **DT-065-EY**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **46**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

### ARTICLE 3 :

Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-152
<b>Transmis en Préfecture le</b>	19.08.2015
<b>Affiché le</b>	20.08.2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc -1102584-A2.1.1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

18 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER LE TAXI N° 4 SUR LE  
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - CHANGEMENT DE  
VEHICULE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;

VU la loi n°95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;

VU le décret n°95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi susvisée ;

VU le décret n°73-225 du 02 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;

VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 1996 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

CONSIDERANT que la SARL TAXI du Romarin autorisée à exploiter le taxi numéro 4 à Castelnau-le-Lez souhaite procéder à un changement de véhicule ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la SARL TAXI du Romarin, domicilié 320 chemin du Romarin 34170 Castelnau-le-Lez est autorisé à stationner avec le véhicule (marque CITROEN C4 PICASSO, Type VF73ABHZTFJ759966), immatriculé DT-496-TX, sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- D'être titulaire de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- D'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.

Elle est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation est insuffisamment exploitée.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services, Le Commandant de la brigade territoriale de Gendarmerie de Castelnau-le-Lez, Le Chef de poste de la Police Municipale de Castelnau-le-Lez, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de l'Hérault, pour contrôle de légalité et au Commandant de la brigade de Castelnau-le-Lez pour exécution.

Arrêté n°	A2015-153
Transmis en Préfecture le	0 8 SEP. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1102 737

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

0 8 SEP. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Juvignac**

- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1, L.126-1, R.123-13, R.123-14 et R.123-22 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie Jannin dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- **VU** la délibération n°15.07.09.06 du Conseil Municipal du 9 juillet 2015 approuvant la mise en place d'un périmètre d'étude sur le secteur dit « Carrière de l'Hort » de la commune de Juvignac ;
- **VU** la délibération n°15.07.09.07 du Conseil Municipal du 9 juillet 2015 approuvant la mise en place d'un périmètre d'étude sur le secteur dit « La Bergerie » sur la zone classée UA2b dans le PLU de la commune de Juvignac ;
- **VU** la délibération n°15.07.09.08 du Conseil Municipal du 9 juillet 2015 approuvant la mise en place d'un périmètre d'étude sur le secteur dit « La Plaine » sur la zone classée UD1 dans le PLU de la commune de Juvignac ;
- **VU** la délibération n°15.07.09.09 du Conseil Municipal du 9 juillet 2015 approuvant la mise en place d'un périmètre d'étude sur le secteur dit « Le Triangle d'Or » sur les zones classées UA1 et UD1 dans le PLU de la commune de Juvignac ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Juvignac sont mises à jour pour prendre en compte les décisions, objets de l'acte précité.

**ARTICLE 2 :** Copie du présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 3 :** Le dossier du PLU mis à jour est tenu à la disposition du public à la mairie de Juvignac, auprès du service de l'Urbanisme et du Cadastre, aux heures d'ouverture de ses bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et le vendredi de 8h30 à 12h sur rendez-vous, à l'adresse suivante : 997, les allées de l'Europe - 34990, Juvignac.

Il est également tenu à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH), aux heures d'ouverture de ses bureaux du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, de 9h à 18h, à l'adresse suivante : 50, place Zeus 34 000 Montpellier (tramway L1 et L4 : Place de l'Europe / tramway L1 : Léon Blum)

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-154
Transmis en Préfecture le	14 AOÛT 2015
Affiché le	14 AOÛT 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc Mo 2752-AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

14 AOÛT 2015  
Pour le Président  
Par délégation

C. DARDÉ

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Représentation du Président au sein de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- ~~VU le décret n°2015-644 du 9 juin 2015 fixant la composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF),~~
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la CDPENAF, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la CDPENAF. Dans ce cadre, Madame Stéphanie JANNIN, est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, la délégation définie à l'article 1<sup>er</sup> est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.



Arrêté n°	A2015-155
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc Mo2867-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle CSS**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2015-01-117 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- **VU** l'arrêté A2015-111 du 23 juin 2015 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2015-111 du 21 janvier 2015 susvisé est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 à l'exception de son article 7 qui reste en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Laure FELIX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.

**ARTICLE 3 :** Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

**ARTICLE 4** : Délégation est accordée à Monsieur Patrick POUGET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Hélène BERTHOUL.

**ARTICLE 5** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 6** : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 7** : Délégation est accordée à Madame Diane DUSSEAUX à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle GRASSET.

**ARTICLE 8** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

**ARTICLE 9** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

**ARTICLE 10** : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu FONTENEAU.

**ARTICLE 11** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

**ARTICLE 12** : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 13** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard LASSUS.

**ARTICLE 14** : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**ARTICLE 15** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-156
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1102873-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature à M. Marc DANIEL concernant les bons de commande du pôle CSS

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-38 du 2 mars 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Culture Sports Solidarité à Monsieur Marc DANIEL,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2015-01-117 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2015-38 susvisé est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Gérard LASSUS pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports et du Service de Téléalarme.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-157
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Sinc Mo 2879-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature à M. Marc DANIEL concernant les formalités de publicité d'un montant inférieur à 50 000 € du pôle CSS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-39 du 2 mars 2015 portant délégation de signature pour la Direction de la Culture,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2015-01-117 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2015- 39 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de la Direction de la Culture, relatifs aux domaines « Culture, Enseignements Artistiques, Fêtes Populaires, Site archéologique Lattara Musée Henri PRADES » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Monsieur YVES NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-158
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Incello 2881 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux ordres de services du pôle CSS

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-41 du 2 mars 2015 portant délégation de signature à Monsieur Marc DANIEL relatif aux ordres de services,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service n°2015-01-117 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2015-41 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les ordres de services émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Gérard LASSUS pour les ordres de services émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports et du Service de Téléalarme.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de l'une des personnes visées à l'article 3 dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de l'une des personnes visées à l'article 3 dans son domaine de compétence et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-159
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc/102883-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

14 AOUT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols**

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R.123-1 à R.123-27 ;
- VU l'arrêté n°14-391 de M. le Maire de Pérols portant engagement de la procédure de modification n°6 du PLU, avec pour motif la mise en application des objectifs du Programme Local de l'Habitat 2013-2018 définis pour le territoire de la Commune ;
- VU la délibération n°2014-11-06/4 du Conseil Municipal de Pérols en date du 06 novembre 2014 prenant acte de la décision du maire d'engager la procédure de modification du PLU ;
- VU la consultation des personnes publiques associées en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols confiant à la Commune du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- VU la décision n°150000127/34 en date du 07 juillet 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Patrick FERRÉ en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°A2015-161 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU l'arrêté n° A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols, pour une durée de 30 jours à compter du 07 septembre 2015 et jusqu'au 06 octobre 2015 inclus. Cette modification vise la mise en application des objectifs du programme local de l'habitat 2013-2018 définis pour le territoire de la Commune grâce à la modification de plusieurs parties du secteur Ui (situées d'une part au Nord Est du PAE

du Fenouillet et d'autre part au Sud de l'Avenue Bir-Hakeim en continuité de la zone habitée UD1 et UD1c), à la création d'un sous secteur permettant l'implantation de logements collectifs et à la modification du règlement et de ses documents en adéquation.

**ARTICLE 2** : Par décision N°E150000127/34 du 07 juillet 2015, Monsieur Patrick FERRÉ, chargé d'étude en urbanisme, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Pérols ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant toute la durée de l'enquête, soit du 07 septembre 2015 au 06 octobre 2015 inclus, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Pérols aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au mercredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le jeudi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le vendredi de 8h à 12h30 et 13h30 à 17h ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

**ARTICLE 4** : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Pérols les :

- Lundi 07 septembre, matin de 8h à 12h30 et après-midi de 14h00 à 17h30
- Lundi 28 septembre, après-midi de 13h30 à 17h30

Il se tiendra également à la disposition du public au siège Montpellier Méditerranée Métropole les :

- Vendredi 18 septembre, après-midi de 13h30 à 17h30
- Mardi 06 octobre, après-midi de 13h30 à 17h00

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols* », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

**ARTICLE 5** : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier devra ensuite remettre, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les dossiers d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Pérols, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne.

**ARTICLE 6** : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Pérols.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la modification du PLU (définies par l'arrêté n° A2015-161) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr/>).

**ARTICLE 7** : Les personnes responsables du projet sont Julie DEJEAN, Chef de Service Urbanisme à la Mairie de Pérols et Monsieur Alban FILIPIAK, responsable d'unité PLU, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

**ARTICLE 8** : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°6 du PLU de Pérols sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 9** : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Pérols, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Pérols. Cet affichage sera justifié par un certificat établi par M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et par M. le Maire de Pérols.

Arrêté n°	A2015-160
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc1102886-AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

14 AOUT 2015

Pour le Président  
Par délégation

C. DARBE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols

- **VU** le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier méditerranée Métropole en date du 26 juin 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols ;
- **VU** la décision n°150000127/34 en date du 07 juillet 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Patrick FERRÉ en qualité de Commissaire Enquêteur.
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** Il sera procédé à une enquête publique relative au projet de modification n°6 du PLU de la Commune de Pérols, pour une durée de 30 jours consécutifs, du 07 septembre 2015 inclus jusqu'au 06 octobre 2015 inclus.

**Article 2 :** L'avis au public sera publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**Article 3 :** Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 4 :** L'avis au public concernant l'enquête publique relative à la modification n°6 du PLU de la Commune de Pérols, fera également l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Pérols, sur les lieux d'affichage suivants :

- A l'intersection de l'avenue de la Galine et de l'avenue de Bir Hakeim

- A l'intersection au sud de l'avenue Georges FRÊCHE et de la RD 172, côté Parc commercial du Fenouillet
- Au niveau de l'arrêt de tramway « Parc Expo » (1 affiche de chaque côté de la plateforme)
- Au niveau de l'arrêt de tramway « Ecopôle » (1 affiche de chaque côté de la plateforme)

**Article 5 :** L'avis au public sera, en outre, publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Pérols à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-161
Transmis en Préfecture le	14 AOUT 2015
Affiché le	14 AOUT 2015
Notifié le	
Identifiant	Ime1102888-AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

14 AOUT 2015  
Pour le Président  
Par délégation

C. DARDÉ

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature des pouvoirs de polices spéciales

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-9-2,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative aux élections de Messieurs René REVOL, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Présidents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,

**CONSIDERANT** qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président, il est nécessaire d'assurer la continuité du service,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation de signature est accordée à :

- Monsieur René REVOL concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement,
- Monsieur Cyril MEUNIER concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de collecte des déchets ménagers,
- Monsieur Rabii YOUSSEF concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis,
- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de défense extérieure contre l'incendie et en matière d'habitat en application des



articles L.123-3, L.129-1 à L.129-6, L.511-1 à L.511-4, L.511-5 et L.511-6 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et des personnes citées ci-dessus, Madame Catherine DARDÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes définis à l'article 1er.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-162
<b>Transmis en Préfecture le</b>	19.08.2015
<b>Affiché le</b>	20.08.2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc1102940-AR-1-1

Fait à Montpellier le  
M. Philippe SAUREL

18 AOÛT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Attestations de services faits relatives au Pôle Culture Sport Solidarité

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2015-01-117 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sport, Solidarité,
- **VU** l'arrêté A2015-111 du 23 juin 2015 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,
- **VU** l'arrêté A2015-156 du 14 août 2015 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté A2015-156 du 14 août 2015 susvisé est abrogé.

L'arrêté n°A2015-111 du 21 janvier 2015 susvisé est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 à l'exception de son article 7 qui reste en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Laure FELIX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.

**ARTICLE 3** : Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

**ARTICLE 4** : Délégation est accordée à Monsieur Patrick POUGET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Hélène BERTHOUL.

**ARTICLE 5** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

**ARTICLE 6** : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

**ARTICLE 7** : Délégation est accordée à Madame Diane DUSSEAU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle GRASSET.

**ARTICLE 8** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

**ARTICLE 9** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture et 50 000 € H.T pour celles émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

**ARTICLE 10** : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu FONTENEAU.

**ARTICLE 11** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

**ARTICLE 12** : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 13** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard LASSUS.

**ARTICLE 14 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**ARTICLE 15 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-163
Transmis en Préfecture le	27.08.2015
Affiché le	28.08.2015
Notifié le	
Identifiant	Emc1103181.AR-1.1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**21 AOUT 2015**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**PORTANT AUTORISATION DE STATIONNER UN TAXI  
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC -  
CHANGEMENT DE VÉHICULE- AUTORISATION N°3.**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;

- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°2015-019 du 16 janvier 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Juvignac lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Jean-Michel ARNAL , titulaire d'une autorisation de taxi sur le territoire de la commune de JUVIGNAC , a procédé au changement de son véhicule ;

### **AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Jean-Michel ARNAL né(e) le 22/12/1976 à Montpellier , domicilié 48, rue des Cilages 34090 Juvignac , est autorisé à stationner avec le véhicule de marque LANDROVER RANGE ROVER type VOGUE immatriculé DS-063-CX , sur le territoire de la commune de JUVIGNAC dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté municipal n°2015-019 du 16 janvier 2015 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Juvignac , le Capitaine commandant de la brigade de la gendarmerie de Saint Georges d'Orques le responsable de la Police Municipale de JUVIGNAC, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-174
Transmis en Préfecture le	27.08.2015
Affiché le	28.08.2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1103403-AR1.1

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

27.08.2015



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté relatif à l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CLINIQUE MAS DE ROCHET dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil Communautaire du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil Communautaire en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CLINIQUE MAS DE ROCHET ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;



- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET,  
dont le siège social est situé à 563 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez 34170,  
représenté par Monsieur PICARD Jean Marc, en qualité de Directeur,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AT 32, 83, 84 et 85  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Médecine générale,
- Néphrologie,
- Maladies du sang,
- Onco-hématologie,
- Post-urgences
- Soins de suites et de réadaptation,
- Suites de greffes de moelle osseuse,
- Soins palliatifs,
- Restauration.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 563 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez 34170.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 424 596 492
- N° SIRET : 424 596 492 00043

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

L'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET abrite dans ces locaux une entreprise : Le CENTRE DE NEPHROLOGIE MEDITERRANEE (SAS CNM)  
dont le siège social est situé au 48 bis Rue Emile COMBE à Castelnau Le Lez 34170,  
représenté par Monsieur VAUTRIN Marc, en qualité de Directeur Régional,

L'activité de la société SAS CNLM est celle d'un Etablissement de santé,

Qui comporte les opérations industrielles suivantes :

- Séance de dialyse,
- Traitement de l'eau pour dialyse.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 470 800 285
- N° SIRET : 470 800 285 00079

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL,  
ou son Vice-président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-179
Transmis en Préfecture le	24 SEP. 2015
Affiché le	24 SEP. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 1103452AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

24 SEP. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation de stationner sur le territoire - Commune de Villeneuve Les Maguelone Licence n°3 - Michel VERDIER (changement de véhicule)**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014 ARR 351 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 5 novembre 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve Les Maguelone lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Michel Verdier, titulaire de l'autorisation de taxi n°3, à Villeneuve les Maguelone, a procédé au changement de son véhicule ;

## **AR R E T E**

**ARTICLE 1** : Monsieur Michel Verdier né le 2 octobre 1953 à Montpellier (34000), domicilié 14 boulevard Maréchal Joffre 34250 Palavas les Flots, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENS Classe A immatriculé CF-768-QW, sur le territoire de la commune de Villeneuve les Maguelone dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 5 novembre 2014, susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de Villeneuve les Maguelone, le Chef de poste de la police Municipale de Villeneuve les Maguelone, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-180
Transmis en Préfecture le	04 SEP. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1103486

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

04 SEP. 2015



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le secteur Maéra adopté par la délibération du Conseil Communautaire du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2014;
- **Vu** la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CLINIQUE LE CASTELET;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n° A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET SAS,  
dont le siège social est situé à 18 Rue Georges Clemenceau à Saint-Jean-de-Védas 34430,  
représenté par Mesdames Sophie et Maguelonne DI FAZIO, en qualité de Co Directrices,  
situé à 18 Rue Georges Clemenceau à Saint-Jean-de-Védas 34430,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BM 5, BP230, 231, 232, 233 et 235.  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Centre de rééducation fonctionnelle
- Restauration,

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue Georges Clemenceau à Saint Jean de Védas

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 459 800 207
- N° SIRET : 459 800 207 00019
- Code APE : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région

Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CLINIQUE LE CASTELET doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

**Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

**Article 6 : INCIDENTS****6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE LE CASTELET sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-182
<b>Transmis en Préfecture le</b>	24 SEP. 2015
<b>Affiché le</b>	24 SEP. 2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Dmc 1103466-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

24 SEP. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation de stationner un taxi sur le territoire de la Commune de Saint-Jean-de-Védas - Changement de Véhicule - Autorisation de stationner n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;



- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014-20SG du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Jean-de-Védas lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que la Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée « TOILLON Entreprise, titulaire d'une autorisation de taxi à Saint-Jean-de-Védas, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée « TOILLON Entreprise, domicilié au 118 chemin des ifs 34570 Murviel les Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule PEUGEOT 407 HDI immatriculé **AN-934-LJ** , sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Védas dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **A2015-62**, n° **25 mars 2015** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Jean-de-Védas, le Commandant de la brigade territoriale de Gendarmerie de Saint-Jean-de-Védas, le Chef de poste de la Police Municipale de Saint-Jean-de-Védas, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-187
Transmis en Préfecture le	08 SEP. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1103718

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

08 SEP. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols

- VU le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier méditerranée Métropole en date du 26 juin 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols ;
- VU la décision n°150000127/34 en date du 07 juillet 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Patrick FERRÉ en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- VU l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- VU l'arrêté n°A2015-161 du 14 août 2015 portant désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique,

### ARRÊTE

**Article 1 :** L'arrêté n°A2015-161 du 14 août 2015 portant désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique est abrogé ;

**Article 2 :** Il sera procédé à une enquête publique relative au projet de modification n°6 du PLU de la Commune de Pérols, pour une durée de 30 jours consécutifs, du 28 septembre 2015 inclus jusqu'au 27 octobre 2015 inclus.

**Article 3 :** L'avis au public sera publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**Article 4 :** Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 5 :** L'avis au public concernant l'enquête publique relative à la modification n°6 du PLU de la Commune de Pérols, fera également l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches,

quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Pérols, sur les lieux d'affichage suivants :

- A l'intersection de l'avenue de la Galine et de l'avenue de Bir Hakeim
- A l'intersection au sud de l'avenue Georges FRÊCHE et de la RD 172, côté Parc commercial du Fenouillet
- Au niveau de l'arrêt de tramway « Parc Expo » (1 affiche de chaque côté de la plateforme)
- Au niveau de l'arrêt de tramway « Ecopôle » (1 affiche de chaque côté de la plateforme)

**Article 6 :** L'avis au public sera, en outre, publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Pérols à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-188
Transmis en Préfecture le	04 SEP. 2015
Affiché le	04 SEP. 2015
Notifié le	
Identifiant	UMC M03774_AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

04 SEP. 2015

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols**

- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 ;
- **VU** le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;
- **VU** l'arrêté n°14-391 de M. le Maire de Pérols portant engagement de la procédure de modification n°6 du PLU, avec pour motif la mise en application des objectifs du Programme Local de l'Habitat 2013-2018 définis pour le territoire de la Commune ;
- **VU** la délibération n°2014-11-06/4 du Conseil Municipal de Pérols en date du 06 novembre 2014 prenant acte de la décision du maire d'engager la procédure de modification du PLU ;
- **VU** la consultation des personnes publiques associées en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols confiant à la Commune du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- **VU** la décision n°150000127/34 en date du 07 juillet 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Patrick FERRÉ en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- **VU** l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°A2015-188 du 4 septembre 2015 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- **VU** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
- **VU** l'arrêté n° A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

- VU l'arrêté n°A2015-160 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°6 du PLU de Pérols, du 07 septembre au 06 octobre inclus ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté n°A2015-160 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°6 du PLU de Pérols, du 07 septembre au 06 octobre inclus, est abrogé ;

**ARTICLE 2** : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols, pour une durée de 30 jours à compter du 28 septembre 2015 et jusqu'au 27 octobre 2015 inclus. Cette modification vise la mise en application des objectifs du programme local de l'habitat 2013-2018 définis pour le territoire de la Commune grâce à la modification de plusieurs parties du secteur Ui (situées d'une part au Nord Est du PAE du Fenouillet et d'autre part au Sud de l'Avenue Bir-Hakeim en continuité de la zone habitée UD1 et UD1c), à la création d'un sous secteur permettant l'implantation de logements collectifs et à la modification du règlement et de ses documents en adéquation.

**ARTICLE 3** : Par décision N°E150000127/34 du 07 juillet 2015, Monsieur Patrick FERRÉ, chargé d'étude en urbanisme, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Pérols ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant toute la durée de l'enquête, soit du 28 septembre 2015 au 27 octobre 2015 inclus, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Pérols aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au mercredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le jeudi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le vendredi de 8h à 12h30 et 13h30 à 17h ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

**ARTICLE 5** : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Pérols les :

- Lundi 28 septembre, matin de 8h à 12h30 et après-midi de 13h30 à 16h30
- Vendredi 16 octobre, après-midi de 13h30 à 17h

Il se tiendra également à la disposition du public au siège Montpellier Méditerranée Métropole les :

- Lundi 05 octobre, matin de 8h à 12h30
- Mardi 27 octobre, matin de 8h à 12h30

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols* », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

**ARTICLE 6 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier devra ensuite remettre, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les dossiers d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Pérols, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne.

**ARTICLE 7 :** Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la modification du PLU (définies par l'arrêté n° A2015-188 du 4 septembre 2015) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>).

**ARTICLE 8 :** Les personnes responsables du projet sont Julie DEJEAN, Chef de Service Urbanisme à la Mairie de Pérols et Monsieur Alban FILIPIAK, responsable d'unité PLU, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

**ARTICLE 9 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°6 du PLU de Pérols sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 10 :** Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Pérols, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en

mairie de Pérols. Cet affichage sera justifié par un certificat établi par M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et par M. le Maire de Pérols.

Arrêté n°	A2015-189
Transmis en Préfecture le	04 SEP. 2015
Affiché le	04 SEP. 2015
Notifié le	
Identifiant	UMC 1103769 - AR

Fait à Montpellier, le 04 SEP. 2015  
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère **exécutoire** de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature à l'effet de porter plainte concernant le pôle CSS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU le Code de procédure pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'arrêté n°A2013-21 du 4 avril 2013 portant délégation de signature pour les dépôts de plainte du Pôle Culture, Sports Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2013-21 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour la Direction des Sports, délégation à l'effet de signer tout document permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de porter plainte, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée :

- pour la piscine olympique d'Antigone, à Monsieur Frédéric MICHOLET,
- pour le centre nautique Neptune, à Monsieur Christophe MARTIN,
- pour la piscine Spilliaert, à Monsieur Philippe RIMELE,
- pour la piscine Amphitrite, à Monsieur SZABO,
- pour la piscine Jany, à Monsieur Luc BESNARD,
- pour la piscine Pitot/Caron, à Madame Florence PONTHER,
- pour la piscine Nakache, à Monsieur Gwenael LE HENAFF,
- pour la piscine Vivès, à Madame Laurence DOLADILLE,
- pour la piscine Berlioux, à Madame Françoise MOURGES,
- pour la piscine Taris, à Monsieur Paul ALCAYDE,
- pour le stade de la Mosson, le stade Jules Rimet et la base de la Valette à Monsieur Jean-Pierre BLANCHET,
- pour le stade Yves du Manoir, à Monsieur Didier BES,
- pour le palais des sports Bougnol, à Monsieur Jérôme DEJESUS.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Thierry BOUSQUET et à défaut à Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jocelyn COLOU et à défaut à Mme Estelle SERRE.

**ARTICLE 3** : Pour la Direction de la Culture, délégation à l'effet de signer tout document permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de porter plainte, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, à Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,
- pour la médiathèque centrale Federico Fellini, à Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,
- pour la médiathèque Victor Hugo, à Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, à Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, à Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,
- pour la médiathèque William Shakespeare, à Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,
- pour la médiathèque La Gare, à Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, à Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, à Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, à Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM,
- pour la médiathèque Albert Camus, à Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, à Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, à Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,

- pour la bibliothèque Paul Langevin, à Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANSCIESCI et Monsieur Loïc GOURIE.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-190
Transmis en Préfecture le	23 SEP. 2015
Affiché le	23 SEP. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1103911 AR

Fait à Montpellier le  
M. Philippe SAUREL

23 SEP. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues**

- VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-13-1 et suivants,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2006 approuvant le PLU,
- VU l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Mme Stéphanie Jannin dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée,

**CONSIDERANT** la nécessité de réduire l'emprise de l'emplacement réservé C26 du Plan Local d'Urbanisme de Baillargues,

**CONSIDERANT** que ces ajustements relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :

- de changer les orientations définies dans le PADD ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances de la qualité des sites des paysages où des risques naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L123-13-3 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construction ;
- de diminuer les possibilités de construire ;
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La procédure de modification simplifiée n°5 du PLU de la Commune de Baillargues est engagée.

**ARTICLE 2** : La modification simplifiée n°5 a pour objet de réduire l'emprise de l'emplacement réservé C26 pour création de voirie, à proximité immédiate du Parc Gérard Bruyère, afin de permettre un aménagement plus cohérent du parking et sécuriser son accès.

**ARTICLE 3** : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°5 seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

**ARTICLE 4 :** Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Baillargues préalablement à sa transmission pour avis à Monsieur le Préfet, ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme. Il sera ensuite mis à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition, le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2015-191
Transmis en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affiché le	21 SEP. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc H03953-AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

21 SEP. 2015

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** la délibération du Conseil de communauté n° 12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n° A2015-36 du 2 mars 2015 portant composition du Comité Technique Paritaire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2015-36 du 2 mars 2015 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

## Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
<p><b>Titulaires</b></p> <p>M. Pierre BONNAL, Président  M. Bernard TRAVIER, Titulaire  Mme Rosy BUONO, Titulaire  Mme Eliane LLORET, Titulaire  M. Christian FINA, Titulaire  Mme Christel CELIE, Titulaire</p> <p><b>Suppléants</b></p> <p>M. Gérard CASTRE, Suppléant  M. Christophe COUR, Suppléant  M. Joël RAYMOND, Suppléant  Mme Régine ILLAIRE, Suppléante  M. Yves NURIT, Suppléant  M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant</p>	<p><b>Titulaires</b></p> <p>M. Mohamed CHEBLI, Titulaire - UNSA  Mme Florence POURROT-REDON, Titulaire - UNSA  M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA  M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire - FO  Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire - FO  M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire - SUD</p> <p><b>Suppléants</b></p> <p>M. Ichem MOGHEL, Suppléant - UNSA  Mme Carole GILBERT, Suppléante - UNSA  Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Suppléante - UNSA  Mme Sabine BERGUA, Suppléante - FO  M. Dominique DELELIS, Suppléant - FO  Mme Françoise LAURENT, Suppléante - SUD</p>

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-192
Transmis en Préfecture le	23 SEP. 2015
Affiché le	23 SEP. 2015
Notifié le	
Identifiant	UMC. M04-007. AR

Fait à Montpellier, le 22 SEP. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Représentation en justice

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- VU la délibération du Conseil attribuant notamment délégation dans certains domaines du Conseil au Président, notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation est donnée à Madame Céline Dauce, responsable du service assurance de Montpellier Méditerranée Métropole, aux fins de représenter de celle-ci lors de l'audience du 1<sup>er</sup> octobre 2015 devant le Tribunal pour Enfants de Montpellier relative à l'affaire portant n°14275000174.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté



Arrêté n°	A2015-203
Transmis en Préfecture le	30 SEP 2015
Affiché le	30 SEP 2015
Notifié le	30 SEP 2015
Identifiant	Enc 1104472-AR.1-1

Fait à Montpellier, le 30. 09. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1, L.126-1, R.123-13, R.123-14 et R.123-22 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté n° A 2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie Jannin dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- VU la délibération n°2014/384 du Conseil municipal du 2 octobre 2014 approuvant la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Kaufman & Broad pour une opération située 1, rue Jacques Halévy ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-103-0003 du 13 avril 2015 portant inscription au titre des monuments historiques de l'hôtel de Boulhaco ou Richer de Belleval à Montpellier ;
- VU la délibération n°12924 du Conseil de Métropole du 28 avril 2015 approuvant la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Propav (enseigne Super U) pour une opération située 203 rue Ferdinand Barre
- VU la caducité du périmètre d'étude établi au sens de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme « Déviation à l'est de Montpellier vers le chemin de la Vieille Poste » créé par arrêté préfectoral n°2005-01-1740 du 8 juillet 2005 ;
- VU la caducité du périmètre d'étude établi au sens de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme « Liaison entre le rond-point Charles de Gaulle (Castelnau-le-Lez) et le giratoire B. Franklin (Montpellier) » créé par délibération du Conseil d'Agglomération n°6612 du 21 juillet 2005 ;
- VU la délibération n°2015/290 du Conseil municipal du 23 juillet 2015 instaurant un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme et prenant en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur de l'ancienne église de Montels ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2015-22 du 4 août 2015 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien logis de la Croix d'Or à Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-93 du 10 août 2015 portant abrogation des arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des 28 octobre 1982, 5 septembre 1986 et l'arrêté modificatif du 2 février 1987 relatifs au captage de Maurin, implanté sur la commune de Saint Jean de Vedas ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier sont mises à jour pour prendre en compte les décisions, objets de l'acte précité.

### ARTICLE 2 :

Copie du présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault.

### ARTICLE 3 :

Le dossier du PLU mis à jour est tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, auprès de la Direction Aménagement et Programmation (DAP) aux heures d'ouverture de ses bureaux, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle de la mairie, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, à l'adresse suivante : 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier cedex 2 (tramway L1 et L3 : Moularès - Hôtel de Ville / tramway L4 : Georges Frêche - Hôtel de Ville)

Il est également tenu à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH), aux heures d'ouverture des ses bureaux du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, de 9h à 18h, à l'adresse suivante : 50, place Zeus 34 000 Montpellier (tramway L1 et L4 : Place de l'Europe / tramway L1 : Léon Blum)

### ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-204
Transmis en Préfecture le	30 SEP 2015
Affiché le	30 SEP 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc1104470Ar

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

30 SEP 2015

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.